

École de politique appliquée
Faculté des lettres et des sciences humaines
Université de Sherbrooke

Impact des consensus de Beijing et de Washington sur la gouvernance et le développement des
pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC)

Par

Oumar Kikhouna-N'got

Sous la direction des
Professeurs Mathieu Arès et Serge Granger

Septembre 2014

Table des matières

Introduction :	1
Chapitre 1: La coexistence de deux modèles de développement socioéconomique	10
Objectif de la recherche et posture méthodologique :	14
La CEMAC: une expression des résolutions politiques et juridiques du système néolibéral en Afrique centrale.	15
Nature des flux et des stocks économiques et financiers en circulation entre les deux consensus de Washington, de Beijing et les pays de la CEMAC.	19
Quel est le point de vue théorique de la communauté scientifique sur les consensus Beijing et Washington?	22
Chapitre 2 : Recension scientifique des écrits	24
L'aide au développement de l'Afrique :	25
<i>Le courant de pensée néolibéral :</i>	25
<i>Les adeptes du néolibéralisme :</i>	26
<i>Les contradicteurs de la démarche néolibérale :</i>	30
<i>Le nouveau capitalisme d'État:</i>	36
<i>Les adeptes du capitalisme d'État :</i>	36
<i>Les antagonistes du capitalisme d'État :</i>	40
<i>Le courant anti-impérialiste:</i>	42
<i>Les adeptes du courant anti-impérialistes :</i>	43
<i>Les antagonistes au courant impérialiste :</i>	45
Chapitre 3: La Chine en Afrique et les deux consensus:	47
La Chine en Afrique	47
<i>Les adeptes de l'impact négatif:</i>	48
<i>Les adeptes de l'impact positif :</i>	51
Le consensus de Washington:	54
<i>Les adeptes des principes du nouvel institutionnalisme économique (NIE) :</i>	54
<i>Les adeptes d'un État l'interventionniste:</i>	58
Le consensus de Beijing:	60
<i>Les adeptes de l'impact positif du Consensus de Beijing :</i>	61
<i>Les opposants au consensus de Beijing :</i>	63
Critique de la littérature :	63
Chapitre 4: Analyse des données:	66
Conclusion :	130

Remerciements

Cette étude est le résultat d'un programme de maîtrise recherche en politique appliquée d'une durée de 2 ans (2012- 2014), intitulé «Impact des consensus de Beijing et de Washington sur le développement et la gouvernance des pays de la CEMAC». Elle a été rendue possible grâce à un encadrement rigoureux de mes deux directeurs de recherche Messieurs Mathieu Arès et Serge Granger, je tiens à leur témoigner ici ma profonde gratitude et leur prie de bien vouloir recevoir mes sincères remerciements.

Je voudrais aussi témoigner ma gratitude à Monsieur Jean-Herman Guay pour m'avoir accompagné et soutenu dans l'analyse des données, ce qui m'a permis de clore cette étude.

Résumé des mots clés :

Le maintien d'un niveau élevé de pauvreté dans les pays de la CEMAC est devenu un paradoxe qui ébranle les convictions macroéconomiques traditionnelles. Pourtant, les pays de la région oscillent entre deux modèles de développement socioéconomique que sont, les consensus de Beijing et de Washington. Lequel les aiderait à sortir de l'état de la pauvreté?

Le consensus de Washington : est la thèse néolibérale défendue par la BM et le FMI. Elle plaide pour une orientation de l'aide au développement vers le renforcement des capacités institutionnelles et s'efforce à démontrer qu'une gouvernance non démocratique constitue des obstacles insurmontables pour le développement et qu'aucune politique de développement ne pouvait être envisagée sans le renforcement d'un État de droit.

Le consensus de Beijing : prône la mixité entre le capitalisme d'État et l'économie de marché, un modèle de globalisation financière administrée par les crédits bilatéraux à long terme pour construire les infrastructures et établir les capacités de production dans les pays subsahariens. Elle tient avant tout à la sauvegarde de l'ordre politique, social ainsi que la tradition culturelle en place.

Nous avons essayé de démontrer que la croissance économique, bien qu'elle soit tangible dans les pays de la CEMAC, ne saura être un levier d'amélioration des conditions de vie des populations en dehors d'un État de droit et du renforcement substantiel des capacités institutionnelles.

Mots clés: Consensus de Beijing, Consensus de Washington, Croissance économique, Capitalisme d'État, Néolibéralisme, Développement, Gouvernance, Pauvreté. Efficacité de l'aide au développement, développement du capital humain, Communauté Économique et Monétaire d'Afrique centrale.

Liste des tableaux:

Tableau 1 : des indicateurs de développement socioéconomique.....	15
Tableau 2 : représentation signalétique des pays membres de la CEMAC.....	19
Tableau 3 : les flux globaux nets de ressources à long terme et de la balance des paiements des pays de la CEMAC.....	21
Tableau 4 : périodes effectives d'application de chaque consensus par les États.....	67
Tableau 5 : Variables caractéristiques du consensus de Washington.....	68
Tableau 6 : Variables indépendantes caractéristiques du Consensus de Beijing.....	70
Tableau 7: Variables d'évaluation des deux consensus.....	71

Listes des figures :

Figure 1 : Schéma de la structure fonctionnelle de la CEMAC (p.18)

Figure 2 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (CEMAC) (p.72)

Figure 3 : évolution des variables de stabilité macroéconomique, des stocks financiers (CEMAC) (p.73)

Figure 4 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (CEMAC) (p.74)

Figure 5 : évolution des variables de développement politiques, économiques et sociales (CEMAC) (p.75)

Figure 6 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (cas du Congo-Brazzaville) (p.80)

Figure 7 : évolution des variables macroéconomiques, financières et juridiques (cas du Congo-Brazzaville) (p.81)

Figure 8 : évolution de la profondeur financière et des stocks investissement chinois (cas du Congo-Brazzaville) (p.82)

Figure 9 : évolution des variables de développement politique, économique et social (cas du Congo-Brazzaville) (p.83)

Figure 10 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (Gabon) (p.88)

Figure 11 : évolution des variables macroéconomiques, financières et juridiques (Gabon) (p.89)

Figure 12 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (Gabon) (p.90)

Figure 13 : évolution des variables de développement politique, économiques et social (Gabon) (p.91)

Figure 14 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (Guinée-Équatoriale) (p.97)

Figure 15 : Évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques (Guinée-Équatoriale) (p.98)

Figure 16 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (Guinée-Équatoriale) (p.99)

Figure 17 : évolution des variables politique, économique, social (Guinée-Équatoriale) (p.100)

Figure 18 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (Cameroun) (p.105)

Figure 19 : évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques (Cameroun) (p.106)

Figure 20 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (Cameroun) (p.107)

Figure 21 : évolution des variables de développement politique, économique et social (Cameroun) (p.108)

Figure 22 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (Centrafrique) (p.112)

Figure 23 : évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques (Centrafrique) (p.113)

Figure 24 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (Centrafrique) (p.114)

Figure 25 : évolution des variables de développement politique, économique et social (Centrafrique) (p.115)

Figure 26 : Évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières (Tchad) (p.121)

Figure 27 : évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques (Tchad) (p.122)

Figure 28 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois (Tchad) (p.123)

Figure 29 : évolution des variables de développement politique, économique et social (Tchad) (p.124)

Liste des Acronymes :

AC : Accessibilité financière

AFD : Agence française pour le développement

AED : Analyse économique du Droit

AID : Association internationale d'Aide

AIE : Agence internationale de l'énergie

APD : Aide publique au développement

ASB : Accord Stand-by

ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud-Est

BAD : Banque africaine de développement

BDEAC : Banque de développement des États d'Afrique centrale

BEAC : Banque des États d'Afrique centrale

BEI : Banque Européenne d'Investissement

BM : Banque mondiale

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

BTP : Bâtiment et travaux publics

CACF : Forum de coopération sino-africain

CEB : Chine *Exim* Banque

CDB : Banque chinoise de développement

CAD : Centre d'Aide au développement

CEMAC : Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale

CFA : Communauté financière africaine

CFD : Caisse française de développement

CHU : Centre hospitalier et Universitaire

Crse : Croissance économique

CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

CNUCED : Conférence des Nations-Unis pour le commerce et le développement

DE : Dette extérieure

FASEC : Facilité d'ajustement sectoriel

FASR : Facilité d'ajustement structurelle renforcée

FCRP : Facilité de croissance et de réduction de la pauvreté

FED : Fonds européen de développement

FMI : Fonds monétaire international

FSF : Forum pour la stabilité financière

GD : gouvernance démocratique

G2 : Groupe des deux premières puissances économiques dans le monde

G8 : Groupe des 8 puissances économiques dans le monde

G20 : Groupe des 20 premières puissances économiques dans le monde

IDH : Indice du développement humain

IFI : Institutions financières internationales

IDE : Investissement direct étranger

ISS : Institut européen de sécurité

LFR : Loi sur les finances rectificatives

LI : Libéralisation économique

IPPTE : Initiative en faveur des pays pauvres très endettés

MFE : Mécanismes de financement élargi

MNA : mouvement des non-alignés

NMP : Nouveau Management Public

NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement économique en Afrique

NIE : Nouvel institutionnalisme économique

NMP : Nouveau management public

NSDD : Normes spéciales de diffusion des données du FMI

OCDE : Organisation pour la coopération et le développement économique

OMC : organisation mondiale du Commerce

OMD : Objectifs du millénaire pour le développement

OCTA : Office des chemins de fer du Gabon

ONU : Organisation des Nations-Unies

ONG : Organisation non gouvernementale

OPPEP : Organisation des pays producteurs et exportateurs du pétrole

OTC (*over the counter*) : Transactions financières entre deux parties hors du marché réglementé.

PAS : Programme d'ajustement structurel

PASR : programme d'Ajustement structurel renforcé

PARESO : Programme de relance et d'action économique

PASEC : Prêt d'ajustement sectoriel

PCC : Parti communiste chinois

PFR : Profondeur financière

PMA : Pays moins avancés

PIB : Produit intérieur brut

PED : Pays en voie de développement

PLFC : Perception de liberté face à la corruption

PNUD : Programme des Nations-Unis pour le développement

PESF : Programme d'évaluation du secteur financier

PPTE : Pays pauvre très endettés

PVD : Pays en voie de développement

PRE : Programme de relance économique

QR : Qualité de la régulation

RNB : Revenu national brut

SEEG : Société des eaux et d'Électricité du Gabon

SIC : Stocks d'investissements chinois

SOTELGA : Société des télécommunications du Gabon

STE : Stabilité économique et financière

UA : Union africaine

UE : Union européenne

UDEAC : Union douanière et économique d'Afrique centrale

UMAC : Union monétaire d'Afrique centrale

USAID : Agence américaine pour le développement international

VAI : Valeur Ajoutée industrielle

VEP : Valeur des exportations pétrolières

ZES : Zones économiques spéciales

Introduction :

La dynamique des enjeux géopolitiques et géoéconomiques actuels dans le monde place les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC)¹ au cœur des relations d'interaction et d'interdépendance politiques, économiques et sociales suscitées par deux modèles de développement socioéconomique: les consensus de Beijing et de Washington. La pesanteur et la nature des échanges politiques, économiques, sociaux et culturels causées par ces deux modèles permettent de cerner deux pôles géoéconomiques qui se dessinent dans le monde (G2). L'un occidental dominé par les États-Unis, l'autre oriental dominé par la Chine. Le premier modèle s'attache aux règles de jeu politique et économique que sont : la liberté des échanges, l'économie de marché, la promotion du pluralisme politique à travers la bonne gouvernance (Batisttela et al., 2012 : 240). Le second par contre, prône une centralité exemplaire, un État interventionniste dans les grands chantiers du développement associé à l'économie de marché tout en sauvegardant l'ordre politique et social ainsi que la tradition culturelle en place (Bergère, 2013 :206). La question qu'on se pose est celle de savoir lequel des deux modèles de développement présente le plus d'habiletés pour aider les pays de la CEMAC à sortir de l'état du sous-développement. Grâce à la position rentière de son économie, cette région connaît une croissance économique. Mais, il subsiste en son sein un niveau élevé de pauvreté, de précarité et d'inégalités faisant passer ces pays parmi les plus pauvres de la planète.

Si on s'accorde à la base que l'objectif admis par les deux modèles est d'apporter l'aide au développement aux pays de la CEMAC, la problématique est donc de procéder à une évaluation comparée pour mesurer l'impact des deux modèles de développement (les consensus de Beijing et de Washington) sur le développement et la gouvernance de ces pays. Rendu à ce niveau, la recension scientifique des écrits pourra nous donner une première visibilité sur les fondements

¹ La CEMAC est la Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale, le traité instituant la dite Communauté a été signé le 16 mars 1994 à Ndjamena au Tchad. La CEMAC regroupe 6 pays, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée-Équatoriale, la République de Centrafrique et le Tchad. Elle se donne comme mission de promouvoir un développement harmonieux des États membres dans le cadre de l'institution d'un véritable marché commun. L'actuelle CEMAC est née des cendres de l'ancienne UDEAC l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (UDEAC), précédée par l'Union Douanière Équatoriale (UDE).

contradictoires de formes et de fonds ainsi que sur les orientations politiques, économiques et sociales adoptées par chacun des modèles.

Le questionnement vient du fait qu'après la reprise des relations économiques entre les pays d'Afrique subsaharienne et la Chine avec d'autres pays émergents d'Asie, le service de la dette de ces pays est passé de 110 % du PIB en 2000 à 20,8 % du PIB en 2010 (Hugon, 2013 :50). De même que le service de la dette de ces pays est passé de 20,8 % des exportations à 1,2 % des exportations en 2010 (Hugon, 2013 : 50). En diversifiant ses partenaires, l'Afrique subsaharienne est devenue convoitée. En 2010, 25 % des approvisionnements des États-Unis en hydrocarbures provenaient de l'Afrique (Hugon, 2013 : 50). La part de l'Asie, notamment de la Chine et de l'Inde, dans les exportations africaines est passée de 7,7 % en 1990 à 14 % en 2000. Le commerce sino-africain a quintuplé entre 2000 et 2010 en atteignant 129 milliards de dollars US, 13 % des exportations chinoises s'orientaient vers l'Afrique en 2007 contre moins de 5 % au début de la décennie 1990, autant des données louables pour le devenir de l'Afrique. Assurément, les voix s'élèvent pour dire que la Chine est principalement intéressée par le pétrole et les matières premières de l'Afrique. Mais, en 1999 sur les 420 grandes filiales des firmes multinationales qu'on évaluait en Afrique subsaharienne 60 % étaient européennes dont 45 % françaises. Les firmes multinationales européennes représentaient à peine 10 millions de dollars soit 2 % du total de l'IDE mondial, contrairement aux firmes multinationales asiatiques qui, en 2010, représentaient 30 % (Hugon, 2013: 50). Une large proportion de ces résultats se réalise dans les pays de la CEMAC à cause de la position rentière de leur économie (Hugon, 2013 : 89).

La structure de notre travail comporte quatre chapitres. Le premier chapitre présente la problématique et l'objectif de la recherche. Le second chapitre recense les écrits sur l'aide au développement de l'Afrique, autrement dit, il montre sous un angle doctrinal le mode de programmation des consensus de Beijing et de Washington en Afrique. Le troisième chapitre recense les écrits sur la Chine en Afrique comme nouvel acteur du développement socioéconomique et l'impact théorique des deux consensus, et, enfin, dans le quatrième chapitre la collecte, l'analyse et le traitement des données statistiques en plus de la discussion et la conclusion.

Le consensus de Washington recommande aux pays de la CEMAC d'appliquer la théorie néolibérale associée au nouvel institutionnalisme économique (NIE) et aux normes de la

gouvernance démocratique pour atteindre la croissance. Pour sa part, le consensus de Beijing considère le libre-échange associé à l'interventionnisme de l'État dans les grands chantiers du développement, et la coexistence pacifique sur le plan politique pour parvenir à cette même croissance économique. Puisque tout modèle de développement se réfère à une école de pensée et impose une cohérence intellectuelle là où il existe davantage une attention partagée pour les mêmes objets à travers des cheminements divers, nous analyserons la compréhension de ces deux modèles par des données politiques, économiques et sociales.

La démarche qui est préconisée par le consensus de Washington en 1990 a pour point de départ, la promotion du libre-échange qui permettrait aux États de se spécialiser conformément à leurs avantages comparatifs. Ils doivent donc tirer les bénéfices de leurs habiletés techniques, d'une production spécialisée ou encore de leurs dotations factorielles et substituer les secteurs improductifs par les importations. La question qui se pose est de savoir, si l'application de la politique néolibérale, jugée indispensable par les institutions financières internationales (IFI), notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont permis aux pays de la CEMAC d'atteindre des taux de croissance remarquables et mettre en place des meilleures politiques de redistribution des richesses. Certains auteurs pensent que la démarche des IFI ne peut être considérée comme une meilleure politique de développement pour les pays de la CEMAC (Hugon 2013 : 79, 83-84). Selon eux, cette pratique du libre-échange implique de la part de ces États une adhésion aux principes de l'OMC dont le coût équivaldrait à 150 millions de dollars par an, pour que chaque État se mette en conformité avec les obligations de l'organisation comme le respect des normes sanitaires et les droits de propriété (Bénassy-Quéré et al., 2013:16).

Par contre, le modèle de développement suggéré aux pays de la CEMAC par la Chine quant à lui conduit à considérer la mixité des moyens privés de production et de l'intervention des pouvoirs publics comme une solution optimale pour atteindre la croissance (Bergère, 2013 :227). Elle illustre de fait la trajectoire politique et économique de la Chine à travers les réformes introduites par Deng Xiaoping, où, sans établir les obstacles au commerce ni bouleverser l'ordre politique existant, les pouvoirs publics se réservent la possibilité de fixer les grandes orientations du développement et d'en tracer les voies en injectant d'importants fonds dans la construction d'infrastructures et dans l'industrie lourde afin de relancer la croissance. Mais, les pays de la

CEMAC n'ont pas l'épargne nécessaire à cela; ils empruntent donc à la Chine. La question qui se pose alors dans ce cas de figure est celle de savoir s'il faut imputer au modèle chinois une nouvelle forme de développement socioéconomique. Le communisme n'est plus qu'un rituel qui procède des slogans et grandes messes du Parti communiste chinois (PCC). Puisque dans la pratique, le modèle de développement chinois est fondé sur l'économie de marché et le capitalisme d'État empreint d'un autoritarisme. Du coup, ce qui est vu comme une contradiction notoire et mal appréciée par l'Occident est approuvée par la Chine en Afrique. Il y a donc lieu de s'étendre pour comprendre la stratégie chinoise en Afrique agissant comme modèle de développement socioéconomique.

L'Afrique représente un intérêt stratégique pour la Chine. Entre 1995 et 2006, les échanges commerciaux sont passés de 3 milliards de dollars à 55 milliards de dollars pour atteindre 129 milliards de dollars en 2010 (Hugon, 2013: 50; Cabestan, 2010 : 377-378). La Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Le pétrole à lui seul représente 70 % des importations chinoises en provenance de l'Afrique. De ce fait, les compagnies chinoises ont pris des participations dans les sociétés de production pétrolière en Afrique pour sécuriser leur approvisionnement énergétique, il en est de même dans les secteurs miniers (Cabestan, 2010 : 366). En plus de tout cela, la Chine dispose désormais d'une importante diaspora en Afrique. Il s'agit donc de comprendre l'opportunité politique que les pays de la CEMAC représentent pour la Chine et « *vice versa* ». Les facteurs diplomatiques entrent en ligne de compte. Pour la Chine, être présent en Afrique permet de sécuriser les sources d'approvisionnement de l'économie chinoise « *the resources based policies* » (Cabestan, 2010: 366, 368). Mais, la Chine cherche aussi à préserver l'isolement de Taiwan sur la scène internationale; une stratégie complexe qui est à l'œuvre depuis 50 ans. On se souviendra qu'en 1971 Beijing était admis à l'ONU à la place de Taipei grâce aux votes de 26 États africains. Même si la Chine se présente aux États africains comme un pays du Sud en voie de développement, il s'agit d'une modestie aléatoire qui vise à apparaître comme si elle traitait d'égal à égal avec les États africains (Cabestan, 2010 : 367). Seulement, une fois qu'elle obtient le monopole d'achat pour un produit, elle n'hésite pas à faire baisser les prix à la vente comme ce fut le cas avec le bois gabonais. À cette pratique s'ajoutent le dumping et la contrefaçon qui posent un problème à l'essor du commerce local en Afrique (Bokilo, 2011 : 26-27).

Cependant, aborder la question du développement et de la gouvernance des pays de la CEMAC sans intégrer les données sur la configuration socioéconomique des États dans les processus organisationnels est inconcevable. Dans le cadre du consensus de Washington, le FMI et la BM ont essentiellement appuyé leur perception sur les guichets institutionnels tandis que le consensus de Beijing expérimente dans les pays de la CEMAC l'aptitude d'un modèle marquée par la stabilité, la centralisation et un secteur public fort qui ne porterait pas entrave au secteur privé (Bergère, 2013 : 206). Le schéma chinois permet de comprendre l'effet de l'intervention des États à travers des dépenses publiques pour influencer la spécialisation internationale sans même établir les obstacles au libre-échange. Bien qu'on lui reproche un faible contrôle institutionnel et un laxisme vis-à-vis des pouvoirs publics, la Chine a apporté dans les pays de la CEMAC des capitaux qui ont généré une croissance économique (Hugon, 2013: 50). C'est pourquoi la comparaison des consensus de Beijing et de Washington vise à déterminer un procédé d'analyse empirique déterminant lequel des deux modèles offre une croissance orientée vers le développement socioéconomique.

Pour la Chine de Deng Xiaoping, il est impossible d'atteindre la croissance économique sans faire recours aux investissements massifs qui favoriseront le développement du tissu productif c'est-à-dire la construction des infrastructures de base telles que les routes, les barrages hydroélectriques, les chemins de fer, les ports et les réseaux de télécommunication (Bergère, 2013 : 212). En plus, il faut relancer l'industrie lourde, par exemple, le secteur extractif (miniers), le secteur pétrolier, les télécommunications, conduisant à l'augmentation des revenus pour rendre possible le développement par l'amélioration des conditions de vie (Bergère, 2013 : 212). Mais, ces gigantesques entreprises ne peuvent être possibles qu'avec l'implication de l'État.

Pour la Chine, cette démarche est une véritable solution d'investissement pour relancer la demande globale, c'est-à-dire la consommation des entreprises et des ménages (Bergère, 2013 : 212). On se poserait la question de savoir, si l'ombre de Keynes ne plane toujours pas derrière toutes les doctrines du développement interpellant les pays riches à administrer le pouvoir d'achat dans les Pays en voie de développement (PVD). Tout ceci amène à un repositionnement sur la scène internationale du rôle central que doit jouer l'État dans les politiques d'investissement comme pivot de la croissance dans un pays. Au moment où les anciennes puissances industrialisées sont affectées par la crise économique et financière dans le monde, tout autant

cette crise menace d'une réduction leurs budgets consacrés à l'aide publique au développement dans les pays de la CEMAC (*Bilan du Monde* 2011 : 91). Les institutions multilatérales du système de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), singulièrement le FMI, la BM et l'OMC, tardent à exprimer la nouvelle donne géoéconomique du monde dans leur mode de fonctionnement (Boniface, 2011 : 127). En dépit du fait que la BM tend à être supplantée dans son rôle de principal bailleur de fonds dans les pays de la CEMAC, par les deux « *policies banks* » chinoises : *China Development Bank* et *Exim Bank*, la BM et le FMI entretiennent toujours une coopération avec les pays de la CEMAC sur la base des antériorités politiques, économiques et financières. Mais, il n'en demeure pas moins que ces pays affichent un penchant vers le modèle de coopération économique et financière que leur propose la Chine. Les pays de la CEMAC indociles aux recommandations du FMI et la BM sur la pratique d'une réelle gouvernance démocratique trouvent le consensus de Beijing comme un substitut au consensus de Washington. L'un des principaux avantages du consensus de Beijing, aux yeux des gouvernants des pays de la CEMAC, réside dans le fait qu'il ne leur impose pas un cadre des relations juridiques, institutionnelles et morales rigide avec lequel le FMI et la BM entrent en interaction avec les pays de la CEMAC (Tchokonte, 2011 : 123; Attali, 2010 : 108). La Chine propose à ces pays des forfaits (vente d'un portefeuille des produits et ses services) à des prix d'escompte en plus d'en assurer le financement préalable (Nguyen, 2009 : 86). Mais, les conditionnalités de la Chine se jouent à un niveau économique pas toujours transparent. Elles créent souvent un profond ressentiment et une défiance des communautés locales, surtout à l'égard des sociétés extractives. La conditionnalité politique émanant de la Chine est implicite : la non-reconnaissance de Taïwan (Nguyen, 2009 : 86). En réalité la Chine fonde ses relations avec les pays de la CEMAC sur son nouveau discours de politique étrangère. Elle affiche une position assez raffinée, puisant sa légitimité à la fois dans le confucianisme officiel de l'État impérial chinois et dans les principes consacrés du droit international que sont la neutralité et la non-ingérence pour mieux se prémunir contre l'idéologie démocratique occidentale (Cabestan, 2010 : 66). Cette divergence entre l'Occident et la Chine place les pays de la CEMAC au cœur d'un enjeu géopolitique et reflète certaines mutations intervenues dans le monde, telles que l'émergence économique de la Chine (elle est devenue en moins de deux décennies la véritable locomotive de l'économie mondiale) et la croissance démographique de l'Afrique qui fait du continent un potentiel marché sur le plan de la consommation (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74).

Entre les consensus de Washington et de Beijing quel modèle pour promouvoir une croissance durable et mieux répartie dans les pays de la CEMAC?

Les divergences entre les consensus de Washington et de Beijing partent des caractéristiques fondamentales des deux modèles. Chacun s'appuie sur des théories classiques et les concepts différents l'un de l'autre. Le consensus de Washington, selon l'expression de John Williamson, représente dans une perspective néolibérale, l'ensemble des conditions d'accès au développement, par l'entremise des politiques propices à la croissance (Paquin, 2008 : 32). Il tire sa légitimité théorique des préceptes de l'école de Chicago, qui à leurs tours s'abreuvent aux écoles de pensée économique néolibérale notamment, l'école monétariste américaine de Chicago avec le prix Nobel de l'économie Milton Friedman et l'école autrichienne avec le prix Nobel de l'économie Friedrich Von Hayek (Paquin, 2008 : 31).

Par contre, le concept du consensus de Beijing est évoqué pour la première fois par des immigrants asiatiques en Occident. Il a été introduit pour la première fois par John Ramo en 2004, puis en 2010 par Stefan Halper, qui en assurera le prolongement (Bergère, 2013 : 205). Il prône un capitalisme spécifiquement asiatique (la centralité exemplaire) arrivé à point nommé pour remédier à la défaillance du modèle occidental de la modernité (Bergère, 2013 : 206). Très imprégné de la déclaration Bangkok de 1993, le consensus de Beijing opère la promotion des valeurs asiatiques (« néo-confucéennes ») que sont l'harmonie (sans cesse propagée à partir du noyau central qu'est la famille), le respect de la hiérarchie, le goût effréné du travail, le sens et l'éthique du capital (dépenser pour un profit partagé : le concept de gagnant-gagnant), la lutte contre l'individualisme et l'hédonisme (Thi Minh-Hoang, 2013 : 43; Duchâtel et Zylberman, 2012 : 92). Mais, le consensus de Beijing commence à attirer l'attention et susciter des émulations occidentales à partir d'un constat d'application d'un modèle et de sa réussite par la Chine (Bergère, 2013 : 206, 207).

Sur le plan politique, le consensus de Washington promeut l'application des cinq principes de la gouvernance démocratique dans la politique internationale d'aide au développement. Il désigne les mécanismes de régulation des intérêts cherchant à concilier les principes d'efficacité de gestion publique avec les objectifs de renforcement de la démocratie (Nay et al., 2008 : 230). Ces principes sous-tendent la représentation et la participation citoyenne à la vie politique, le contrôle des institutions constitutionnelles, le respect des droits humains et des libertés fondamentales

auxquelles s'ajoute la démocratisation de la vie publique (Nay et al., 2008 : 230). Quant à lui, le consensus de Beijing prône le respect de la souveraineté des États à travers l'application des cinq principes de la coexistence pacifique, pour aboutir à une société harmonieuse, fondée sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, la non-agression, l'égalité entre les États et le maintien d'une amitié sincère (Bokilo, 2012 :19).

Au plan macroéconomique, le consensus de Washington recommande l'ouverture des économies nationales par le biais de la libéralisation des marchés nationaux des capitaux afin de promouvoir le jeu de la libre concurrence en éliminant des subventions aux entreprises (Paquin, 2008 : 32). Il encourage également la mise en œuvre des politiques de dénationalisation des entreprises publiques au profit du secteur privé suivie des réformes fiscales, de la libéralisation de l'environnement économique national, de la dérèglementation et de l'allègement de la bureaucratie (Paquin, 2008 : 32). Les objectifs du consensus de Washington se traduiront par une promotion des politiques macroéconomiques restrictives. Ces politiques pouvaient être rangées en deux catégories : la première concerne les mesures de stabilisation tandis que la seconde concerne les mesures de structuration (Nay et al., 2008 : 91). Le consensus de Beijing par contre prône un État interventionniste dans les grands chantiers de développement, associés à l'application des principes du commerce bilatéral, par le biais des prescriptions dites pragmatiques et susceptibles à accélérer le développement (Bergère, 2013 : 212). Beijing prône par exemple la reconstruction et le développement du tissu productif, autrement dit la construction des infrastructures telles que, les routes, les ponts, des ports en eau profonde, les aéroports, les chemins de fer, les barrages hydroélectriques, les centres hospitaliers, les écoles et des réseaux de télécommunication (Araujo et Cardenal, 2013 : 150). Il encourage également l'apprentissage mutuel et l'exploration commune des voies du développement en s'inspirant de ces propres expériences en matière de développement et d'administration publique (Araujo et Cardenal, 2013 : 150). Il encourage des réformes, qui libèrent certains mécanismes de marché, sans se départir de sa tradition commerciale fondée sur l'existence des réseaux sociaux autonomes dans les secteurs économiques clés comme les hydrocarbures, les minerais et l'énergie, et le renforcement des échanges sur les plans éducatif, scientifique, culturel (établissement des instituts confucéens) et sanitaire, le tout en sauvegardant l'ordre politique et social ainsi que la tradition culturelle en place (Araujo et Cardenal, 2013 : 150). Sur le plan de la gestion efficiente des finances publiques, le consensus de Washington demande aux États de

pratiquer une stricte discipline budgétaire découlant d'une réduction des dépenses publiques, d'un taux de change compétitif en procédant à la dévaluation monétaire, en plus de supprimer des barrières à l'entrée des marchés nationaux et au renforcement de la protection de la propriété privée (Ondji'itoung, 2009 : 70; Silem et al., 2012 : 207). Le consensus de Beijing, quant à lui privilégie l'éthique confucéenne du capital et de l'épargne à travers les talents d'une bureaucratie méritocratique; c'est-à-dire capable d'assurer des avantages réciproques d'un développement partagé et de soutenir les pays africains dans leur développement économique et leur construction nationale (Bokilo, 2012 : 19).

Le consensus de Beijing semble créer plus d'engouement dans les pays de la CEMAC, parce qu'on lui reconnaît au moins l'originalité d'opérer la dissociation entre les libertés économiques et les libertés politiques (Halper, 2010 : 63). Alors que l'idée de l'indispensable association des libertés économiques et politiques pour relancer la croissance et le développement est érigée comme le principe directeur des institutions multilatérales, la Chine voit les choses autrement (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 80). La gouvernance démocratique certes demeure une sorte d'axiome auquel l'Occident reste convaincu et continue à apporter sa caution, en dépit du fait que l'existence du consensus de Beijing devrait amener l'Occident à s'interroger sur le monopole de la modernité qu'il pensait disposer jusque-là (CPEII, 2012 : 52). Pourtant, les pays émergents, la Chine en tête, n'acceptent plus que le monde occidental fixe seul au nom de l'intérêt commun ou de l'universalité de ses valeurs, l'agenda et les règles internationales (Badie et Vidal, 2010 : 37). Bien que le G2 entre Washington et Beijing soit informel (absence de cadre de consultation permanente formelle), tout de même, l'existence de ces deux géants pose désormais un problème de parité de puissance dans la gouvernance des pays de la CEMAC (Boniface, 2012 : 138). Il est donc indispensable de comprendre la problématique que suscite la coexistence de deux modèles de développement socioéconomiques issus de chacun de ces deux pôles géoéconomiques et géopolitiques dans les pays de la CEMAC.

Chapitre 1: La coexistence de deux modèles de développement socioéconomique

Lorsqu'est forgé en 1989 après la chute du mur de Berlin, le concept du «consensus de Washington», par l'économiste américain John Williamson (Nay et al., 2008 : 91), les pays de la CEMAC se trouvaient être au cœur d'une crise de croissance économique et sociale. Ils avaient été perçus par leurs partenaires occidentaux comme un objet de préoccupation plutôt que comme un acteur dans le processus de la mondialisation naissante (Hugon, 2013 : 80). Réagissant à cette crise, le FMI et la BM se sont trouvés de plus en plus impliqués dans l'élaboration des réformes de politiques économiques et dans la mobilisation des ressources destinées à les soutenir (Hugon, 2013 : 80; Harel, 2006 : 54). Les pays de la CEMAC furent alors conduits à entreprendre avec l'appui du FMI des programmes visant à stabiliser les déséquilibres budgétaires et extérieurs croissants. Le monde occidental qui était le partenaire traditionnel des pays de la CEMAC a détourné ses regards économiques de la région au profit des pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie du sud, où ils orienteraient désormais leurs investissements (Bokilo, 2012 : 15). Mais, ils avaient toujours continué à marquer leur présence aux côtés des pays de la CEMAC sur le plan politique en leur apportant de l'assistance financière et technique pour établir les normes de la gouvernance démocratique, c'est-à-dire une volonté de lier des réformes économiques et des réformes politico-institutionnelles (Nay et al., 2008 : 230).

Ce changement des pratiques occidentales en matière d'aide publique au développement (APD) s'est traduit d'une part, par une période des transitions démocratiques, qui ont mis fin à la majorité des régimes monopartites en Afrique. Cette nouvelle donne a créé une impulsion dans l'opinion publique, en suscitant une participation citoyenne à la vie publique tant aux niveaux locaux, nationaux qu'internationaux (Boniface, 2012 : 169). Elle a permis également de mettre en place des politiques de relance économique propices à la croissance, à l'équité et à plus de responsabilité. Mais, d'autre part, l'Afrique subsaharienne prise de manière globale a continué à abriter trente-trois (33) des quarante-huit (48) pays les moins avancés (PMA) et vingt-huit (28) pays ayant le plus faible indice de développement humain dans le monde (Boniface, 2012 : 167).

En 2008, une crise économique et financière éclate dans le monde, avec en corolaire des scandales financiers, qui viendront mettre en mal la crédibilité et l'efficacité du modèle néolibéral, le socle même du consensus de Washington. Mais bien avant la crise économique la Chine rentrait d'ores et déjà en jeu pour renouveler les perspectives d'investissement en Afrique

(Halper, 2010 : 30). Alors que les institutions multilatérales : le FMI et la BM continuent à articuler leur coopération avec les États de la CEMAC sur la base des cinq orientations de la gouvernance démocratique que sont : 1) le respect des droits fondamentaux (politiques, civils, économiques et sociaux, la protection des femmes et des enfants), 2); la réduction des inégalités économiques et sociales) ; 3) la construction d'un État de droit (la transparence et l'éthique dans la réforme de l'État, l'indépendance et l'impartialité de la justice); 4) la promotion du pluralisme politique (le respect des droits du parlement, la promotion du multipartisme, la garantie des droits des minorités et la décentralisation du pouvoir); et, enfin 5) la promotion du pluralisme civil (le renforcement de la société civile et sa participation au développement, ainsi que la garantie de l'indépendance des médias) (Nay et al., 2008 : 231).

La coopération sino-africaine quant à elle se fonde sur le nouveau discours chinois de politique étrangère orienté sur les cinq principes de la coexistence pacifique que sont : 1) le respect mutuel de l'intégrité territoriale; 2) la non-agression mutuelle; 3) la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures des États; 4) l'égalité des avantages mutuels (la stratégie dite « gagnante gagnant »); et, enfin 5) la coexistence pacifique (basée sur le principe de l'harmonie sans cesse propager à partir du noyau central qu'est la famille, le goût acharné du travail, le respect mutuel des partenaires et de la hiérarchie) (Cabestan, 2010 : 67). Ce discours permet à la Chine de se réfugier derrière les principes consacrés du droit international public notamment le respect des États tiers et de l'exclusivité des compétences territoriales (Dupuy, 2008 : 118). Pour la Chine, il s'agit de respecter l'application des articles un (1) et deux (2) de la Charte des Nations-Unies portant sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des États, de la protection de leur indépendance et de leur souveraineté (Dupuy, 2008 : 118). Eu égard à cette argumentation, les conditionnalités de la Chine se jouent à un niveau plus technique avec deux principaux acteurs financiers (la « *China Development Bank* » et le « *Exim Bank* »), relayant le gouvernement chinois dans sa politique de coopération financière et d'aide au développement aux pays de la CEMAC. Relativement au raisonnement qui précède, les deux institutions financières chinoises citées ci-dessus opposent un refus d'appliquer des conditionnalités instituées par le FMI et la BM (Bergère, 2013 : 230).

La Chine fortement imprégnée de la déclaration de Bangkok 1993 mène sa coopération avec les pays de la CEMAC en mettant en avant des valeurs asiatiques. La Chine ayant un besoin immodéré des matières premières pour nourrir sa croissance, son souci majeur dans ce cas est d'avoir des accès privilégiés aux matières premières notamment aux hydrocarbures et aux terres arables (Bokilo, 2011 : 18). Elle ne se penche presque pas sur les questions de l'opinion publique et de gouvernance qu'elle considère comme une sorte d'ingérence dans la vie publique des États (Bokilo, 2011 : 42). En outre, la Chine estime que les exigences démocratiques à l'endroit des pays d'Afrique subsaharienne pèsent d'une manière spécifique sur les conditions de production et sur la vie des populations déjà fragilisées par deux décennies de programmes d'ajustement structurel induits par le FMI et la BM (Halper, 2010 : 99). Finalement, la divergence entre les deux modèles transparait de façon flagrante dès lors que leurs fondements conceptuels ne sont pas les mêmes, le consensus de Washington prône le néolibéralisme associé à une gouvernance démocratique tandis que le consensus de Beijing prône une mixité entre l'interventionnisme de l'État et une liberté de commerce (*siying qiye* en mandarin) axée sur le respect des principes de la coexistence pacifique (néoconfucianisme). Mais, cette divergence transparait également par le fait que le consensus de Washington se positionne sous une posture multilatérale alors que le consensus de Beijing fonctionne dans un schéma purement bilatéral (Bergère, 2013 : 213). C'est à partir des divergences entre les deux modèles qui forment à ce jour un « G2 » informel entre les États-Unis et la Chine que naît la problématique de notre recherche : pour savoir quel est le modèle qui présente plus de promptitudes en terme de croissance économique et de redistribution des richesses, pour aider les pays de la CEMAC à sortir de leur état de sous-développement et de la pauvreté. Nous libellons cette problématique sous forme d'une question de recherche à savoir :

Quel est le meilleur modèle entre les consensus de Washington et de Beijing pour le développement et la gouvernance des pays de la CEMAC?

Nous utilisons l'analyse économique du droit (AED) tel que défendu par Richard Posner et Anne Salmon (Kirat, 2012 : 10; Salmon, 2010 : 39), comme grille d'analyse. L'AED a pour vocation d'évaluer économiquement les règles et les institutions juridiques. De ce point de vue, elle entretient un rapport étroit avec l'économie du bien-être puisqu'elle s'interroge sur les effets des mutations institutionnelles et juridiques sur le bien-être économique et social. Elle s'empare donc des questions positives, telle celle de savoir si un changement de dispositions juridiques ou

socioéconomiques dans un État conduit à un résultat plus efficient, notamment sur la vie des populations, que celui qui prévalait avant sa survenance. Elle prend une dimension normative dès lors qu'elle précise la nature des changements juridiques ou socioéconomiques qui peuvent susciter un gain d'efficience. L'une des principales préoccupations de l'AED est l'évaluation économique de l'efficience du droit, c'est une approche prédictive des conséquences économiques du droit (Kirat, 2012 : 11). Cette approche, en l'adoptant, nous permettra de mener une analyse socioéconomique comparée relative à l'application des dispositions légales régissant le cadre de coopération qui rendent opérationnels la pratique de ces deux modèles dans les pays de la CEMAC.

En nous inspirant de la thèse de Sanchez-Arnau « selon laquelle les pays en développement ont érigé, comme théorie du développement, les plans quinquennaux faisant massivement recours aux capitaux et équipements des pays déjà développés » pour être mis sur un chemin de rattrapage de leur retard en matière de développement (Sanchez Arnau et al., 1980 : 72), nous voulons savoir si l'usage de l'APD a des fins le renforcement des capacités institutionnelles pour rendre les territoires attrayants aux investissements directs étrangers (IDE) stimule mieux le développement socioéconomique que l'investissement dans des grands travaux nationaux et dans les secteurs stratégiques de l'économie pour susciter la croissance et relancer la demande globale (la consommation des entreprises et des ménages), qui, à leurs tours, engendreront l'emploi (Mignon, 2010 : 14).

Seulement, la construction des infrastructures par exemple est faite dans les pays de la CEMAC par les firmes multinationales souvent sur la base des études de faisabilité qui ne tiennent pas compte des normes de durabilité. Habituellement, les évaluations des coûts des travaux sont erronées, la réalisation de certains travaux se fait sur la base des coûts estimés plutôt que des coûts réels (Forget, 2005 : 74). Les montants de financement sont exorbitants. À cela s'ajoute la corruption dans la passation des marchés (Bokilo, 2012 : 94). Cette relation conduit inextricablement vers un endettement extérieur qui justifie la vulnérabilité de plusieurs variables économiques et financières; telles que l'épargne nationale et les recettes d'exportation dans ces pays (Ondji'itong, 2009 : 33).

Il semblera important de ce fait de rechercher les variables en cause dans le couple « capital-investissement ». Une fois que ces variables sont établies, nous évaluerons leur impact sur les indicateurs de la gouvernance, par exemples, la perception du degré de liberté face à la corruption, sur les indicateurs de développement économique comme la croissance du produit intérieur brut (PIB), sur, ou encore, sur la valeur des exportations pétrolière, la valeur ajoutée industrielle et sur l'indicateur du développement social qu'est l'indice du développement humain (Silem et al., 2012 : 463).

Objectif de la recherche et posture méthodologique :

La présente recherche vise à comparer deux modèles de développement pour répondre à une question majeure scindée en trois parties à savoir: les 20 années des réformes induites par les institutions multilatérales issues de la conférence de Bretton Woods, c'est-à-dire le FMI, la BM et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont-elles permis aux pays de la CEMAC de bénéficier des conditions satisfaisantes pour insuffler une croissance, en terme de production et de redistribution dans une économie, qui se mondialise inexorablement? Le dynamisme économique actuel des économies des pays de la CEMAC et leur retour sur la scène internationale diplomatique et politico-économique s'expliquent-ils par l'application des nouveaux partenariats de coopération économique avec la Chine? Ou encore le dynamisme naissant est simplement lié aux capacités productives de certains pays bénéficiant de la rente minière et pétrolière? Nous avons choisi les pays de la CEMAC comme zone de prédilection de cette recherche parce que les pays de la CEMAC sont très touchés par les deux consensus Washington et Beijing en plus de nous intéresser à la question du développement de la région d'Afrique centrale. Comme nous l'avons signifié plus haut, les besoins des données portent sur les normes institutionnelles, économiques et sociales, c'est-à-dire à la fois sur les variables qualitatives et quantitatives, comme la stabilité macro-économique et financière notée (ST) exprime la solidité d'une économie nationale. La stabilité est donc une variable importante pour mesurer la solvabilité et la capacité de résilience des systèmes financiers nationaux. Il implique de mesurer l'évolution ou la régression des variables caractéristiques de chaque consensus et celle des variables exprimant la qualité de la gouvernance et du développement socioéconomique dans les pays de la CEMAC. Nous avons mentionné les principaux variables du développement socioéconomique dans le tableau (1)

Tableau (1)**Les indicateurs de développement socioéconomique**

Gouvernance		Économique		Sociale	
PLFC	PIB	VAI	DE	VEP	IDH
PLFC : Perception de la liberté face à la corruption, VAI : Valeur ajoutée de industrielle VEP : Valeurs des exportations pétrolières,			PIB : Produit intérieur brut DE: Endettement extérieur en % du PIB IDH : Indice du développement humain		

Sources : création de l'auteur.

À cet effet, nous utiliserons l'analyse technique des données qui s'appuie sur l'analyse des données historiques afin de dégager les aspects les plus intéressants de la structure de celles-ci. L'analyse technique consiste en l'étude des graphiques de différents indicateurs exprimant la variation des données dans le but comprendre leur croissance ou leur régression. Cette extrapolation graphique s'applique à tout type de variables : les indices, agrégats macroéconomiques, matières premières et autres. Elle n'est donc pas limitée à un type singulier de variables. Les mêmes outils et méthodes pouvant être appliqués à tout type d'actif sous-jacent dès lors que leur valeur est déterminée par la rencontre d'une offre et d'une demande. L'outil principal de l'analyste technique est le graphique qui permet la visualisation et l'analyse du cycle de variation d'un actif sous-jacent (Bourbonnais, 2005 : 235). Cependant, une analyse critique est nécessaire, pour faire un distinguo entre la mesure de l'impact des deux consensus et celle des moyens mis en œuvre pour la réalisation des objectifs visés par chacun des consensus.

La CEMAC: une expression des résolutions politiques et juridiques du système néolibéral en Afrique centrale.

La Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC) regroupe six pays à savoir : le Cameroun, la Centrafrique, le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Tchad. Elle a vu le jour le 16 mars 1994 à N'Djamena en République du Tchad après la signature finale du traité instituant ladite Communauté par les chefs d'État de la région. La création de la CEMAC répond à l'esprit du consensus de Washington. Le FMI et la BM avaient sollicité de la part de ces États et de s'engager dans des nouvelles initiatives de coopération et d'intégration régionales, et cela, afin de moderniser les institutions régionales existantes et aussi afin de créer les nouvelles pour baisser substantiellement les coûts de la non-

coopération surtout en matière de communication des données financières entre les États membres (Nyahoho et Proulx, 2006 : 269). La CEMAC est donc la résultante de la fusion de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), créée en 1964, et de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC), créée en 1972 (Ondji'itoug, 2009 : 15). Au début, la CEMAC était considérée à la fois comme un progrès vers l'intégration économique sous régionale et la consolidation d'une zone de libre-échange. Mais, le traité instituant la communauté fût révisé en 1999, puis en 2008, à ses articles 2 et 3 sous la pression du FMI, pour définir les nouvelles missions essentielles de la Communauté et renforcer sa personnalité juridique et morale (Ondji'itoug, 2009 : 15). Après ces modifications la CEMAC aura donc pour rôle de promouvoir la paix et le développement harmonieux des États membres. Tout en veillant à l'application des standards transnationaux de la communication financière (FSF) par chacun des États membres, elle assure également la coordination des politiques d'investissement afin de constituer un seul territoire douanier dans le cadre de l'institution des deux unions : une Union économique et une Union monétaire (CEMAC, 1994 : 3). Dans chacun de ces deux domaines, les États membres sont passés d'une situation de coopération bilatérale déjà existante entre eux vers une situation d'union susceptible de parachever le processus d'intégration économique et monétaire débuté entre la fin de décennies 1960 et le début de la décennie 1970 (Ondji'itoug, 2009 : 15). La personnalité juridique que disposerait la Communauté dans chaque État membre est établie à l'article 3 du traité révisé et confère aux dispositions juridiques sus mentionnées une force de loi dans ces États. Elle abroge toutes les autres dispositions juridiques nationales antérieures y afférant (Boulois, 2008 : 15).

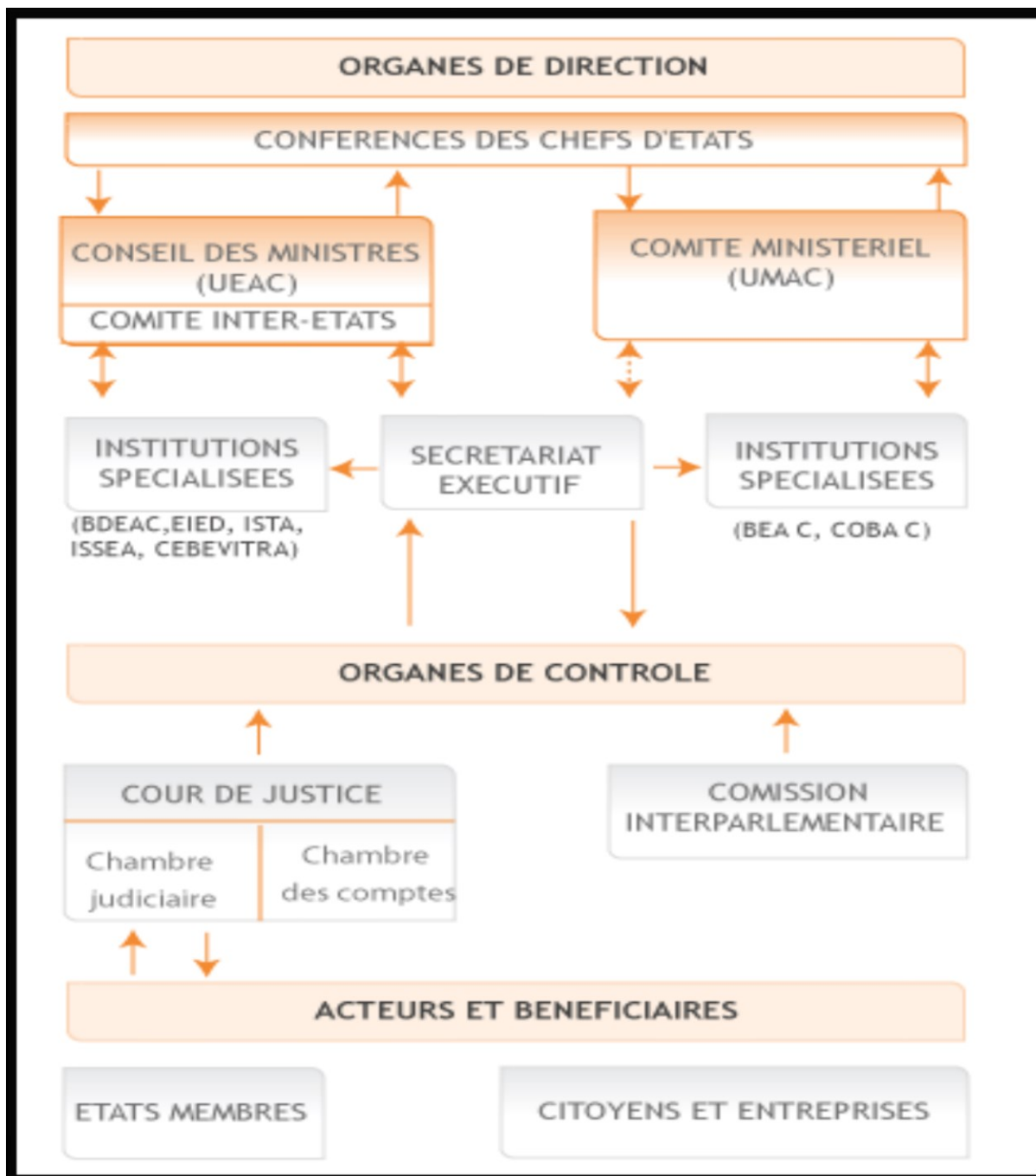
À cet effet, la CEMAC est représentée, à l'égard des tiers et en justice, par le président de la commission sans porter préjudice aux dispositions des conventions et des statuts particuliers de la Communauté (CEMAC, 1994 : 3). La responsabilité contractuelle du président de la commission est régie par la loi applicable au contrat en cause et mise en œuvre devant les juridictions nationales compétentes. L'article 10 du traité révisé régit le système institutionnel et les Organes de la communauté. La CEMAC est donc constituée de cinq (5) institutions, dont les deux Unions : l'Union économique de l'Afrique Centrale (UMAC) et l'Union monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC); le parlement communautaire; la Cour de justice; la Cour des comptes et huit (8) organes : la Conférence des chefs d'État, le Conseil des ministres; le Comité ministériel; la Commission de la CEMAC, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la Banque de

Développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), ainsi que la Commission bancaire de l'Afrique Centrale (Boulois, 2008 : 15). Chacune des deux Unions dispose des institutions spécialisées, dont les sièges sociaux se trouvent dans chaque pays de la communauté. La figure 1 présente l'organigramme qui schématise le fonctionnement administratif de la CEMAC. La CEMAC en tant qu'institution est un acteur dans le cadre d'application du consensus Washington notamment dans la mise en œuvre et le suivi des politiques de la stabilisation financière et monétaire dans les États membres à travers la BEAC en la collaboration avec le FMI. L'institution régionale joue également un rôle important, dans la mise en œuvre et le suivi des politiques d'intégration économique régionale, en veillant singulièrement sur le respect par les États des conventions communautaires telles que : l'harmonisation et le respect tarifs douaniers et la libre circulation des biens.

La Chine, cependant, ne tient pas compte, dans sa coopération avec les pays membres de la CEMAC, de la disposition institutionnelle d'intégration politique et économique régionale. Elle coopère, avec ces États sur une base purement bilatérale, en fonction de ses propres intérêts et ceux des États partenaires.

Figure 1 :

Schéma de la structure fonctionnelle de la CEMAC



Site de la zone franc : <http://www.izf.net/pages/schema/6097/> (consulté le 23 octobre 2013)

Tableau 2 : Présentation signalétique des pays membres de la CEMAC

Pays	Population	(IDH) Indice du développement humain	Croissance économique (2011)	Principales ressources
Cameroun	19,6 millions d'hab.	0,482 rang 150/187	4,1%	Pétrole, bois, café, cacao, coton
Centrafrique	4,4 millions d'hab.	0,343 rang 179/187	5,3%	Bois, coton, diamant
Congo-Brazzaville	4,2 millions d'hab.	0,533 rang 137/187	3,4%	Bois, Pétrole
Gabon	1,5 millions d'hab.	0,674 rang 106/187	7,1%	Bois, Pétrole, diamant, manganèse
Guinée Équatoriale	700.401 hab.	0.537 rang 136/187	4,9%	Agriculture, pêche, pétrole
Tchad	11,2 millions d'hab.	0,328 rang 183/187	0,1%	Bétail, Coton, pétrole

Source : Banque Mondiale, *Jeune-Afrique* (l'état de l'Afrique 2011) hors-série n°30

Nature des flux et des stocks économiques et financiers en circulation entre les deux consensus de Washington, de Beijing et les pays de la CEMAC.

Pour cerner mieux la problématique de notre étude, nous avons privilégié les flux économiques et financiers comme variables parce qu'ils caractérisent l'ensemble de mouvements d'objets et des valeurs qui rendent compte des opérations ou des mouvements entre les résidents et les non-résidents dans une économie. Ils peuvent être réels : lorsqu'ils concernent les biens physiques et les services, sinon dans le contexte d'une économie financière, ils sont quasi monétaires et prennent le vocable de stocks (Salim, 2012 : 408). Seulement, les flux se distinguent des stocks ou du capital, en ce que les stocks sont constitués par l'ensemble des biens, des droits et de créances, donc des flux en cours du temps, qui s'opposent aux flux en terme de revenu et des produits. Nous focaliserons donc cette étude sur les principaux flux macroéconomiques tels que:


















la production les revenus et l'épargne, les fonds souverains et les fonds stratégiques d'investissements (Salim, 2012 : 408), et ce, de façon à ce que leurs variations dans le temps puissent nous situer sur les performances politiques, économiques et sociales de chacun des modèles.

Nous tiendrons également compte des flux nets tels que : les investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille, les apports de capitaux à long terme et la modification des réserves nettes² ainsi « *des encours de la dette ou les stocks de la dette* » contenus dans les bilans nationaux des États membres de la CEMAC pour établir la même comparaison. Ces encours constituent le compte de stock dans les états financiers d'un pays, ils laissent constater à la fin d'une année d'exercice budgétaire la valeur totale des actifs et des obligations extérieurs des agents économiques résidents dans un pays donné. Son solde traduit la position extérieure du pays considéré (Deblock et Aoul, 2008 : 74-75).

Toutes les statistiques rassemblant les flux économiques et financiers au niveau des États de la CEMAC sont centralisées au niveau de leurs balances des paiements. En cela, elles comportent des aspects financiers liés aux modalités de financement international, aux aspects économiques liés aux l'équilibres intérieurs et extérieurs des économies nationales, aux transactions commerciales internationales et aux sources des devises nécessaires pour le remboursement de la dette extérieure des pays de la CEMAC (Ondji'itoung, 2009 : 30). Le tableau 3, présente le compte capital et la balance des paiements qui enregistrent les flux globaux à long terme.

² Selon la Banque mondiale, les indicateurs du développement dans le monde, les variations des réserves nettes sont les variations des positions de réserves internationales d'un pays attribuables à des transactions des comptes courants, de capital et financiers. Ces variations comprennent les variations des positions en or monétaire, en DTS, en devises étrangères, des positions de réserves auprès du Fonds monétaire international et d'autres créances sur les non-résidents qui sont à la disposition de l'autorité centrale.

Tableau 3 : Les flux globaux nets de ressources à long terme et de la balance des paiements des pays de la CEMAC.

	Crédits	Débits
Balances des paiements courants	 Exportation des biens et services,  Revenus de placements (recettes)  Transfert privé, envois des fonds immigrés, dons privés  Transferts publics	 Importation des biens et services,  Revenus de placements (paiements),  Transferts privés  Transferts publics
Compte capital et financier : les flux nets	 Investissements directs étrangers,  Les investissements de portefeuille,  Autres apports des capitaux à long terme  Apports des capitaux à court terme	 Investissements directs étrangers,  Les investissements de portefeuille,  Autres apports des capitaux à long terme  Apports des capitaux à long terme
Réserves internationales	 Modification des réserves nettes	

Sources : Banque mondiale, *World debt Tables / Global development finance*.

Mais, l'aide publique au développement (APD) est un flux public dont les caractéristiques obéissent à une logique tout autre. Il désigne d'une part un système international de transfert des ressources publiques, qui met en contact les pays « donateurs » et les pays « bénéficiaires » et renvoie d'autre part à un agrégat statistique précis pour mesurer l'activité de ce système (Charnoz et Severino, 2007 : 7). C'est pourquoi nous allons agréger l'ensemble des flux et des dépenses considéré comme de l'APD. On saura faire également une différenciation entre « l'aide bilatérale », acheminée directement d'un pays donateur vers le pays bénéficiaire et « l'aide multilatérale », acheminée par un organisme international vers le pays bénéficiaire, puisqu'à ce jour 70 % de l'aide publique au développement (APD) est bilatérale et 30 % seulement est

multilatérale (Charnoz et Severino, 2007 : 8). L'ensemble des transactions entre les agents économiques résidents et non-résidents donne souvent naissance à des obligations financières qui engagent dans une relation contractuelle, un créancier et un débiteur, et donne naissance aux titres de créance considérés comme les éléments de transfert d'aide et de l'IDE tels que les obligations à long et court terme, les crédits à long et court terme, les crédits destinés aux préfinancements des travaux, les actions des sociétés et les autres instruments financiers.

Quel est le point de vue théorique de la communauté scientifique sur les consensus Beijing et Washington?

Cette partie a pour but de dresser un portrait analytique des concepts clés de notre étude. Elle nous permettra de savoir si les outils appliqués pour mesurer l'impact du consensus de Washington sur les pays de la CEMAC peuvent s'appliquer aussi aisément à la mesure de l'impact du consensus de Beijing ou bien un nouveau cadre analytique est indispensable à la vue des divergences entre les deux modèles. À ce stade nous posons l'hypothèse que les deux modèles s'équivalent dans la mesure où:

1- les analyses, qui ont précédé notre étude, n'ont pas jusque-là démontré le lien entre une gouvernance démocratique associée au développement du secteur financier et la croissance économique en terme de production et de redistribution des richesses dans les pays de la CEMAC.

2- les nouveaux partenariats stratégiques de coopération entre la Chine et les pays de la CEMAC n'ont pas été jusque-là évalués, quant à prouver leur impact sur la croissance en terme de production et de redistribution richesses dans les pays de la CEMAC. Les deux hypothèses nous mènent à nous interroger sur la pertinence d'un nouveau cadre analytique.

L'état des connaissances sur le sujet nous permettra donc de soutenir ou de contredire notre hypothèse de recherche. La structure dialectique de cette partie théorique comprendra quatre parties. La première partie recense les écrits sur l'aide au développement de l'Afrique. Elle montre sous un angle doctrinal le mode de programmation des deux consensus. La seconde partie recense les écrits sur la Chine en Afrique comme nouvel acteur dans l'ordre existant et sur l'impact théorique des deux consensus. Enfin, dans une quatrième partie, nous apporterons une critique en émettant une série des commentaires sur la base des questionnements à savoir : est-il

utile d'avoir deux modèles de développement dans les pays de la CEMAC, qu'on pourra mettre en concurrence l'un contre l'autre? Est-il est préférable de favoriser un type de modèle par rapport à l'autre ou en encore s'il faudra articuler harmonieusement les deux modèles dans les pays de la CEMAC? On se trouvera ainsi devant la question de construire les nouvelles connaissances et les nouveaux instruments de mesure pour avancer la connaissance sur le sujet.

Chapitre 2 : Recension scientifique des écrits

Durant ces deux dernières décennies, on a beaucoup parlé et écrit sur les problèmes récurrents du développement des pays d'Afrique subsaharienne, ceux de la CEMAC notamment (Charnoz et Severino, 2007 : 8). Cependant, les exposés qui ont précédé cette étude ont souligné sans ambiguïté que ni les recommandations de l'Organisation des Nations (ONU) des années 1970 (Nay et al., 2008 :10) qui envisageaient de consacrer 0,7 % du Revenu national brut (RNB) des pays riches à l'APD, ni les programmes d'ajustement structurel (PAS) orthodoxes poursuivis durant la décennie 1980, ne sont parvenus à réduire la pauvreté et d'assurer le développement des pays africains (Hugon, 2013 : 18, Sanchez, 1980 : 78). Il est cependant indispensable de noter que les principales doctrines relatives au développement des Pays moins avancés (PMA) jusqu'au début des années 1990 ont été essentiellement élaborées par les économistes et les politologues occidentaux. Elles ont été en grande partie amplifiées par les organismes des Nations-Unies qui sont devenus des sources majeures de la littérature sur le développement. Cette littérature implique une transformation de l'ensemble des structures politiques, économiques et sociales des États, suivi de leur désengagement du secteur productif. En plus, les États concernés par les réformes établies devront procéder à l'ouverture des économies, au développement du commerce international et aux respects des grands équilibres budgétaires et de la balance des paiements. Les prêts accordés par le FMI et la BM ne le seront qu'aux États qui acceptent d'appliquer les programmes dits « d'ajustement macroéconomique, des réformes structurelles et sociales » ou encore un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) (Battistella et al., 2012 : 118; Deblock et Aoul, 2001 : 168), mais, aussi par une meilleure orientation des investissements, des changements techniques et institutionnels renforçant le potentiel de satisfaction des besoins actuels et futurs des hommes et la lutte contre la pauvreté (Laville, 2004 : 18).

Enfin, le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) élaborera l'indice du développement humain (IDH) pour établir un nouveau classement afin de rendre moins pertinent le classement mondial des États établis sur la base du seul revenu intérieur brut par habitant (PIB/hab.) (Battistella et coll., 2012 : 117). Cette vision sera toutefois contestée par des nombreux auteurs qui mettront en évidence le rôle stratégique de l'État dans les performances des pays en développement (Battistella et coll., 2012 : 116).

En 1995, surgissait en Chine une nouvelle doctrine qui revendique la particularité d'un étatsisme associé au commerce (Bergère, 2013 : 19). Fondée sur une interdépendance des valeurs asiatiques et ses expériences économiques et sociales, la doctrine émergente en Chine se garde de transposer chez elle la thérapie libérale prônée par les néolibéraux et adoptée par les pays de l'Europe de l'Est et dans la nouvelle Fédération de Russie dans les années 1990 (Bergère, 2013 : 19). Cette nouvelle doctrine trouve son épiscentre dans le rôle directeur du Parti communiste chinois (PCC) et de ses dirigeants dans la transition économique qu'opère la Chine en passant d'un statut de pays pauvre et misérable au statut de la seconde puissance économique mondiale (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 80). L'expertise capitalisée servira à la Chine à clarifier et à orienter sa nouvelle diplomatie et ses stratégies de coopération. À cet effet, le monde se trouve être confronté à deux modèles de développement où chacun a identifié de son côté les soutiens nationaux et internationaux nécessaires, les conditions politiques préalables ainsi que les mesures de gestion à court terme et à long terme pour mettre en œuvre son modèle. Partant de là on se poserait la question de savoir quelle leçon tirer des vingt 20 années d'application de ces deux modèles de développement dans les pays de la CEMAC?

L'aide au développement de l'Afrique :

Lorsqu'on se penche sur la littérature concernant l'aide au développement de l'Afrique, on constate que la plupart des études ont des positions qui orientent l'analyse vers trois courants de pensée: le néolibéralisme, le capitalisme d'État et l'anti-impérialisme. Plusieurs auteurs se réclament de chacun de ces trois courants de pensée. En revanche leurs positionnements sont aussi contredits par d'autres auteurs.

Le courant de pensée néolibéral :

Le concept se rapporte aux théories ultralibérales, qui ont émergé en 1947 avec en tête le prix Nobel d'économie Friedrich Von Hayek qui donnera naissance à la société des économistes du Mont pèlerin. Il sera transposé en science politique en 1956 par l'école du choix rationnel « *public choice* » avec James McGill Buchanan Jr et Gordon Tullock, puis de nouveau en économie politique avec l'école monétariste de Chicago en 1962 par Milton Friedman (Mignon, 2010 : 18; Nay et al., 2008 : 349). Les auteurs de cette école ont essayé de démontrer le caractère illusoire de l'intervention de l'État. Son effet, selon eux, contribuerait à la perturbation des

mécanismes de fonctionnement du marché. Ils entendent donc limiter l'action de l'État aux fonctions régaliennes que sont la justice et la défense, la sécurité et mettent également en avant le postulat d'une rationalité des individus et des organisations dans l'élaboration des politiques publiques (Paquin, 2008 : 32).

Les adeptes du néolibéralisme :

Après l'effondrement du mur de Berlin et la dislocation du bloc soviétique au début des années 1990, dix recommandations d'inspiration néolibérale sont forgées par l'économiste américain John Williamson soutenu par l'école des économistes de Chicago (Paquin, 2008 : 32). Reprises sous le vocable du consensus de Washington, elles recevront, en plus de l'encouragement et l'assentiment de l'administration du trésor américain, l'approbation des institutions multilatérales pour impulser le développement dans les pays pauvres notamment ceux de la CEMAC (Paquin, 2008 : 32). Mais cette vision fera l'objet des contestations de la part de certains auteurs, qui croient à l'interventionnisme de l'État dans la performance économique de ces pays. Les débats qui suivirent débouchèrent sur l'introduction de deux nouveaux concepts : le développement durable et le développement humain (Charnoz et Severino, 2007 : 53). Alors qu'en évoquant la question d'aide au développement de l'Afrique, John Williamson et les économistes de Chicago mettent en cause l'intervention de l'État dans ses pays. Ils soulignent explicitement que les économies de ces pays iraient mieux si le marché avait eu un rôle prépondérant dans l'allocation des ressources. Pour leur part, la fragilité de l'équilibre extérieur et le manque de compétitivité des pays de la CEMAC par exemple, sont dus aux fluctuations des prix des matières premières auxquels s'ajoutent l'imperfection des marchés, l'inefficacité et l'inadéquation des institutions financières qui y opèrent (Boniface, 2012 : 83). Les préceptes des économistes de Chicago ont fini par structurer la pensée dominante sur la question de développement des pays pauvres. La BM et le FMI s'accordent avec des économistes de Chicago sur le fait que les bris identifiés par eux servent effectivement d'alibi aux pays de la CEMAC pour justifier et revendiquer auprès des pays riches et des institutions multilatérales de l'aide publique au développement (Hugon, 2013 : 84; Charnoz et Severino, 2007 : 53).

Ross Levine, économiste en chef de la BM de 1990 à 1997, va être au centre d'une abondante littérature empirique visant à démontrer le lien de causalité entre une organisation rationnelle du secteur financier et la croissance économique dans un État (CEPII, 2012 : 78). Ross Levine a en

tête l'idée selon laquelle c'est la finance prise sous un angle des investissements privés qui stimule la croissance économique. Il tient à démontrer ce lien de causalité dans ces différents travaux (Levine et al., 2000 : 79). Il s'agit pour lui de remplacer la variable développement financier par une variable qui lui est très liée, mais qui n'est pas influencée par la croissance. La variable choisie sera à cet effet représentative du système légal, par exemple, la qualité des institutions publiques et financières (Levine et al., 2000 : 79). L'état des connaissances sur les travaux de Levine aboutira à un résumé selon lequel les pays dont le système bancaire et les marchés financiers fonctionnent mieux se développent rapidement (CEPII, 2012 : 78). Par conséquent, une efficacité accrue du système juridico-légal réduirait les contraintes qui pèsent sur le financement extérieur des agents économiques d'un État. Cet exposé indique par quel mécanisme le développement de marché financier influence la croissance (CEPII, 2012 : 79).

Il devenait clair de la part de la BM à travers les conclusions des travaux de Levine, que si l'aide au développement sous ses formes classiques n'a pas réduit la pauvreté, ni assuré le développement des pays de la CEMAC, c'est à cause de la faiblesse des capacités institutionnelles des États. Ainsi donc la défaillance du style de gouvernance pratiqué dans les États, les faiblesses et l'inadéquation des institutions d'intégration économique régionale, furent placées au centre des résultats mitigés de la politique d'aide internationale au développement (CEPII, 2012 : 79). Levine poursuivra son propos en insistant sur le fait que l'APD, sous la forme de transferts réels des ressources financières et de la réduction de la dette pendant plus d'une décennie en faveur des pays d'Afrique, n'a pas ramené la pauvreté à un niveau souhaitable, ni assuré le développement acceptable de ces pays (CEPII, 2012 : 79). Elle a plutôt aggravé l'incohérence des politiques monétaires internationales. Agissant donc pour le compte de la Banque Mondiale, Levine pense que l'importance des liquidités au niveau international a plutôt continué à financer jusqu'au début de la décennie 1990, un processus d'endettement déjà décrié après la crise de la dette des années 1980 (CEPII, 2012 : 79). Djankov, successeur de Levine au poste d'économiste en chef de la BM avec certains auteurs se pencheront sur le rôle de l'environnement légal sur l'attrait des capitaux et des investissements dans les PED (Djankov et al., 2008). Pour soutenir expérimentalement la thèse de Levine, ils chercheront, à partir d'une analyse comparée des systèmes politiques et juridiques des PVD, à connaître celui qui protège le mieux les investisseurs et les capitaux étrangers. Djankov et ses collègues ne manqueront d'ailleurs pas de souligner l'impact de la confiance des investisseurs sur les marchés financiers

dynamiques. Yahyoui et Atef pour leur part souligneront que les travaux de Levine, Djankov, Laporta et autres rouvraient la voie aux nouvelles approches théoriques dont la plus importante est la nouvelle économie institutionnelle (NEI) (Yahyoui et Atef, 2009). Autrement dit, ils développèrent une analyse qui explique l'impact d'une mise en place progressive des institutions adaptées, capables de contenir la montée des coûts de transactions qui accompagnent la division accrue du travail lorsque les marchés s'élargissent. Il faut protéger les contractants des fraudes, des abus et d'autres pratiques coûteuses et dissuasives par tout un arsenal institutionnel notamment juridique (Silem et al., 2012 : 580). Le traité de la CEMAC en est une illustration d'ailleurs. C'est pourquoi la seconde intervention de Raphaël La Porta appuiera l'argumentaire selon lequel le développement économique est avant tout une question de liaison entre l'architecture des systèmes financiers et la tradition juridique d'un pays (Laporta et al., 2008 : 29).

Le débat structurant sur l'aide au développement de l'Afrique, comme vont le signifier Charnoz et Severino, portait dès lors sur les rôles respectifs de l'État et du marché (Charnoz et Severino, 2007 : 81). L'analyse des institutions devenait de ce fait une préoccupation majeure, pour les institutions multilatérales, et bilatérales telles que l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'agence française pour le développement (AFD) (Charnoz et Severino, 2007: 82). Pour ces partenaires traditionnels au développement des pays de la CEMAC, l'APD devra être dorénavant axée sur la promotion de la bonne gouvernance. La qualité de l'environnement juridique fut donc placée au centre des débats. Il s'agissait alors d'observer le respect de l'État de droit, la stabilité des lois et des règlements, mais aussi la lutte contre la corruption (Nay et al., 2008 : 230). L'idée selon laquelle certaines conditions institutionnelles doivent être réunies pour qu'un décollage économique soit possible s'imposait désormais aux pays de la CEMAC. Partant de ce fait, l'aide au développement de l'Afrique sera dirigée vers la réforme des appareils judiciaires et administratifs des États, et cela afin de les engager dans la voie d'une nouvelle forme de coopération régionale (Nyahoho et Proulx, 2006 : 263).

Nyahoho et Proulx ont appuyé cette démarche en suggérant que les institutions régionales existantes en Afrique subsaharienne comme l'UDEAC, l'ancêtre de la CEMAC, devraient être repensées. Contrairement à l'ancienne approche d'intégration régionale qui était graduelle et fondée sur les trois phases classiques (le libre-échange, l'unité douanière et une communauté

économique) et qui à l'évidence a été très peu suivie par les États sinon a échoué, la nouvelle approche devrait plutôt favoriser le développement économique et améliorer la stabilité, notamment par le renforcement des capacités institutionnelles (Nyahoho et Proulx, 2006 : 263). Pour la BM et le FMI, le préalable de base pour satisfaire à un tel objectif est la mise en place consensuelle des normes et méthodes élaborées et applicables à un niveau international (Valin et al., 2006 : 106). La principale exposition des réformes consistait donc à orienter l'aide publique au développement dans un premier temps vers 1) l'établissement des indicateurs synthétiques sur la qualité de la gouvernance (« *woldwide gorvernance indacators* ») (Kauffman et al., 2010 : 27), afin de mieux appréhender le système judiciaire dans son rôle de garde-fou face aux pouvoirs discrétionnaires des États; 2) de promouvoir l'indépendance de la justice, en réduisant les délais judiciaires, de développer le mode alternatif des règlements des différends et de renforcer la professionnalisation des juges et des barreaux; 3) de formaliser les procédures civiles en matière du droit des affaires (« *Doing business* »); et, 4) enfin de centrer les conditions de transactions et d'investissements sur la qualité du système judiciaire en tant que support des contrats d'échanges entre agents économiques en adoptant par exemple les normes spéciales de diffusion des données du FMI (NSDD) (Silem et al., 2012 : 578). Une fois ces dispositions juridico-administratives établies, elles faciliteraient la mise en place des politiques propices à la croissance, à l'équité et à une responsabilité plus accrue, telle que l'exécution des mesures de stabilisation et de renforcement structurel inscrites dans le consensus de Washington (Paquin, 2008: 32). Une libéralisation politique et économique assortie de l'application de concepts du Nouveau Management Public (NMP) et de la gouvernance des entreprises (« *corporate gorvenance* » et « *doing Busines rules* ») promouvrait l'IDE en Afrique selon les institutions internationales partenaires. Cette option est bien compatible avec l'hypothèse d'ajustement économique par les marchés plutôt que par la normalisation (Battistella, 2012 : 116). Les institutions multilatérales ne pouvant pas pour des raisons d'objectivité, adopter un langage politique. Ils décidèrent de la mise en place de cinq (5) orientations d'une gouvernance démocratique, que devront appliquer les pays pauvres pour promouvoir de façon indissociable le processus démocratique et la lutte contre la pauvreté (Nay et al., 2008 : 231). Par contre, les pays donateurs comme les États-Unis et la France n'hésiteront pas à porter le débat sur un terrain politique après l'effondrement du bloc soviétique en recommandant le pluralisme démocratique comme système politique en Afrique et en Amérique latine (Charnoz et Severino, 2007 : 82). Leurs recommandations ont suscité l'idée

populaire selon laquelle les gouvernements doivent être élus avec plus de transparence et rester responsables devant les électeurs afin de promouvoir une gouvernance favorable aux pauvres (Campbell, 2010 : 11). La CEMAC et plus tard loin le NEPAD (acronyme du « *New economic partenariat for African development* ») seront les expressions matérielles de cette vision néolibérale dans la mesure où il consistera de prime à bord à mettre en œuvre un volontarisme manifeste de la part des pays africains, centré sur les principes de la bonne gouvernance (Campbell, 2010 : 11).

Les pays de la CEMAC espéraient attirer davantage l'aide internationale privée qui accroîtraient à son tour les investissements privés pour répondre à leurs immenses besoins en infrastructures régionales tels que les transports, la communication, les réseaux énergétiques, etc. (Deblock et Aoul, 2001 : 95). Aussi, en 2002, le G8 s'est élargi à l'initiative spécifiquement africaine du NEPAD, dans une perspective de mettre l'Afrique en contact avec des investisseurs et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (*Africa24 Magazine*, 2011 : 98). L'objectif de l'initiative était de réfléchir ensemble sur les propositions et les politiques globales de développement économique à adopter en Afrique. Toutefois, sous l'initiative de l'ex premier ministre canadien Paul Martin, encore ministre des Finances à l'époque, le G8 s'est élargi au G20. Mais, les deux organisations subsistent toujours.

Les contradicteurs de la démarche néolibérale :

Un ensemble de politologues, d'économistes et des juristes n'hésiteront pas à prendre à contrepied la vision des économistes néolibéraux sur l'aide au développement de l'Afrique. Dans le champ académique, des économistes comme Paul Krugman et Joseph Stiglitz réfutent la scientificité de l'économie du développement à l'endroit des pays pauvres (Battistella, 2012 : 116). Krugman prix Nobel d'économie en 2008, prône une application simple des catégories de la science économique néoclassique axée sur le marché, le prix et l'équilibre à l'analyse des économies des pays pauvres (Battistella, 2012 : 116). Stiglitz, ancien économiste en chef de la BM, est très sévère avec le FMI auquel il reproche d'engager en Afrique des réformes qui témoignent d'un excès de standardisation et d'une méconnaissance des spécificités nationales (Stiglitz, 2002 : 37). En tant que néokeynésien Stiglitz ira jusqu'à qualifier d'erronée l'hypothèse selon laquelle le marché aboutirait spontanément à plus d'efficacité et l'intervention de l'État à plus d'inefficacité. Il reprochera au FMI de procéder à un mélange d'idéologie et d'économie qui

contraint les pays africains à ouvrir leur marché aux pays industriels qui n'ont pas besoin de recourir à l'aide du FMI (Boniface, 2012 : 85). Avec Greenwald, Stiglitz développe et attribue le déséquilibre des économies des pays d'Afrique subsaharienne à l'imperfection informationnelle et aux incomplétudes des contrats qui montrent une difficulté de coordination des politiques publiques internationales (Silem et al., 2012 : 573).

Hugon se positionne dans la même ligne de pensée que Stiglitz, seulement estime-t-il, qu'il serait improductif d'aborder le développement de l'Afrique sous le seul angle des questions juridiques et financières, d'autant plus que la pauvreté ne se résume pas aux seuls aspects légaux et financiers (Hugon, 2013 : 46). Elle doit prendre en compte les multiples dimensions du dénouement dont souffrent les populations des pays pauvres, telles que les mauvaises conditions sanitaires, les épidémies, le faible niveau d'éducation, le manque des infrastructures, l'absence des réseaux d'interpénétration, les inégalités sociales et les questions d'égalité entre les genres (Hugon, 2013 : 46). Hugon s'étendra d'ailleurs assez largement sur la question de transfert des ressources en Afrique. Il estime que les crédits accordés à un État ou à un agent économique par essence doivent être gagés sur la base d'une croissance des actifs réels. Il s'avère que, les nombreux financements sous la caution de la BM en Afrique subsaharienne ont été parfois issus des montages financiers complexes sous le label duquel des innombrables fuites de capitaux se sont réalisées (Hugon, 2013 : 46). Des capitaux ont servi parfois à financer des projets créant une surproduction des produits primaires en Afrique qui n'était pas de nature à engendrer des actifs réels rentables dans certains pays. A *contrario*, les fonds décaissés ont été recyclés dans les circuits de blanchiment d'argent, à travers la surfacturation qui a servi de financement des partis politiques dans certains pays occidentaux (Hugon, 2013 : 48). Ces sorties illicites des capitaux ont représenté selon Hugon de 1970 à 2000 les deux tiers de l'APD. Dans un contexte de faible valorisation des matières premières et de taux d'intérêt élevé, cette situation a fait de la plupart des pays emprunteurs des débiteurs insolubles (Hugon, 2013 : 48). Il revenait pareillement à la BM et au FMI de s'adresser aux bailleurs de fonds pour ajuster leurs politiques d'aide sur des objets du développement au lieu de jeter l'anathème sur l'environnement juridico-administratif des pays africains. Avec le tarissement des flux privés dus au désinvestissement occidental en Afrique (le départ des expatriés, la baisse des revenus des classes moyennes), le continent a périclité économiquement. L'APD a certes créé un relais destiné à lever les contraintes financières extérieures qui pesaient sur les pays d'Afrique subsaharienne, mais, cette aide était

toutefois détournée de ses fins et avait des effets multiplicateurs limités, c'est-à-dire qu'elle rendait le développement complexe parce qu'elle ne pouvait satisfaire à tous les besoins des capitaux nécessaires à la diversification des économies des pays d'Afrique subsaharienne (Hugon, 2013 : 46). Sans ignorer la base stagnante des économies des pays pauvres, par exemple, pour 100 flux d'aide entrés en Afrique subsaharienne, il en ressortait immédiatement 60, si bien que l'aide devient inefficace et ne produit pas les résultats escomptés (Hugon, 2013 : 47).

L'APD en Afrique est passé de 14,7 milliards de dollars à moins de 10 milliards de dollars après la chute du mur de Berlin (Hugon, 2013 : 47). Délégitimé et caractérisé par une évaporation selon Hugon, le bilan mitigé de l'aide au développement de l'Afrique se pose au niveau de la coordination et du non-respect des engagements par les bailleurs de fonds. Pour lui, la difficulté réelle au développement de l'Afrique est celui du surendettement des États et la non-soutenabilité de la dette. La dette extérieure des États est essentiellement publique. Elle rétroagit sur la dette interne. Pour deux dollars d'aide, il en ressort un dollar sous forme de service de la dette. Le service de la dette est un réel goulet d'étranglement pour l'efficacité de l'APD, sinon rien ne justifierait selon Hugon, en dehors de cet aspect qu'entre 1970 et 2002, les pays africains au sud du Sahara ont emprunté près de 300 milliards de dollars US. Ils ont remboursé 270 US milliards de dollars US et ils doivent encore 210 milliards de dollars US (Hugon, 2013 : 47).

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), quant à lui, est persuadé que l'ajustement structurel suggéré par les réformateurs néolibéraux s'est trop concentré sur les déséquilibres conjoncturels dans les PMA (Charnoz, Severino, 2007 : 83). De ce fait, l'APD n'a pas répondu aux enjeux structurels du développement tels que la diversification des économies, l'industrialisation, la productivité agricole soutenable, la santé et l'éducation (Charnoz, Severino, 2007 : 83). La nouvelle thématique selon cet organisme serait d'opérer un ajustement à visage humain en priorisant les préoccupations productives et sociales. Le Centre français des études et de recherche en économie internationale dans son œuvre sur l'économie mondiale est l'un des acteurs institutionnels qui pense qu'une croissance soutenable en Afrique subsaharienne implique la mobilisation de toutes les composantes du capital de la nation, surtout les actifs intangibles et naturels (CEPII, 2012 : 43). Parce que le marché de ces facteurs est affecté d'externalités de toutes sortes, il ne suffit pas seulement de les libéraliser. Le système de prix prend en compte la combinaison de tous les aspects de capital associés aux trajectoires de croissance que la

planification juge optimales (CEPII, 2012 : 43). L'État doit donc veiller et guider la régulation de marché afin d'aligner le comportement des entreprises privées sur les objectifs d'une croissance soutenable (CEPII, 2012 : 43).

Virginie Raison fait une sorte de recoupement global et estime qu'il est paradoxal de concevoir que l'Afrique peut être une nouvelle terre promise de l'IDE et un relais de croissance à travers une simple libéralisation des marchés financiers et une gestion efficace des institutions (Raison, 2010: 66). La bonne gouvernance est une bonne chose, mais à lire les statistiques, le continent représenterait jusque-là que 2 % des échanges mondiaux et de l'IDE et 2,4 % du PIB mondial (Badie et Vidal, 2010 : 90). Ces chiffres accréditent l'image d'un continent déconnecté de la scène internationale. Virginie Raison prône plutôt un réel développement de l'Afrique par le moyen de l'APD. Parce qu'elle estime que si dans les pays industrialisés le processus de développement économique et le progrès technologique sont historiquement inséparables, elle ne renvoie pas à une dynamique aussi vertueuse dans les pays d'Afrique au sud du Sahara (Raison, 2010 : 67). Le continent ne dispose pas des capacités économiques, financières, humaines et technologiques pour absorber l'ensemble de sa croissance démographique. Celle-ci fait peser sur lui l'hypothèque d'une misère qui y est façonnée (Raison, 2010 : 67). Les énormes profits tirés d'extraction des matières premières coexistent avec des taux de pauvreté incommensurables (Raison, 2010 : 89). En plus, les stigmates que la crise économique a laissé en Afrique une augmentation massive du chômage suivi de l'aggravation des déséquilibres budgétaires qui ne facilitent pas le développement dans ces pays. Cette conjoncture économique et sociale a fait reculer les perspectives de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) prévu par les Nations- unies (ONU) en 2015 (Raison, 2010 : 68). Pour elle, le défi que devraient relever les pays africains est à la mesure de sa croissance démographique, puisqu'elle consomme déjà 50 % de sa croissance économique (Raison, 2010: 68; *Le Monde Bilan économique*, 2011 : 186). En plus cette population atteindra deux (2) milliards d'habitants d'ici 2050 (Raison, 2010 : 67). Si les mesures ne sont pas prises pour la sous-région subsaharienne, il se développera davantage en son sein une large part de pauvreté, de précarité et des inégalités. Parmi les facteurs socialement discriminants se trouvent le logement ainsi que les infrastructures médicales et scolaires. Pour preuve, en 2005, l'ONU-Habitat estimait que deux (2) milliards des personnes auraient besoin d'un logement décent d'ici 2030 dans les pays en développement (Raison, 2010 : 67).

Jacques Attali, pour sa part, qualifiait de rigide le cadre institutionnel établi par les économistes néolibéraux pour coopérer avec l'Afrique, et s'ils ne prenaient garde avec le basculement de l'Atlantique au Pacifique, ces conditionnalités allaient éloigner du FMI et la BM des pays d'Afrique au sud du Sahara (Attali, 2010 : 107). Attali, fait constater que malgré l'adoption des mesures d'attractivités, comme l'établissement des codes d'investissements, et le désengagement de l'État dans certains pans de l'économie, seuls les secteurs pétroliers, miniers et de l'agroalimentaire attirent l'IDE dans la région. C'est pourquoi la tendance actuelle profite plus aux pays producteurs d'hydrocarbures et ceux disposant d'importantes réserves de ressources minières et du bois, (Attali, 2010 : 107; Hugon, 2012 : 47).

Julien Bokilo pense que la réorientation vers l'Asie des économies africaines joue certainement un rôle important pour tirer vers le haut la croissance économique en Afrique. Mais, cette orientation n'est pas suffisante tant que les exportations des pays d'Afrique resteront largement constituées des ressources pétrolières et minières (Bokilo, 2011 : 13). Le rapprochement avec l'Asie a également ses limites, dans la mesure où la croissance des économies émergentes d'Asie, celle de la Chine singulièrement, reste tributaire de l'économie mondiale (Bokilo, 2011 : 13). Les perspectives africaines qualifiées de « *prometteuses* » par le FMI risquaient de se trouver fortement compromises si la croissance économique mondiale n'atteignait pas 4 % entre 2011 et 2012 (*le Monde bilan économique*, 2011: 158). Cependant, Gnesotto et Grevi estiment de leur part que l'APD pour être efficace de façon à jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu en Afrique subsaharienne, devra être effective, c'est-à-dire respecter les recommandations de la commission de travail mise en place par la BM en 1969, présidée par l'ancien premier ministre canadien et prix Nobel de la paix Lester Pearson (Gnesotto et Grevi, 2011 : 184). L'objectif de la deuxième conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) en 1969 était de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) des pays membres du centre d'aide au développement (CAD) à l'APD, d'autant plus que ces pays représentent jusqu'à ce jour 75 % du PIB mondial (Deblock et Aoul, 2001 : 95). La BM elle-même a estimé au début de la décennie 1990 que, « si l'Afrique subsaharienne veut stopper sa régression sociale et assurer un progrès raisonnable dans le secteur social, elle aurait besoin d'une aide supplémentaire annuelle d'au moins 1 milliard de dollars US » (Unicef 1992 : 56). La façon la plus simple et la plus efficace d'atteindre cet objectif par rapport à son coût serait d'accroître les allègements de la

dette, même si une certaine amélioration de l'APD n'en sera pas moins nécessaire (Unicef, 1992 : 56).

Pour la BM, il faudra améliorer la qualité de l'aide notamment en introduisant des modifications substantielles à l'aide accordée aux programmes, en soutenant la participation aux dépenses ordinaires de façon à parvenir à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (Gnesotto et Grevi, 2011 : 184). En dernier ressort, les institutions multilatérales s'accordent sur les mesures d'allègement de la dette pour ramener le stock de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) à niveau supportable. Il sera moins indispensable, selon elles, avec les allègements de dettes d'accroître fortement les flux d'aide destinés à l'Afrique. Mais, si les mesures suggérées n'étaient pas prises, il faudrait fournir pendant les dix prochaines années, à des conditions extrêmement favorables, le double des ressources par rapport aux flux d'aide actuels destinés à l'Afrique (Unicef, 1992 : 56). Toutefois, cette option est nettement moins favorable que les premiers types de mesures, parce qu'elle augmenterait la dépendance économique de l'Afrique, déjà assez prononcée à l'endroit des pays riches (Unicef, 1992 : 56).

Il ressort de cette récapitulation que des nombreux travaux appliqués se sont attachés à prouver l'existence d'une relation positive entre le libre-échange associé à la NEI et la croissance. Ces travaux mènent à considérer au plan conceptuel l'efficacité des politiques internationales d'aide au développement de l'Afrique à travers une vision néolibérale. Par ailleurs, d'autres auteurs soumettent ces travaux à une analyse critique et remettent en question l'efficacité de ce modèle, quant à sa capacité d'impulser réellement le développement économique et social dans les pays subsahariens. Ils estiment, qu'il est difficile, que l'APD soit efficace sans mettre en place des mécanismes intelligents capables d'endiguer les effets antérieurs d'une gestion néopatrimoniale et laxiste dans ces pays. Dans la mesure où ce passif entraîne des sérieuses distorsions dans l'environnement politique, économique et social des pays africains et met en mal le modèle néolibéral. Pour mener une analyse rigoureuse, la question à soumettre à la vérification empirique dans ce cas est de savoir si les pays de la CEMAC en supprimant des barrières aux échanges internationaux pour ouvrir leurs économies au commerce international croissent-ils, et cela, sans tenir compte de leurs caractéristiques propres?

Puisqu'il s'agit d'une étude comparative, nous devons savoir que dit le raisonnement des auteurs sous-jacent au capitalisme d'État, comme courant de pensée asymétrique à la pensée néolibérale.

Le nouveau capitalisme d'État:

Fondé sur le gradualisme et le pragmatisme chinois, le concept se réfère aux réformes économiques engagées par Deng Xiaoping leaders du PCC et chef de l'État chinois entre 1978 et 1992 (Izraelewicz, 2013 : 5). Il est fondé sur le principe d'un interventionnisme d'État associé aux principes du commerce (la centralité exemplaire) (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 80). Il renvoie surtout à la phrase notoire du leader chinois « peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape la souris » (Bergère, 2013 : 350). Deux situations sont à la base de ces réformes, la mort de Mao Zedong qui entraînera de facto l'abandon du modèle de la révolution culturelle en Chine en 1976 d'une part et une situation économique inédite et sans précédent. L'émergence dans le giron du Japon des quatre dragons asiatiques, la Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan et Singapour d'autre part (Bergère, 2013 : 211). C'est dans cet environnement international que les valeurs asiatiques notamment confucéennes censées expliquer l'essor d'un capitalisme étatique spécifiquement asiatique arrivent à point nommé pour remédier à la défaillance du modèle occidentale de la modernité par son dépassement.

Les adeptes du capitalisme d'État :

Pour Duchâtel et Zylberman, la manifestation de la continuité historique et la présentation de l'évolution de la pensée comme un processus de croissance linéaire sont les agencements justificateurs de la priorité accordée au développement économique par Deng Xiaoping, pour bâtir les fondements du nouveau communisme chinois autour de la notion du développement des forces productrices nationales (la révolution industrielle en Chine) (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 90). Seulement, ni la continuité historique, ni la flexibilité pragmatique, ne suffisaient pour légitimer le développement d'une économie capitaliste en Chine. Pour Deng Xiaoping, le PCC ne peut pas pratiquer le communisme en Chine, d'autant plus que cette doctrine ne peut être édifée que dans « une société d'abondance matérielle » (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 91). Pour observer le communisme de façon pratique en Chine, il faut créer les conditions d'émancipation des forces productives de la nation. Puisqu'avant de parler d'une redistribution des richesses, il faut les créer et avant de construire le communisme, il faut passer par la phase du développement du capitalisme (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 91). L'emprunt de Deng Xiaoping à Mao pour inscrire la révolution industrielle en Chine sur une ligne de continuité historique tout en étant à l'abri du dogmatisme est : « la pratique comme critère de vérité » (*shihi qiushi* en mandarin)

(Duchâtel et Zylberman, 2012 : 89). Les théoriciens du parti communiste chinois retourneront donc vers le « matérialisme dialectique » de Karl Marx afin de justifier la voie choisie pour développer la Chine. Il était hors de contexte pour Deng Xiaoping de créer un système capitaliste associé à une démocratie libérale de type parlementaire en Chine (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 89). Il s'agissait par contre de faire un usage des ressources du marché pour assurer le développement économique, autrement dit pratiquer « un capitalisme d'État » (Bergère, 2013 : 205). La révolution industrielle va donc conduire la Chine vers trente ans de croissance économique accélérée et de développement effréné (Duchâtel et Zylberman, 2012 : 89).

Pour Bergère, la réussite du pari de Deng Xiaoping, celui de transformer un vaste pays figé par le communisme et dont la population vivait dans la pauvreté en une puissance économique de premier rang sur la scène internationale devient un modèle de référence pour les pays africains (Bergère, 2013 : 227). Le modèle chinois ramène donc à une série de prescriptions pragmatiques et à un ensemble des recettes propres à accélérer le développement tout en sauvegardant l'ordre politique et social ainsi que la tradition culturelle en place. Les pays d'Afrique subsaharienne appliquent ce modèle avec l'aide de la Chine depuis 1995, en raison de leur pauvreté et du manque de développement en leur sein, et aussi parce que la Chine y consacre les fonds d'aide au développement très importants (Bergère, 2013 : 216).

Les contractants des pays africains répondaient aux constructeurs européens qui leur demandaient des explications sur leur éviction dans la réalisation des grands projets en Afrique en ces termes : « Avec la Chine nous avons deux fois plus de kilomètres de route qu'avec vous » (Izraelewicz, 2013 : 136). Cette phrase exprime, selon Éric Izraelewicz, comment la Chine avec des équipes d'ouvriers venus spécialement de ses régions les plus pauvres, payés avec des salaires de misère et mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre ou presque, avec des financements imbattables et la qualité des infrastructures pas toujours irréprochable, essaie de fasciner les gouvernants africains (Izraelewicz, 2013 : 136). Les prix proposés par les chinois pour la réalisation de certaines infrastructures en Afrique subsaharienne se sont avérés être 60 % inférieurs à ceux évalués par le donneur d'ordre. Comparativement aux propositions des firmes multinationales occidentales dont le financement proviendrait soit de la BM soit des institutions occidentales de financement et de crédit tel que le Fonds européen de développement (FED), la Chine préfinance ses entreprises qui réalisent les travaux en Afrique par le canal de *l'Exim Bank* ou de la *China*

development Bank, et les travaux sont vite réalisés (Izraelewicz, 2013 : 136). En ce sens, la Chine est porteuse d'une dynamique économique qui a fait ses preuves en la hissant au rang de première puissance économique dans le monde (Izraelewicz, 2013 : 136; *Le Monde Bilan économique*, 2013 : 196). Cette dynamique replace l'État au cœur des préoccupations du développement tout en faisant usage des préceptes du commerce international. La Chine l'inscrit donc dans sa nouvelle stratégie de coopération avec les pays d'Afrique subsaharienne. Selon Izraelewicz, la Chine en prônant le nouveau capitalisme d'État axe sa stratégie d'aide au développement de l'Afrique sur la réduction de la dépendance de ces pays à l'égard: « d'un monde occidental dont les perspectives à long terme selon elle ne sont guère favorables. Elle entend donc apporter à ses pays un lien avec une puissante locomotive de l'économie mondiale » (Izraelewicz, 2013 : 136).

L'offre globale à ce titre est particulièrement alléchante pour les pays de la CEMAC. La Chine estime qu'on ne peut pas prétendre atteindre une croissance économique et amplifier le développement sans procéder au développement du tissu productif en apportant les réformes nécessaires dans des secteurs ayant une forte valeur capitalistique, mais rendue improductive du fait de la conjoncture économique internationale (Izraelewicz, 2013 : 136). Elle dispose donc des entreprises qui veulent investir en Afrique, dans les secteurs dont ces pays ont besoin tels que le secteur extractif et celui du bois avec des financements abondants et à bon marché. L'approche chinoise d'aide au développement de l'Afrique se différencie nettement de l'approche néolibérale suggérée par l'Occident en ce sens qu'elle est foncièrement bilatérale et porte essentiellement sur les grands projets d'infrastructures et sur la valorisation des ressources naturelles. Les entreprises chinoises réalisent ces projets à des coûts moins élevés que ceux financés par les donateurs traditionnels (Izraelewicz, 2013 : 138). De plus, la Chine ne finance pas en Afrique la construction des « éléphants blancs » et des gigantesques « cathédrales » qu'elle qualifie d'inutiles et onéreux, alors que les Occidentaux se sont faits des spécialistes en la matière (Izraelewicz, 2013 : 136)³. Depuis quinze années, la Chine est devenue le premier pourvoyeur d'aide au développement de l'Afrique. Ses dons sont de l'ordre de 35 à 50 milliards de dollars US par an (Izraelewicz, 2013 : 136). Pour Izraelewicz, l'assertion selon laquelle la Chine est une nouvelle puissance coloniale pour l'Afrique laisse de marbre (Izraelewicz, 2013 : 136). Si

³ Avec un recul critique, nous nous réservons quant à la pertinence de cet argument, la Chine à un moment donné, s'était rendue maître dans la construction des palais en Afrique bien qu'elle se penche dans sa nouvelle stratégie de coopération sur la construction des routes, des ports, des chemins de fer

l'attaque se fait avec insistance, à Beijing, la réponse est toute prête. Entre la Chine, ses nouveaux et anciens amis, l'échange est équilibré plaide-t-on. Selon Izraelewicz, l'offensive politique, économique, sociale et culturelle de la Chine à l'Afrique est de charme (*le soft power*) puisqu'elle relève d'une véritable stratégie de séduction à l'endroit des gouvernants africains, pour assurer la sécurité de ses approvisionnements surtout énergétiques. Mais, en réalité, elle promeut aussi la croissance et en plus, la Chine se montre généreuse en matière d'aide vis-à-vis des pays africains (Izraelewicz, 2013 : 136) alors que ce n'est pas le cas avec les partenaires occidentaux. L'APD chinoise doit aider les pays de la CEMAC en accompagnant le décollage économique des pays africains, en soutenant le prix de leurs matières premières, en achetant leurs produits manufacturés (exemple: le bois transformé localement), et en finançant certains de leurs projets. La Chine préserverait les pays subsahariens des effets du choix de l'austérité par l'Union européenne face à la crise (Izraelewicz, 2013 : 136; *Le Monde Bilan économique*, 2013 : 196). Pour la Chine, l'instauration du principe des inégalités compensatoires n'a jamais connu une application effective de la part de l'Occident. Selon Izraelewicz, la Chine n'attend donc pas exploiter ses nouveaux et anciens amis (Izraelewicz, 2013 : 136). Elle ne cherche pas non plus à leur imposer un modèle de développement. Elle prône la « neutralité » en la matière. Son succès impressionne et certains pays d'Afrique subsaharienne veulent s'inspirer de ses méthodes (Izraelewicz, 2013 : 138). Cependant, la se refuse à se prêter à toute forme d'ingérence dans la vie politique et sociale des États avec lesquels elle entretient des relations, même privilégiées fussent-elles (Izraelewicz, 2013 : 138).

Bergère partage la vision de Izraelewicz et positionne l'aide chinoise au développement de l'Afrique sur l'angle du pragmatisme et du gradualisme chinois (Bergère, 2013 : 36). Le nouveau capitalisme d'État représente une originalité des politiques d'aide, qui caractérise le début de l'industrialisation des nombreux pays d'Afrique au sud du Sahara avec la création des zones économiques spéciales (ZES) (Bergère, 2013 : 36). Elle poursuit son propos en soulignant que la Chine est loin de s'opposer de manière naturelle à l'établissement d'un cadre institutionnel et réglementaire de fonctionnement de marché avec les pays subsahariens et même les pays occidentaux, pour preuve, elle est membre de l'OMC. Cependant, elle suggère une démarche prudente et une stratégie de changement progressif qu'elle convient de nommer le gradualisme comme le souligne Deng Xiaoping: « Il faut traverser la rivière en tâtant les pierres » (Bergère, 2013 : 36; Duchâtel et Zylberman, 2012 : 88) et : « que les effets cumulatifs de changements

doivent se lire en toute clarté avant d'en poursuivre d'autres; sinon il faut les ajuster, ce que l'Occident n'a pas fait en Afrique» (Bergère, 2013 : 228). Pour Bergère, la Chine a en effet aidé à l'élargissant des capacités d'échanges des pays subsahariens avec le système du commerce international. La Chine est plus que jamais dans un univers ricardien avec les pays subsahariens où ils voient en la Chine leur salut dans un commerce élargi des matières premières valorisées qui s'échangent contre la construction des infrastructures et les technologie (télécommunications et énergies) aux bénéfices réciproques des deux partenaires (Bergère, 2013 : 231). Pour la Chine, les vertus du commerce bilatéral sont toujours au cœur des politiques de développement, mais elle l'article sur le plan politique avec un étatisme pour préserver l'ordre (la centralité exemplaire de l'empire du Milieu), différemment de l'Occident qui recherche cet ordre dans le droit (Bergère, 2013 : 234). Pour Dambissa Moyo, la tendance globale des investissements chinois en Afrique est encourageante, l'échange des infrastructures contre des ressources en énergie et d'autres matières premières est une stratégie salubre pour les pays de la CEMAC. Pour poursuivre sa croissance rapide, la Chine a besoin du pétrole et des matières premières dont les pays de la CEMAC disposent. En retour et dans l'immédiat ces pays ont des capitaux de qualité qui financent le développement de leur tissu productif et qui procurent tant mieux que mal des emplois à la population. La croissance en Afrique aujourd'hui est le fruit des investissements chinois. L'aide occidentale envisageait de tels résultats, mais qu'elle a invariablement été incapable d'atteindre (Moyo, 2009 : 178).

Les antagonistes du capitalisme d'État :

La rhétorique générale des opposants au capitaliste d'État en ce qui concerne l'aide au développement de l'Afrique s'articule autour de deux interrogations : la transparence et la finalité réelle de cette aide. Cabestan apprécie l'augmentation de l'aide chinoise en Afrique subsaharienne qui, selon lui, s'élevait à 4 milliards de dollars US en 2004 (Cabestan, 2010 : 365). Cependant, il critique l'absence cruelle des données globales chiffrées autour de cette aide, et aussi sur le fait qu'elle soit liée à la réalisation des projets, bien qu'utiles aux pays bénéficiaires, mais surtout servant à la Chine elle-même pour la sécurisation de ses approvisionnements en ressources stratégiques (Cabestan, 2010 : 365). De plus, il accuse cette aide de ne pas être exempte des pratiques occidentales, par le fait qu'elle ne s'accompagne pas souvent d'un décaissement « monétaire », mais plutôt des remises régulières de dette découlant des prêts

avantageux (Cabestan, 2010 : 366). Selon lui, on parlerait plutôt d'un néoréalisme chinois que du capitalisme d'État (Cabestan, 2010 : 364). Cabestan n'hésitera d'ailleurs pas de qualifier la diplomatie chinoise en matière d'aide au développement en Afrique à la fois de réaliste et d'ambigüe pour ne pas dire contradictoire. D'une part, elle reste favorable à l'ensemble des processus d'intégration régionale en traitant avec l'Union africaine (UA). D'autre part, elle privilégie clairement en Afrique les relations bilatérales (directement avec les pays) plutôt que multilatérales (avec les organisations sous régionales), les pays riches en hydrocarbures, ressources minières et agricoles plutôt qu'avec des pays démunis en ressources naturelles, et par conséquent, elle contribue à creuser indirectement les inégalités entre les premiers et les seconds au lieu de les réduire (Cabestan, 2010 : 365).

Bokilo conçoit bien que Beijing augmente considérablement son aide pour des raisons économiques, ce qui a permis aux pays africains de combler leur retard en infrastructure de base (Bokilo, 2012: 134-135). Toutefois, il estime que cette aide d'une manière déterminante sert plutôt à la Chine de manière à asseoir sa stratégie d'enracinement en Afrique plutôt que de présider au développement de celle-ci. Selon Bokilo, le partenaire chinois multiplie les promesses des cadeaux, de références historiques à l'esprit de Bandung et les mesures symboliques à l'égard du continent dont elle a été à mesure d'annuler jusqu'à 10 milliards de dettes bilatérales depuis l'an 2000 pour mieux s'enraciner en Afrique (Bokilo, 2012 : 135). Malgré son discours axé sur une coopération Sud-Sud dans laquelle elle prétend aider l'Afrique sans y prendre des intérêts, tout semble démontrer dans la pratique que cette aide n'est pas gratuite. Elle a forcément une contrepartie dans la mesure où la Chine privilégie une coopération plus active avec les pays disposant des ressources en hydrocarbure et en matières premières (Bokilo, 2012 : 135). L'APD chinoise a du mal à se distinguer de l'IDE dans la mesure où ce sont les entreprises chinoises mandatées directement par le gouvernement central chinois, avec des lignes de crédits qui leur sont concédées par la Banque de Chine (*Exim Bank*) pour réaliser des opérations financières en direction de l'Afrique (Bokilo, 2012 : 135). En contrepartie de cette aide, les gouvernements récipiendaires accordent aux chinois le droit d'extraire les ressources naturelles (Bokilo, 2012 : 135). La grande question que Bokilo se pose est celle de chercher à savoir pourquoi la Chine fait cavalier seul contre les Occidentaux. Est-ce parce qu'elle connaît les failles des politiques d'aides occidentales en Afrique et préfère les exploiter ? Pour Bokilo, la Chine évolue seule pour dissimuler les données sur l'aide qu'elle apporte dans ces pays afin d'éviter à se justifier auprès

de ses citoyens. Il ne faut pas perdre de vue que la Chine est certes un pays émergent, mais à revenu intermédiaire où une importante frange de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté. Le concept de « gagnant-gagnant » mis en avant par la Chine aux dires de Bokilo n'est qu'un vain slogan quand on sait que les méthodes chinoises d'exploitation des ressources naturelles en Afrique laisse à désirer puisqu'elles manquent de transparence. En plus, elles ne comportent aucune disposition ne pouvant contrer de manière efficace la pratique de la corruption (Bokilo, 2012 : 145). En somme, pour ces deux auteurs, la problématique de l'aide chinoise au développement de l'Afrique prise sous l'angle du capitalisme d'État se pose plus en terme de transparence et de la finalité qu'en terme d'impact sur le terrain.

Avec le capitalisme d'État, les pays africains sont plus que jamais dans un univers ricardien dans lequel ils voient le salut dans un commerce élargi, où les matières premières valorisées s'échangent contre la construction des infrastructures aux bénéfices des deux partenaires. Mais, un certain nombre d'auteurs s'identifiant au courant anti-impérialisme conteste cette pratique comme modèle de développement. Ce n'est pas l'essence du commerce des matières premières qui est remise en question, mais le mode de fonctionnement, tel que suggéré par la Chine, qui n'est pas de nature à promouvoir un développement humain et durable en Afrique. Ces auteurs critiquent ce concept en le qualifiant de modèle de croissance productiviste (Battistella, 2012 : 117). La question qui se pose alors est de savoir si l'irruption de la Chine sur le continent conduit à réviser les positions favorables au commerce, que nous disent alors les voix dissidentes à travers l'anti-impérialisme comme école de pensée?

Le courant anti-impérialiste:

Ce concept matérialise une stratégie ou encore une doctrine politique de conquête d'un territoire ou d'un ensemble de territoire. Désignés parfois sous le vocable du néocolonialisme (Nay et al., 2008 : 251), les auteurs de cette école de pensée condamnent tout rapport de domination politique, économique et culturel d'un pays ou d'un ensemble des pays sur d'autres pays (Nay et al., 2008 : 251). Ces emprunts bien qu'indispensables pour des États capitalistes ascendants, en même temps constituent le plus robuste moyen pour les vieux pays capitalistes de les maintenir sous tutelle, pour contrôler leurs finances et pour exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale. Ils sont le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumulé des vieux pays riches, mais aussi de créer à ceux-ci

des concurrences nouvelles et d'élargir brusquement des champs d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en même temps. Ainsi, le capital accumulé et excédentaire dans les pays industrialisés se place à l'extérieur, en élargissant son aire de mouvance et ces capacités de développement, pendant que, dans les pays jeunes États se développe un capitalisme sans accumulation au sens véritable du terme, puisque l'épargne et la technologie sont fournies de l'extérieur (Luxemburg, 2009 : 401).

Le concept sera repris à l'ère contemporaine par John Atkinson Hobson en 1902 pour dénoncer l'impérialisme britannique et européen. S'inspirant de ce dernier, Vladimir H. Lénine parlera également de l'impérialisme en 1916, dans son traité sur « *l'impérialisme à l'étape suprême du capitalisme* » (Battistella, 2012 : 280). Cette école de pensée s'enrichira de la théorie de la dépendance: un vocable exposant l'ensemble des théories d'inspiration marxiste, dont l'ambition est de dénoncer la dépendance des pays en voie développement à l'égard des pays riches. Ces théories ont été abandonnées après la chute du mur de Berlin en 1989, mais renaissent avec le mouvement des altermondialistes à Seattle (Nay et al., 2008 : 251).

Les adeptes du courant anti-impérialistes :

L'impérialisme contemporain ne s'impose plus nécessairement par des relations interétatiques, il peut aussi prendre la forme d'une domination économique et culturelle (Nay, 2008 : 251). On l'avait longtemps évoqué dans le cadre des relations Nord-Sud, aujourd'hui on l'évoque de fait, dans les relations Sud-Sud, particulièrement sur la présence chinoise en Afrique. L'enquête de Araujo et Cardenal présente l'aide de la Chine en Afrique comme un double jeu destructeur à finalité primitive (Araujo et Cardenal, 2013 : 122). Selon ces deux auteurs, la Chine s'engage dans les marchés de gré à gré, dont on ne connaît pas parfois le contenu réel avec les gouvernements africains. Au fond, selon Araujo et de Cardenal, la Chine vend des armes contre les ressources naturelles, ceci aux mépris des difficiles conditions de vie des populations dans certains pays d'Afrique subsaharienne, qui présentent les carences énormes en matière de gouvernance et de respect des droits humains (Araujo et Cardenal, 2013 : 122). La Chine est même qualifiée de puissance « prédatrice » implantée en Afrique avec une logique de pillage des ressources naturelles plutôt que de promouvoir une saine coopération qui serait le moteur d'un réel développement (Araujo et Cardenal, 2013 : 129). Pour ces derniers, la présence de la Chine dans les propriétés forestières et minières d'Afrique centrale ne manifeste aucune volonté de lier

le développement économique à la préservation de l'environnement (Araujo et Cardenal, 2013 : 182). De plus, ces auteurs présentent la diaspora chinoise en Afrique comme un concurrent économique de l'industrie locale déjà fragilisée par un manque de capitaux et de débouchés pour sa croissance (Araujo et Cardenal, 2013 : 149). En outre, la précarité des conditions de travail sur les chantiers de construction des grandes infrastructures, les conditions de travail malaisées dans les sociétés minières chinoises en Afrique, le recours à la corruption et au dumping, le mépris des droits sociaux des travailleurs et les conflits récurrents avec des syndicats sont autant des points noirs, qui ternissent l'image de la Chine en Afrique subsaharienne (Araujo et Cardenal, 2013 : 149). Ces pratiques sont selon Araujo et de Cardenal le reflet d'une gestion à la fois aveugle et despotique. Ces attitudes difficiles à admettre sont communes aux opérateurs chinois en Afrique subsaharienne et se sont incrustées en maints endroits dans les rapports sociaux. Elles ne sont pas sans rappeler les heures sombres du colonialisme en Afrique (Araujo et Cardenal, 2013 : 107-108).

Araujo et Cardenal se posent la question de savoir ce qui empêcherait les opérateurs chinois de dialoguer avec les organisations syndicales pour améliorer les conditions de travail de leurs employés (Araujo et Cardenal, 2013 : 107-108). Liu Guijin (cité par Araujo et Cardenal) délégué du gouvernement chinois en Afrique reconnaît les problèmes. Il dissimule cependant l'hostilité de Beijing de s'adjoindre à la société civile et à la presse pour surveiller les actions des compagnies chinoises en Afrique. Son propos est de dire : « notre gouvernement fait actuellement des efforts pour éduquer les entreprises chinoises à être socialement responsable » (Araujo et Cardenal, 2013 : 107-108). Un regard, selon Araujo et Cardenal, sur la Chine laborieuse suffit pour comprendre que les entreprises chinoises à travers les partenariats de coopération sont en train de reproduire à l'extérieur les pratiques en vigueur depuis trente ans dans les entreprises chinoises, c'est-à-dire depuis le lancement de la révolution industrielle en Chine. Beuret et Michel abondent dans le même sens. Selon ces deux auteurs, il n'y a aucun doute que le gouvernement chinois encourage l'immigration vers l'Afrique parce que dans l'esprit des dirigeants chinois, l'Afrique surtout subsaharienne est devenue une solution aux pressions démographiques, ces besoins économiques et la pollution (Michel et Beuret, 2008 : 13).

Les antagonistes au courant impérialiste :

Le discours impérialiste tenu à l'endroit des pratiques des entreprises chinoises et des autres pays émergents en Afrique renvoie à une contradiction apparente entre les anciens pays riches et les économies émergentes selon Pascal Boniface (Boniface, 2011 : 25). Pour Pascal Boniface, la mondialisation ne veut pas dire l'appropriation collective et le partage des richesses, en se référant aux propos de l'économiste libéral Walt Whitman Rostow qui disait : « le sous-développement du Sud n'était que le fruit d'un retard par rapport aux capitalistes du Nord (Boniface, 2012 : 184-185) ». Tous les pays du sud à leurs tours passeront à la phase du décollage économique. Pour cela ils doivent s'ouvrir aux échanges internationaux pour obtenir les capitaux et la technologie. Pascal Boniface estime que les modèles et les stratégies successifs de développement suggérées par l'Occident n'ont pas créé la croissance et réduit les inégalités économique et sociale en Afrique. Il serait peut-être plausible de voir dans le cadre de la gouvernance mondiale quelles sont les améliorations à apporter au modèle chinois plutôt que de le critiquer (Boniface, 2012 : 18).

Vijay Prashad estime que le débat sur l'impérialisme chinoise en Afrique n'en est pas un. Il le réfère à la déclaration de Rajiv Gandhi premier ministre indien et président du Mouvement des non-alignés (MNA) en 1987 voulant que : « plus nos économies seront fortes, plus nous serons respectés par les puissances économiques » (Prashad, 2009 : 271). Selon Prashad, l'argument sous-tendait que la croissance économique suffisait à fonder le pouvoir politique. Pour preuve, le G8 (G7+Russie) s'est élargi au G20 en 1999, pour rendre possible le dialogue élargi entre les anciens pays industrialisés et les pays émergents. Ce qui n'était pas envisageable, en 1987, parce que animé par leurs propres intérêts politiques et économiques, le G7 tirait parti de la réglementation internationale pour assujettir les PVD, quand bien même la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) répertoriait 700 barrières non tarifaires dans les pays du G7 (subvention du gouvernement, quotas, normes techniques et autres dispositifs) visant à empêcher l'entrée de certains biens sur leurs marchés protégés (Prashad, 2009 : 271). Pour Prashad, le choix de ce qui deviendrait la globalisation (ou l'hégémonie de l'économie néolibérale) résulte non seulement des pressions impérialistes, mais aussi des forces nationales en Occident qui désapprouveraient fondamentalement la stratégie sociale choisie par les partis de libération nationale dans le tiers monde (Prashad, 2009 : 271). Les pays occidentaux

n'ont pas toujours respecté le principe du droit au développement qui vise à compenser les faiblesses socioéconomiques de certains pays en développement par l'octroi d'avantages juridiques particuliers (les inégalités compensatoires).

Chapitre 3: La Chine en Afrique et les deux consensus:

Au lendemain de la guerre froide, on voit la Chine sortir de sa torpeur avec un nouveau modèle qui replace l'État au cœur de l'action du développement socioéconomique et porte des nouvelles ambitions géostratégiques. En décidant de diversifier ces sources d'approvisionnement énergétiques pour faire fonctionner son industrie fleurissante, la Chine réalise que l'Afrique produit 12 % de la consommation mondiale du pétrole (Mons, 2011 : 43). Seulement, consciente du fait que les États africains sont malhabiles dans la protection de cette ressource à cause d'une absence de maîtrise technologique et d'un faible niveau de développement, la Chine a accrue de façon exponentielle l'intérêt géostratégique de l'Afrique à travers sa politique énergétique (*le Monde Bilan géostratégique*, 2011 : 28; Tchokonte, 2011 : 122). La Chine revient en Afrique avec des nouveaux objectifs diplomatico-économiques que sont : la réalisation de son projet géostratégique de devenir une puissance dans le monde et de s'assurer de ses sources d'approvisionnement énergétiques et en ressources naturelles.

La Chine en Afrique

La présence de la Chine en Afrique peut se définir en deux grandes périodes distinctes avec des motivations et les finalités différentes. La première période est celle de la décolonisation des années 1960. Les enjeux de la diplomatie chinoise en Afrique subsaharienne à cette époque sont plus politiques qu'économiques (Bokilo, 2012 : 58). La Chine propose des prêts à taux zéro aux pays africains pour les maintenir sous son influence, mais la tentative chinoise à cette époque est assurément la recherche de sa reconnaissance à l'ONU par la majorité des pays africains (Bokilo, 2012 : 82). Les enjeux de la politique chinoise de l'époque dépassent donc le cadre africain. Pour se constituer des alliés sur le plan international à propos de la question taïwanaise, Beijing a dû donc s'assurer de l'appui des pays très actifs dans le mouvement des non-alignés (MNA) en prônant un discours tiers-mondiste. La Chine articulait ce discours sur une coopération sud-sud luttant contre toutes les formes d'impérialisme (Bokilo, 2012 : 83). En Afrique centrale, le Congo-Brazzaville fléchira à cet effet, et sera l'un des premiers pays africains nouvellement indépendants à établir des relations diplomatiques, de coopération suivies et privilégiées avec la République populaire de Chine (Bokilo, 2012 : 83). Le Congo-Brazzaville reconnaît officiellement la République de Chine à l'Organisation des Nations-Unies et lui apporte son soutien politique indéfectible dans son conflit avec Taïwan (Bokilo, 2012 : 82). En

1963, le Congo-Brazzaville fléchit dans une révolution dont la Chine était accusée directement d'être le principal instigateur par le président déchu. Le Congo-Brazzaville signera dès cet instant les accords de coopération technique et militaire avec la Chine et l'URSS bien qu'étant une rivale géopolitique de la Chine (Bokilo, 2012 : 82). À ce titre, le Congo-Brazzaville bénéficiera d'importants investissements chinois; notant la construction du stade olympique de Brazzaville qui avait abrité les premiers jeux africains de 1965, la construction du palais des congrès (actuel palais du parlement), la construction de la ferme d'État de Kombé au Sud de Brazzaville, la société de textile du Congo, l'Usine de savon du Congo, l'hôpital périphérique de Pointe-Noire, l'hôpital 31 juillet d'Owando, les Palmerais d'Itoumbi, l'Usine d'Allumette de Betou, Office national du commerce du Congo (Bokilo, 2012 : 69 :70) . La majorité de ces industries tombera en faillite après le départ des assistants techniques chinois au début des années 1980. Dans le cadre des relations privilégiées avec la Chine et les pays et l'URSS, le Congo-Brazzaville ira jusqu'à rompre de fait tous les accords de défense et de coopération technique et militaire avec la France (le pays colonisateur), les États-Unis eurent fermé leur représentation diplomatique dans ce pays. En 1968, le Congo-Brazzaville se dote d'un régime communiste (Bokilo, 2012 : 83). Il abritera la plus grande représentation diplomatique chinoise en Afrique subsaharienne (Bokilo, 2012 : 584).

Mais, d'une manière globale, la tentative chinoise d'exporter le communisme chinois en Afrique n'apportera pas les fruits escomptés, les pays Africains se détourneront du socialisme chinois pour s'orienter sous la pression occidentale vers la démocratie parlementaire dans les années 1990 (Boniface, 2012 : 243). Il se distingue deux groupes des partisans sur l'impact de la présence chinoise en Afrique depuis son retour sur le continent depuis la décennie 1990 (Cabestan et al., 2010 : 358). Il y a ceux qui prônent un impact positif et d'autres qui perçoivent un impact négatif.

Les adeptes de l'impact négatif:

Après avoir changé son agenda international et s'être repliée sur elle même, la Chine sera pratiquement absente de l'Afrique dans les années 1980, signe du déclin des relations sino-africaines (Bokilo, 2012 : 12). En 1993, les pays asiatiques confrontés à un modèle de développement qui accélérât la croissance économique et le développement industriel, alors que les structures politiques et sociales n'arrivaient pas à suivre, se réuniront à Bangkok pour

prononcer une déclaration sur des valeurs asiatiques notamment confucéennes garantes de la stabilité, de discipline et d'ordre social par opposition à un Occident faisant valoir l'universalité des droits humains et dont le déclin de la puissance s'expliquerait par son parti pris de l'individualisme et d'hédonisme (Halper, 2010 : 147-148). Le néo-autoritarisme qui selon Halper se substitue au socialisme sans Occident à une modernité postindustrielle également sans Occident, que l'on nomme postmodernité, qui se voit passer pour une « post-accidentalité » en lieu et place du post colonialisme (Halper, 2010 : 147-148).

En 1995, Beijing a renoué de façon active les relations diplomatiques avec l'Afrique, en organisant une conférence des ambassadeurs chinois en Afrique. Elle profite d'une occasion offerte par les donateurs traditionnels (le vide économique laissé par l'Occident sur le continent) pour reprendre du terrain (Cabestan, 2010 : 377). La Chine multipliera des sommets avec les dirigeants africains (*China-Africa Cooperation forum*, CACF) et s'ouvre de nouveau au monde et intègre l'OMC en décembre 2001 (Cabestan, 2010 : 377). Néanmoins, pour faire fonctionner, entretenir et stimuler son importante croissance économique, la Chine a besoin des ressources énergétiques et des matières premières dont regorge l'Afrique (Cabestan, 2010 : 368-367). Toutefois, les économies des pays africains demeurent fragiles

La Chine prendra le contrepied du modèle occidental de développement en Afrique (le consensus de Washington), dans sa nouvelle stratégie de coopération avec l'Afrique. Brice Pedroletti correspondant du *journal le Monde* en Chine écrit « Pékin à l'épreuve de son nouveau rang pour maintenir son statut de première puissance économique dans le monde » (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74-75). La Chine offre des nouveaux partenariats stratégiques fondés sur une coopération économique avec les pays de la CEMAC qui s'articulent autour du respect délicat de la non-ingérence et du rejet de toute légitimité morale des principes universalistes de l'Occident (Bergère, 2013 : 35).

Beijing estime qu'en rien les droits de l'homme ne doivent se situer au-dessus de la souveraineté des États. La Chine se présente donc comme une alternative à la coopération avec les pays occidentaux jugés trop exigeants sur les pratiques démocratiques (Halper, 2010 : 85). Cette politique chinoise de neutralité et de non-ingérence est complétée par l'utilisation quasi symétrique de son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU au profit de son clientélisme en Afrique (Halper, 2010 : 85). En 2013, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir la première

puissance commerciale du monde quatre ans après leur avoir ravi la place de premier exportateur dans le monde (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74-75). Aujourd'hui l'Empire du Milieu joue un rôle central dans l'économie mondiale, la Chine devient le plus important partenaire bilatéral d'un grand nombre des pays en Afrique et dans le monde en développement. Cependant, la montée de la Chine est loin d'être anodine, la quête des marchés de ressources motive en grande partie le déploiement géostratégique de la Chine dans le monde particulièrement en Afrique subsaharienne (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74).

Vues sous l'angle de l'émergence pacifique ou du développement pacifique, la présence et les actions de la Chine sur le continent africain reçoivent d'une part l'assentiment d'une Chine bienveillante, soucieuse d'enrichissement mutuel et en rupture avec le paradigme de la puissance qui s'impose par l'agressivité (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74). D'autre part, une Chine usant d'une démarche assez raffinée consiste à se réfugier derrière les principes consacrés du droit international, que sont la neutralité et la non-ingérence (*Le Monde Bilan géostratégie*, 2013 : 74). Pour Halper, l'attitude chinoise en Afrique s'inscrit dans son habileté et sa capacité à se positionner à travers le « *soft power* », c'est une manœuvre supplémentaire conduisant à la réalisation des ambitions géopolitiques de la Chine (Halper, 2010 : 71). Une fois que ces objectifs auraient été atteints, la Chine pourrait de nouveau abandonner l'Afrique de la même façon qu'elle a procédé lorsque son agenda a changé dans les années 1980 (Halper, 2010 : 71). Cependant, les pays africains furent contraints suite à la chute du mur de Berlin et à la dislocation du bloc soviétique, d'aller vers un système politique de démocratie plurielle et une libéralisation de leur système économique (Charnoz et Severino, 2007 : 83).

Araujo et Cardenal refusent de croire au principe sacrosaint de la non-ingérence prôné par la Chine en Afrique, citant le rôle que joue la Chine dans plusieurs conflits en Afrique notamment au Soudan, en République Démocratique du Congo, en Zambie et ailleurs en Afrique (Araujo et Cardenal, 2013 : 113-114). En 1999, alors que la construction d'un barrage hydraulique au Soudan n'était pas conforme aux critères environnementaux ni aux normes sociales définies par les organismes internationaux, la BM et d'autres organismes de financement refusaient de participer au financement de ce projet au vu de l'impact dommageable qu'il allait causer à l'environnement et à la vie des populations. En plus, l'État soudanais était accusé d'abriter les réseaux terroristes menaçant la paix et la sécurité internationale par le conseil de sécurité des

Nations-Unies (Araujo et Cardenal, 2013 : 113-114). La Chine fera fi de tous ces précédents, et s'engage alors à financer le barrage de Méroé à la hauteur de 1,8 milliard de dollars US alors que le devis initial présenté à la BM s'élevait à 600 millions de dollars US (Araujo et Cardenal, 2013 : 113-114). Araujo et Cardenal soulignent le mépris absolu de la Chine pour l'environnement et sa caution pour les violations des droits des milliers de personnes relogées par la force dans des conditions d'extrême pauvreté en plus de la corruption cautionnée par des entreprises chinoises (Araujo et Cardenal, 2013 : 113-114). Ils estiment que les dictatures en Afrique trouvent en la Chine un soutien du fait qu'elles ne sont pas soumises aux contraintes d'un cadre juridique, institutionnel et moral rigide que l'Occident impose à l'Afrique. La priorité de la Chine en Afrique, reste selon Araujo et Cardenal, la quête et le contrôle des ressources naturelles de l'Afrique, afin de réaliser son projet géostratégique (Araujo et Cardenal, 2013 : 113-114),

Les adeptes de l'impact positif :

Contrairement aux adeptes de l'impact négatif, les adeptes de l'impact positif appréhendent la présence chinoise en Afrique en termes d'opportunités politiques, de déclencheur de développement, de partenariats économiques et de nouveaux joueurs. Abordant ce débat sous un angle idéologique puis économique, Thi Minh-Hoang Ngo, apporte une réponse à ces critiques en proposant une lecture de la Chine contemporaine au regard de son histoire et de sa construction (Thi Minh-Hoang, 2013 : 18). Elle commence par présenter le confucianisme comme une singularité de « l'Empire du Milieu » pour expliquer la conception morale et sociale des relations politiques, économiques et sociales que la Chine entretient désormais avec en général et l'Afrique en particulier le monde (le *tianxia* en mandarin). En Orient, dit-elle, point de Dieu, mais Confucius. Point de religion, mais une philosophie morale et politique. Pour sa part, l'Orient et l'Occident sont des constructions politiques et culturelles qui procurent aux peuples des systèmes d'identification issus de la circulation des hommes et des savoirs à l'échelon mondial (Thi Minh-Hoang, 2013 : 18). Ces circulations, selon elle, engendrent la formation d'aires géographiques et politiques unifiées par des idéologies communes, qui sont aux origines de la mondialisation. Si l'épicentre de l'Occident est Rome, celui de l'Orient est la Chine. L'humanisme confucéen (le *ren* en mandarin) c'est vivre à la fois l'ordre moral et social, être un homme de bien et honnête, c'est faire preuve de piété filiale (attachement à la famille); c'est respecté la hiérarchie et faire montre de la déférence envers le père, le mandarin, le lettré et l'empereur (Thi Minh-Hoang,

2013 : 18). C'est aussi faire preuve de réciprocité à l'endroit de celui qui vous est supérieur aussi bien envers celui qui vous est inférieur dans la hiérarchie sociale. Dans l'ordre social et moral confucéen, les individus ne s'opposent pas de façon frontale, à la confrontation l'homme de bien confucéen préfère le dialogue et l'intercession. À la médiation d'un tiers est préférée au procès comme mode de règlement de conflits (la coexistence pacifique) et chacun est responsable d'application de ces rites (Thi Minh-Houang, 2013 : 17). L'empereur est au centre de l'univers, qu'elle domine par une centralité exemplaire, il ne dirige pas le monde par la puissance armée, mais par des rites (l'empire du Milieu) (Thi Minh-Houang, 2013 : 18). C'est pourquoi, dans ses relations avec les pays subsahariens, qui au demeurant ne sont pas réduites à des simples considérations stratégiques, la Chine plaide pour une diplomatie préventive surtout « opérationnelle ». Autrement dit, la Chine est pour une approche centrée sur les arrangements politiques avec les États, plutôt que sur l'usage d'une diplomatie normative et coercitive, comme le fait très souvent les puissances occidentales en employant la force pour imposer la démocratie et les pratiques économiques coercitives aux pays africains (Bokilo, 2011 : 19).

Dans le cadre du capitalisme globalisé, la Chine redéfinit son orientalité en invoquant son héritage historique millénaire qu'elle présente au monde pour rassurer l'Occident sur sa puissance économique en vertu de son développement pacifique. Cette orientalité se développe autour du concept du consensus de Beijing. La Chine de Deng Xiaoping accepte la technologie et adopte une économie de marché dont l'État reste le principal promoteur. Mais, sur le plan politique, elle refuse d'adopter la démocratie libérale et parlementaire (Duchâtel et Zilbeman, 2012 : 86). La Chine a plus d'un milliard d'habitants, elle ne saurait s'hasarder dans une entreprise libérale fondée sur la théorie dont elle ne maîtrise pas l'issue. Elle recherche l'harmonie à travers une centralité exemplaire, qui n'est pas de l'anarchisme (Thi Minh-Hoang, 2013 : 49; Izraelewicz, 2013 : 232). D'où l'indispensable dissociation entre les libertés politiques et les libertés économiques par elle dans sa coopération l'Afrique.

Pour Bergère citant Deng Xiaoping, la pratique est le seul critère de la vérité, autrement dit l'idéologie ne fait que sanctionner la réalité. La Chine veut régler les problèmes sans se soucier des théories, mais en s'assurant de la stabilité de chaque pierre. « Traverser la rivière en tâtant les pierres », c'est le pragmatisme et le gradualisme chinois » (Bergère, 2013 : 34). La Chine évite de suggérer dans sa coopération avec les pays subsahariens des changements politiques qui

aboutiraient à un contexte institutionnel défavorable. Les dirigeants chinois tiennent avant tout à préserver la stabilité politique et économique des États (Bergère, 2013 : 137).

Pour ce qui est des enjeux, pétroliers Boillot et Dembinski estiment que la nouvelle stratégie chinoise en matière énergétique est justifiable dans la mesure où la Chindiafrique (la Chine, l'Inde et l'Afrique) représente à ce jour la moitié de l'humanité. Il est légitime que ce trio revendique une consommation de 36 millions de barils par jour d'ici 2030, très exactement ce que les pays de l'Organisation pour le commerce et le développement économique (OCDE) (Boillot et Dembinski, 2013 : 234). En fonction de son poids démographique la Chine a des raisons substantielles qui lui poussent à entretenir des réseaux en matière énergétique pour sécuriser ses approvisionnements (Boillot et Dembinski, 2013 : 234).

Pour Cabestan présenter la présence chinoise en Afrique sous un angle foncièrement stratégique, c'est faire preuve d'un sentiment « antichinois » (Cabestan, 2010 : 376). Il articule sur le fait qu'après s'être retrouvé à Beijing avec les chefs d'État africains en 2000 et Addis-Abeba en 2003 le premier ministre chinois Wen Jibao promettait à 34 pays africains de supprimer tout droit de douane sur leurs exportations vers la Chine (Cabestan, 2010 : 377). En 2006, les autorités chinoises annonçaient une hausse importante d'aide au continent noir de l'ordre de 3 milliards de dollars US de prêt d'achats pour les années 2007-2009. Six mois après, cette assistance fut portée à 20 milliards de dollars, dont 7 milliards en projets d'infrastructures. En dépit de la crise financière, Beijing s'est engagé à tripler son aide à l'endroit des pays d'Afrique (Cabestan, 2010 : 377).

Il ressort, de la recension des écrits sur la coopération sino-africaine que la Chine n'arrive pas à s'entendre avec l'Occident sur les normes d'une gouvernance mondiale comme un outil typique pour la résolution des problématiques du développement en Afrique.

Les deux modèles se révèlent désormais être l'expression d'une rivalité divisant le monde en deux pôles géoéconomiques et géopolitiques (G2) entre les États-Unis et la Chine, où chacun forge un discours sur le développement qui reflète ses principes directeurs et ses objectifs de programmes (Battistella et al., 2012 : 242). Pour ainsi dire, les politiques d'ajustement structurel que mènent les institutions multilatérales : la BM, le FMI et l'OMC dans le cadre de la mise en application du consensus de Washington ont été introduites pour tirer les pays de la CEMAC de

l'état de la pauvreté dans un environnement politique et économique international en pleine mutation (Silem et al., 2012: 207). À cet égard, elles ont suscité autant d'espoir que des critiques.

Le consensus de Washington:

La mise en œuvre et le respect des prescriptions du consensus de Washington se déclinent en deux dimensions de mesures: les mesures de stabilisation et les mesures structurelles (Silem et al., 2012 : 207). Les mesures de stabilisation recommandent pour leur part une discipline, une austérité budgétaire et une réduction des dépenses publiques. Cette réduction s'effectue par un rationnement des dépenses et par une suspension des subventions de l'État (Nay et al., 2008 : 91). Elles exigent également la création d'un taux de change stable et compétitif pour favoriser les exportations et un taux d'intérêt réel pour attirer des capitaux étrangers (Paquin, 2008 : 32). Les mesures structurelles, quant à elles, préconisent une ouverture du commerce notamment avec l'abolition des barrières à l'entrée des marchés. Elles prônent également des réformes fiscales et une dérèglementation des marchés financiers dans le but d'encourager les investissements internationaux.

Enfin, les pays qui s'engagent à appliquer le consensus de Washington doivent mettre en œuvre une politique de privatisation tout en renforçant la protection de la propriété privée pour assurer la flexibilité de l'économie (Paquin, 2008 : 32). Cependant, la mise en œuvre et le respect strict de ces deux types de mesures telles que préconisées par le FMI et la BM dans les pays de la CEMAC, comme les programmes d'ajustement structurel renforcé (PASR) n'ont pas toujours fait l'unanimité (Boniface, 2012 : 82-83). Ils ont plutôt suscité deux tendances. Une première tendance estime que le meilleur moyen pour aboutir à une croissance économique durable c'est d'aller vers un système économique du libre-échange associé au nouvel institutionnalisme économique (NIE), et une autre tendance pense que l'intervention de l'État est incontournable dans la recherche de la croissance économique dans un pays (Boniface, 2012 : 82-83).

Les adeptes des principes du nouvel institutionnalisme économique (NIE) :

Guellec, économiste principal de l'OCDE, définit la croissance économique comme une augmentation durable de la production par tête d'habitants caractéristique des pays occidentaux sur les deux derniers siècles. Cependant, il se pose un certain nombre de questions. Quels sont les mécanismes à mettre en œuvre pour parvenir à la croissance économique? Quels sont les

facteurs de croissance? Enfin, quel est le rôle que doivent jouer les entités institutionnelles telles que les entreprises, le marché et l'État pour parvenir à une croissance économique durable ? Ces questions, nous renvoient non seulement aux théories de la croissance, mais elles mettent également en avant le rôle clé joué par l'innovation technologique et non technologique (Guellec et al., 2013 : 3). Si les théories ne répondent pas directement à la question sur la durabilité de la croissance, elles doivent au moins mettre en place un cadre normatif dans lequel cette durabilité doit être analysée (Guellec et al., 2013 : 30). Il est organisateur, délimite le terrain des négociations, fixe les engagements, souscrit et désigne à défaut de toujours sanctionner les comportements déviants (Devin, 2013 : 96 -97). Dupuy abonde dans le même sens que Devin. Selon lui, les flux des capitaux et des services entre pays industrialisés et les PED présentent un intérêt économique considérable pour les uns et les autres. Aux premiers, les investissements dans les pays encore peu suffisamment développés offrent l'accès direct aux matières premières, à une main d'œuvre locale peu onéreuse et à l'ouverture des nouveaux marchés. Aux seconds, ils assurent l'apport des capitaux, mais également la technologie indispensable pour réussir leur démarrage économique et consolider leur croissance. Les enjeux en présence ont rendu la question de la réglementation internationale des investissements étrangers sur les territoires des pays en développement décisive pour éviter les dérives d'expropriation des investisseurs privés par les États (Dupuy, 2008 : 745-746).

Salim, estime pour sa part que le NIE développe une analyse qui permet d'expliquer le succès économique de l'Occident (Salim et al., 2012 : 580). Les institutions et leur évolution sont la clé de la performance des économies, c'est-à-dire de la croissance d'un point de vue occidental. La révolution industrielle s'explique par la mise en place progressive des institutions adaptées, propres à contenir la montée de coûts de transactions qui accompagnaient la division du travail (Salim et al., 2012 : 580). Lorsque les marchés s'élargissent, les relations économiques deviennent impersonnelles. Il faut donc protéger les contractants des fraudes, des abus et autres pratiques dissuasives par un arsenal institutionnel notamment juridique (Salim et al., 2012 : 580). Les mesures du NIE servent à équilibrer les échanges commerciaux dans la théorie traditionnelle du libre-échange permettant aux pays de se spécialiser conformément à leurs avantages comparatifs. Les ressources seront donc utilisées aux mieux de manière à maximiser le produit global et les niveaux de vie (Salim et al., 2012 : 580). Les pays peuvent donc tirer profit de la

différence des techniques de production ou des dotations factorielles et stimuler les innovations technologiques.

Malheureusement, les économies des pays de la CEMAC sont restées fortement spécialisées sur les matières premières. À cela, s'ajoute la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 (Ondji'Toung, 2009 : 70). La dévaluation était indispensable comme mesure de stabilisation puisqu'elle allait avoir un effet d'entraînement tel que l'accroissement des exportations par la baisse des prix des produits et la baisse des importations du fait de l'accroissement des prix des produits d'importation (Ondji'Toung, 2009 : 70). Mais, c'est l'effet contraire qui s'est produit. Le système productif des pays de la CEMAC n'a pas répondu diligemment à cet ajustement et aux différentes réformes institutionnelles engagées sous cette dictée du FMI et de la BM (Nay et al., 2008 : 91). Les PASR ont alors produit des effets pervers bien que la BM ait consenti des efforts allant dans le sens du freinage de l'effondrement des principaux secteurs d'importation dans ces pays à travers les programmes de relance économique (PRE) et les mécanismes de financement élargi (MFE) (Bokilo, 2012 : 77). La BM a engagé environ 18 milliards de dollars US sous forme de ressources supplémentaires ou de remises des dettes entre 1991 et 1994 (Unicef, 1992 : 32).

Hugon, pose une question d'opportunité dans un contexte de faible valorisation des matières premières et des taux d'intérêt élevés (Hugon, 2013 : 47). Les rééchelonnements successifs de la dette des États et l'accès aux crédits pour honorer les intérêts ont conduit à une accumulation des arriérés qui ont déplacé « la bosse de la dette » entre 1992 et 1995. Les pays les plus touchés furent le Cameroun, le Congo-Brazzaville et le Gabon dont la majorité des recettes publiques dépendent de la vente du pétrole. Le Congo-Brazzaville était en situation de cessation des paiements (Hugon, 2013 : 47). Le FMI et la BM firent l'objet des critiques quand on constata que ces programmes ne produisaient que des résultats modestes tout en ayant des effets sociaux désastreux sur des larges fractions de la population (Nay et al., 2008 : 10). En d'autres termes, les crises financières intérieures se sont longtemps manifestées par le déficit de la balance des paiements. La logique de l'économie de rente et la faiblesse de gain de productivité ont conduit les pays de la CEMAC vers une perte continue de leur « compétitivité extérieure » (Hugon, 2013 : 40). Ces économies dépendaient tellement de la dynamique économique extérieure, notamment occidentale, qu'elles se sont retrouvées marginalisées vis-à-vis des principaux centres moteurs de l'économie internationale. Le déficit chronique de la balance des paiements et des

finances publiques a fait perdre à l'APD son sens réel. Elle est devenue davantage une aide aux programmes macroéconomiques plutôt qu'une aide au « projet » (Hugon, 2013 : 48; Batistella, 2012 : 7). Elle sert désormais, par le biais des fonds de « compensation », à desserrer les contraintes de devises ou à assurer le financement des dépenses budgétaires minimales des États pour leur éviter la faillite. Cette façon de procéder conduisait pratiquement à la mise sous tutelle du FMI et BM de ces États (Charnoz et Severino, 2007 : 16-17). Un constat de la part du FMI et de la BM a fait savoir que les multiples aménagements et restructurations de la dette des pays de la CEMAC n'ont pas pu assouplir les difficultés dues à leur surendettement. Cette situation devenait d'une part une menace pour la stabilité financière internationale et d'autre part une nécessité pour ces pays de poursuivre les réformes structurelles entreprises pour redresser durablement leurs économies afin d'intégrer de façon compétitive l'économie mondiale (Deblock et Aoul, 2001 : 162).

Il fallait donc abandonner le sentier battu de la standardisation pour aller vers les conditions plus diligentes et adaptées à chaque État pour lier le réaménagement de la dette aux réformes entreprises afin de les intégrer tous dans une perspective de développement meilleure (Deblock et Aoul, 2001 : 162). Les États devaient formuler un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) sur la base d'un processus participatif avec la société civile visant à promouvoir une gouvernance favorable aux pauvres et aux autres couches vulnérables de la société au sommet du G7 de Lyon en septembre 1996 et à celui de Cologne tenu en juin 1999 (Charnoz et Severino, 2007 : 20). On est donc passé des PRE au document stratégique de lutte contre la pauvreté (DSRP) (Deblock et Aoul, 2001 : 177). Le but de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (l'IPPTE) est de suggérer une démarche durable et cohérente pour la seconde moitié de la décennie 1990 et les années 2000 (Deblock et Aoul, 2001 : 167). Il est vrai que l'IPPTE relève d'une démarche tout à fait singulière, mais il n'en demeure pas moins qu'elle obéit à un processus qui soumet les pays bénéficiaires aux conditionnalités du FMI et de la BM. Pour bénéficier de l'IPPTE, un pays doit faire face à une dette insupportable (au vu du ratio dette exportation), après l'application des mécanismes habituels d'allègement de la dette, c'est-à-dire les FASR convenu au sommet de G7 de Naples en Italie en juin 1994 (Deblock et Aoul, 2001 : 173). Les pays bénéficiaires doivent être membre de l'Association internationale du développement (AID) pour bénéficier des crédits aux taux strictement concessionnels (Deblock et Aoul, 2001 : 167).

Les adeptes d'un État l'interventionniste:

Susan George a fustigé la démarche du tandem FMI et BM, elle pense qu'on ne peut pas faire reculer la pauvreté quand les inégalités sont fortes et s'aggravent à cause du fait que l'État ne peut plus assurer le fonctionnement des services publics à la base et se désengage du secteur productif (George, 2010 : 131). Elle entend bien connaître l'opinion de ces institutions sur certains repères que sont la gestion et l'efficacité de l'APD. Pour Susan George, 90 % des prêts consentis au pays de la CEMAC proviendraient des sources publiques et des institutions multilatérales, seulement le montant des prêts consentis aux États ne correspond pas aux avenants sur le terrain. Plus de 60 % des financements sont retenus dans les processus d'octroi de crédit et une autre partie des fonds est détournée par une élite locale corrompue. Au demeurant, ces montants sont gardés dans les banques occidentales (George, 2010 : 141). Les cas typiques sont ceux des biens mal acquis des chefs d'État du Congo-Brazzaville, du Gabon et de la Guinée Équatoriale (Harel, 2006 : 126). Pour Susan George, les politiques néolibérales administrées depuis plus d'une décennie dans les pays de la CEMAC constituent un double crime dans la mesure où il manque de transparence sur l'utilisation des fonds et aussi parce que les notes financières qu'elles engendrent restent dans les livres de la comptabilité publique et de la banque centrale des États pour être remboursées par les contribuables alors qu'elles n'ont pas souvent de contrepartie réelle dans les États emprunteurs (George, 2010 : 141). Les intérêts des sommes empruntées dont 60 % ont instantanément quitté le pays seront ainsi remboursés par des imputations dans les budgets de la santé, de l'éducation et par des sacrifices consentis par des simples citoyens (George, 2010 : 141).

Pour Jacques Forget, le FMI et la BM se contentent des livres comptables que leur présentent des États dans le cadre du suivi de ces programmes, alors que ces comptes ne sont ni audités ni certifiés, ceux-ci sont par contre truffés du faux par le biais d'une comptabilité créative. Le FMI et la BM décident souvent des questions du développement dans les pays de la CEMAC sur des informations erronées (Forget, 2005 : 26).

Bénassy-Quéré, pour sa part, estime que les théories libérales traditionnelles recommandent le libre-échange mais ne disent rien sur le lien entre le commerce international et la croissance. D'autres facteurs qui n'ont rien à avoir avec le commerce international peuvent expliquer la croissance ou la récession d'une économie (Bénassy-Quéré et al., 2013 : 14). Cette précision est,

selon elle, d'autant plus importante qu'il est nécessaire de s'interroger sur la validité empirique de la démarche prescrite par des institutions multilatérales. Parlant toujours des croisés du néolibéralisme, Jean Ziegler ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, pointe du doigt le gouvernement américain et ses alliés traditionnels d'être derrière le FMI, la BM et l'OMC pour penser que le droit à l'alimentation est une aberration (Ziegler, 2011 : 155). Pendant que les PAS recommandent la suspension des subventions dans le secteur agricole dans les pays de la CEMAC, plus 80 % de la transformation et du commerce d'un certain nombre des produits agricoles se retrouvent entre les mains des oligopoles occidentales. Par exemple, six (6) sociétés occidentales concentrent quelque 85 % du commerce des céréales, huit (8) se partagent plus de 80 % de vente mondiale du café et du cacao et trois (3) se répartissent 80 % de la vente des bananes (Ziegler, 2011 : 155). Les mêmes sociétés, selon Ziegler, assurent l'essentiel du transport, de l'assurance et de la distribution des biens alimentaires. Dans la bourse des matières premières agricoles, leurs courtiers fixent les prix des principaux aliments. En demandant aux pays de la CEMAC d'ouvrir leurs marchés à l'international, les petits producteurs agricoles de ces pays ne peuvent pas se livrer à cette concurrence déloyale et survivre face à ces géants de « l'agrobusiness » (Ziegler, 2011 : 155). Le FMI, la BM et l'OMC se soumettent plutôt aux intérêts des firmes multinationales qu'à ceux des communautés pauvres. *À contrario*, la lutte contre l'extrême pauvreté devient un leurre puisque le Programme alimentaire mondiale (PAM), le Fonds des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) ne jouent plus qu'un rôle résiduel par rapport à ces organismes subsidiaires (Ziegler, 2011 : 155; Berr et Combarnous). Abordant la question sanitaire, Ziegler dit qu'il faut admettre que les chefs d'État occidentaux n'ont pas le monopole de l'indifférence et du cynisme. Quand on sait que dans l'ensemble des pays subsahariens 265.000 femmes meurent chaque année par faute de soins prénataux et le montant des soins primaires dans ces pays oscille entre 15 et 18 euros, les leaders occidentaux encouragent l'imputation des budgets de la santé et de l'éducation dans les pays de la CEMAC, alors que dans les pays de l'Union européenne les gouvernements dépensent en moyenne annuelle 1250 euros par personne (Ziegler, 2011 : 87).

Aux antipodes de la démarche néolibérale surgit un nouveau modèle. La Chine propose aux pays de la CEMAC une nouvelle forme de coopération dite stratégique basée sur un autre discours de politique étrangère à savoir les cinq principes de la coexistence pacifique conduisant à une exploration mutuelle des politiques de développement dans l'opinion publique internationale.

Le consensus de Beijing:

Avant d'être un modèle de développement économique qui dissocie les libertés politiques et économiques, le consensus de Beijing est d'abord une expression du déploiement des ambitions géostratégiques et géoéconomiques de la Chine (Halper, 2010 : 12). Ce qui n'est pas loin de la vérité, puisque dans le cadre de la politique chinoise de l'Afrique, les expérimentalistes chinois se sont interrogés sur les réelles motivations des politiques du libre-échange dans les pays de la CEMAC notamment sur les questions de la concurrence imparfaite, de l'organisation industrielle, du rôle de l'institution de change dans l'exercice du pouvoir de marché. La Chine pense que les politiques commerciales doivent soutenir les changements structurels nécessaires sans les imposer (CPII, 2012 : 52). Les pays de la CEMAC disposent du pétrole et des matières premières dont la Chine a besoin pour sécuriser ses approvisionnements. Cependant, le manque d'infrastructures et des réseaux de transports est une caractéristique du sous-développement des pays de la CEMAC, qui rend inaccessibles ces ressources et les marchés locaux peu communicants (Hugon, 2012 : 32). La Chine est également d'avis que le taux de change représente un élément important dans la promotion des exportations, mais l'amélioration des exportations passe par des investissements publics préalables (Bergère, 2013 : 212). Les pays de la CEMAC souffrent d'un manque crucial de l'épargne intérieure (Ondji'Toung, 2009 : 50). Mais, pour la Chine, la recherche de la sécurité concerne aussi la protection contre l'instabilité financière. Les crises financières et différents scandales financiers ont conduit le gouvernement chinois à construire un modèle de globalisation financière alternatif à celui du Wall Street. C'est le modèle de la finance administré à partir des crédits bilatéraux à long terme pour construire des infrastructures, les barrages hydroélectriques, les réseaux de télécommunication. Pour les gouvernants chinois cette politique est complétée par une habileté d'aide aux pays pauvres contrairement à la démarche de la BM et d'autres donateurs occidentaux. Sa contrepartie dans cette démarche est la projection du déploiement des entreprises chinoises assurées d'avoir des marchés dans la sphère compétitive internationale (CPII, 2013 : 52).

La pratique financière chinoise s'accompagne d'une diplomatie préventive et dynamique. Car, plus la présence des entreprises chinoises est suivie de nouvelles formes d'implantation des populations chinoises, plus elle devient complexe à gérer. Les entreprises chinoises investissent également dans l'exploitation et la transformation du bois, dans les télécommunications et dans les activités pétrolières (Bokilo, 2012 : 128). Les Chinois sont nombreux dans le secteur du commerce telle que la distribution du textile dans les pays de la CEMAC. Les représentations diplomatiques sont donc appelées non seulement à piloter les programmes traditionnels de coopération, mais elles se chargent également de conseiller les entreprises chinoises désireuses d'investir dans la région, d'encadrer la main d'œuvre chinoise et aussi à protéger leurs ressortissants dans les zones à risque (Cabestan, 2010 : 378).

Les adeptes de l'impact positif du Consensus de Beijing :

Il est difficile pour la Chine de s'engager dans un partenariat économique sans avoir fait un état des lieux sur les besoins de développement de chaque État partenaire. Elle signe des partenariats stratégiques de coopération économique, qui se déclinent en accords-cadres pour faire progresser cette nouvelle forme de collaboration sur la base de cet état des lieux. Les accords signés pour la construction des infrastructures, par exemple, comprennent des clauses précises telles que : l'exonération des droits de douanes et des taxes sur les matériaux, les machines et autres équipements fournis par la partie chinoise; la fourniture des produits de substance, des produits pharmaceutiques et de protection de travail nécessaires au personnel chinois durant leur séjour dans un pays de la CEMAC; la fourniture à titre gracieux de l'eau, de l'électricité et du téléphone; l'assistance de la partie chinoise dans l'acquisition des matériaux locaux destinés aux projets; la sécurité des lieux d'exécution des travaux (Bokilo, 2012 : 19).

Halper, quant à lui, estime que la Chine dispose d'énormes moyens financiers qui lui permettent de mener une politique d'assistance en faveur des pays de la CEMAC pour leur permettre de s'émanciper du modèle occidental. La Chine a un agenda caché dès lors qu'elle poursuit son implantation méthodique en Afrique à travers une tradition de partenariat économique calquée sur son propre modèle de croissance (Halper, 2010 : 70-71).

Pour Halper, la croissance asiatique était engendrée par l'usage d'une main d'œuvre peu onéreuse, une monnaie sous-évaluée, des subventions publiques importantes pour atteindre la

compétitivité des exportations sur le marché international, les ressources humaines hautement qualifiées, la création des fonds souverains pour auto-financer son développement industriel interne. Elle s'accompagnait aussi d'un niveau élevé des investissements directs étrangers suivis des mesures fiscales incitatives (Halper, 2010 : 31). Il fallait pareillement mettre l'accent sur l'éducation et assurer la consolidation du marché intérieur en mettant l'accent sur le développement de l'outil productif (construction des routes, des ports, de ponts, des chemins de fer, des barrages hydroélectriques, des écoles...). En revanche, cette croissance économique s'est faite sous les auspices d'un corps de règles politiques dictatoriales et une capacité à exporter sur les marchés des pays occidentaux (Halper, 2010 : 31).

Cependant, la Chine se fait rembourser parfois par le troc, une pratique que l'économie politique internationale n'avait pas prise en compte jusque-là. En plus de cela, les investissements chinois sont compensés en matières premières et ne s'accompagnent pas d'un transfert technologique. Cette pratique affecte l'évidence des relations chinoises avec les pays de la CEMAC. Les entreprises chinoises sont parfois contraintes à gérer une multitude des conflits sociaux découlant de leur style de management, qui prend parfois des dimensions politiques en faisant intervenir des autorités locales en leur faveur. Ces pratiques mettent en mal le principe dit de non-ingérence (Cabestan; 2010 : 379)

Pour Faujas, la branche financière de la banque de Chine (*exim bank*), dans le cadre du consensus Beijing, a financé 259 projets d'investissement entre 2010 et 2013 pour 10 milliards de dollars US dans les pays subsahariens, dont le Congo Brazzaville recevrait la plus grande part dont 80 % en logement et aux travaux publics (*Le Monde Bilan Géostratégie*, 2013 :75). Si autrefois c'était le vote africain au conseil de sécurité de l'ONU qui préoccupait la Chine, aujourd'hui, le souci de la Chine est devenu la sécurisation de ses approvisionnements. Elle a signé des contrats d'exploitation minière avec le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Le FMI et la BM reconnaissent d'ailleurs l'appétit de la Chine pour les matières premières et la hausse des cours qui en résulte (Bergère, 2013 : 212).

Les opposants au consensus de Beijing :

Il y a un certain nombre d'auteurs qui ne croient pas à la pérennité du modèle chinois. Le premier est l'économiste et homme politique turc Devis Kemal. Ce dernier estime que malgré sa forte croissance économique, la Chine n'a pas le meilleur indice du développement humain (IDH) dans le monde. Elle affiche aussi souvent un appauvrissement des groupes vulnérables lié à un manque de travail décent (*Le Monde Bilan économique*, 2011 : 18). Delage avertit sur le danger de l'emballement planétaire que véhicule le consensus de Beijing à travers un processus d'industrialisation non écologique (Delage et al., 2013 : 110-111). Il est de plus en plus probable que le scénario chinois dans le prochain quart de siècle ne sera ni soutenable ni durable.

Pour susciter l'adhésion du plus grand nombre au concept de « la société harmonieuse » dont aspire la Chine implique aussi de la responsabilité. L'empire du Milieu devra travailler pour stabiliser les cours mondiaux du pétrole rendus très volatiles par l'intensité de sa capacité de consommation industrielle et sa forte croissance de l'usage des automobiles. Les politiques publiques menées par la Chine tant au niveau local qu'international devront également concourir vers un équilibre social et le sens de la justice selon la conception confucéenne de l'humain (*ren*), où tous les citoyens doivent trouver leur compte et avoir les intérêts communs à l'endroit des institutions publiques pour pouvoir les respecter. Les conflits sociaux doivent être résolus selon les normes qui suscitent l'adhésion de tous. L'empreinte écologique des activités économiques doit être proportionnelle aux capacités de renouvellement des ressources naturelles (CPII, 2013 : 38-39). Ce qui n'est pas encore le cas.

Critique de la littérature :

20 ans après la chute du mur de Berlin et la dislocation du bloc soviétique, les économies des pays de la CEMAC oscillent de plus en plus entre la construction d'une dynamique émergente et le maintien dans la pauvreté. Alors qu'à la fin de la guerre froide est apparu un monde moins polarisé et peu enclin aux conflits où les pays de la CEMAC pensaient profiter des dividendes de paix dans le monde. Ces pays entrevoyaient quelques motifs d'optimisme avec le consensus de Washington. Ce modèle de développement socioéconomique soulignait la nécessité pressante d'une autre stratégie de développement pour ces pays afin de les sortir de l'état de pauvreté. Un accord pratiquement universel s'est fait sur la nécessité de se concentrer sur un développement à

long terme et les objectifs de politique économique en Afrique. Le consensus Washington voulait mettre fin à de lourdes pertes et faire avancer les discussions sur le développement des pays de la CEMAC. De ce fait, il exigeait un gouvernement fort, transparent et bénéficiant d'une légitimité politique issue d'une large base. La nouvelle stratégie devra trouver le moteur de la croissance dans la refonte des institutions et le développement du commerce international sur la base d'une expérience capitalisée (Unicef, 1992 : 8)

Mais, le passif politique, économique, social et culturel ne prêtait pas à accompagner vigoureusement les réformes engagées. Il appartenait donc à la BM dans son rôle de partenaire de développement d'aider les pays de la CEMAC à spécialiser leurs économies sur la base des expertises capitalisées de façon à donner un sens aux réformes engagées. Le rôle de la BM était celui de produire des analyses pour assurer l'amélioration de la production autre que minière et pétrolière. Mais, son rôle a en revanche évolué vers l'expertise des chiffres dans l'application des mesures structurelles du consensus de Washington (Berr et Cambarnous, 2011 : 3). L'action de la communauté internationale en matière d'allègement de la dette, des accords sur les produits de base, d'accroissement de l'APD et de l'IDE a été annihilée. La BM, dont le rôle est beaucoup plus opérationnel et ancré dans les processus, tire sa légitimité de la connaissance du terrain et de la compréhension des métiers (la spécialisation des États), n'a pas tiré la sonnette d'alarme à temps sur le fait que les mesures de stabilisation macroéconomique réussissaient dans les pays de CEMAC, tandis que la croissance économique et l'élimination des goulets d'étranglement structurels n'étaient pas au rendez-vous. La privatisation des entreprises publiques, suggérée par le FMI dans le cadre d'application des mesures structurelles du consensus de Washington qui aurait dû être un levier de la croissance, a rarement apporté le résultat escompté à cause de l'absence d'un secteur privé local dynamique et largement développé. La privatisation a plutôt transféré des actifs importants existants dans les pays de la CEMAC entre les mains des filiales de grandes firmes multinationales dont les finalités d'action n'ont pas toujours été alignées avec les programmes de développement socioéconomique des pays de la CEMAC. La BM aurait plus à s'impliquer dans ces pays en dotations d'expertise aux gouvernements, d'autant plus qu'elle est considérée comme un partenaire au service de l'amélioration continue des performances des projets. Il lui fallait donc mettre l'accent sur la réforme et la rationalisation des entreprises parapubliques que sur leur seule privatisation. L'IDE a encouragé des importations alors qu'il devrait être une contribution en capital susceptible d'impulser et de développer les autres secteurs

d'exportations dans les pays de la CEMAC. La BM en partenariat avec les gouvernements des États a mal coordonné l'intervention d'acteurs multiples qui au demeurant ont chacun une histoire, une expérience de compétences et de finalités différentes.

La littérature semble nous faire comprendre que le consensus de Beijing est le meilleur modèle de développement socioéconomique pour les pays de la CEMAC. Seulement, nous allons vous démontrer dans le chapitre 4 portant sur le traitement et l'analyse des données que cette assertion est purement conceptuelle. Les choses sont plus mitigées surtout sur le plan de la gouvernance où ces pays ont vraiment reculé.

En somme, on a assisté à une gouvernance des États dans la zone de la CEMAC orientée vers le mode de création de la valeur actionnariale. Il y avait donc une nécessité pour les gouvernements à maîtriser les résultats à court terme, ce qui conduisait vers une intensification des chronogrammes d'activités des gouvernements (des programmes d'action gouvernementale). Contrairement à ce qui avait été pensé, les réformes institutionnelles qui devraient intensifier la circulation de l'information et accroître l'équité n'ont pas conduit à moins de chiffres pour plus d'analyse, mais plutôt à plus des chiffres et moins d'analyse.

Aux antipodes de cette vision verticale se trouve la Chine qui a fait son entrée comme nouveau joueur dans le processus de développement des pays de la CEMAC. Elle développe des marchés financiers de gré de gré dans les pays de la CEMAC (*over the counter : OTC*) qui laissent la place à un paternalisme économique. Nous avons donc bâti une grille d'analyse (un instrument de mesure des graphiques) pour comprendre ce qui s'offre à nous pour répondre à la question de recherche. Il nous faut donc creuser pour affirmer ou réfuter si les efforts d'investissement chinois ont plus d'impact sur la croissance et la redistribution des richesses dans les pays de la CEMAC que le développement de la régulation juridico-financière associé à l'approche libérale.

Chapitre 4: Analyse des données:

Comme nous l'avons souligné, la présente analyse des données se réfère à l'analyse économique du droit (AED). Elle donne à comprendre si le nouvel institutionnalisme économique, c'est-à-dire l'amélioration de l'environnement légal et institutionnel et l'ouverture économique, tel que suggéré par le consensus de Washington dans les pays de la CEMAC ont conduit vers les résultats économiques et sociaux plus efficaces que ceux qui ont prévalu dans certains États de la CEMAC après l'adoption, par ceux-ci, du consensus de Beijing comme nouveau modèle de développement socioéconomique. Nous entendons par gain d'efficacité, l'attrait des investissements directs étrangers et leur effet sur la valeur ajoutée industrielle et l'amélioration du bien-être des populations. Autrement dit, nous allons mesurer l'impact de l'ensemble des mesures du consensus de Washington sur la gouvernance, la croissance du PIB, l'intensité des capacités technologiques dans l'industrie et sur l'amélioration de l'Indice du développement humain (IDH), qui est une expression de l'amélioration du bien-être des populations (Sen, 1995).

Puisqu'il s'agit d'une comparaison, la même démarche est appliquée aux accords de partenariats économiques et stratégiques signés entre la Chine et les pays de la CEMAC. Nous allons confronter les enchaînements des mesures des consensus de Washington à partir de 1991, date à partir de laquelle, l'application des mesures prescrites par le FMI et la BM était devenue effective pour la relance de la croissance économique des États de la CEMAC, jusqu'en 2003, année de référence à partir de laquelle certains pays de la CEMAC ont adopté le consensus de Beijing comme modèle de développement économique et social (les stocks d'investissement Chinois sont devenus effectifs et opérationnels dans les pays de la région). La problématique de notre recherche étant de savoir lequel des deux modèles présente plus d'habiletés pour aider les pays de la CEMAC à sortir de la pauvreté, la configuration de la politique macroéconomique choisie par chaque pays afin de définir sa diplomatie financière est le critère prépondérant qui a présidé à notre choix, pour scinder les pays en deux groupes : le groupe de ceux qui ont continué à appliquer le consensus de Washington comme modèle de développement économique et social et le groupe de ceux qui ont adopté, à partir de 2003, le consensus de Beijing comme nouveau modèle de développement économique et social. Loin de nous, l'idée de faire croire que ces pays ont arrêté toute coopération avec le FMI et la BM. À l'exception de la Guinée Équatoriale, tout le reste a continué à coopérer avec les institutions de Bretton Woods (le FMI et la BM) dans

l'application de mesures de stabilisation visant à atteindre le point de décision dans le cadre de l'IPTE (Deblock et Aoul, 2001 : 65), essentiellement, pour obtenir l'annulation de leurs dettes extérieures antérieures. Mais, dans le cadre d'application des politiques de relance économique et sociale certains pays ont changé complètement de trajectoire en appliquant le modèle chinois (voir tableau 4)

Tableau 4 : périodes effectives d'application de chaque consensus par les États

Pays	Année	Consensus
Cameroun	1991-2002	Washington
	2003-2011	Washington
Centrafrique	1991-2002	Washington
	2003-2011	Washington
Congo-Brazzaville	1991-2004	Washington
	2005-2011	Beijing
Gabon	1991-2002	Washington
	2003-2011	Beijing
Guinée-Équatoriale	1991-1993	Washington
	2003-2011	Beijing
Tchad	1991-2006	Washington
	2007-2011	Beijing
Sources : Banque Mondiale, Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine		

Le point de convergence entre les deux modèles étant l'atteinte de la croissance économique et la redistribution de celle-ci, nous avons donc configuré les données en mettant la croissance économique à la première place. Cette configuration, nous permet de mener des analyses quantitatives en relation avec une typologie opérationnelle qui nous procure une visibilité sur la production pétrolière et les besoins de capitaux extérieures de chaque État afin de percevoir les raisons d'intervention des différents acteurs relativement aux fondements de chaque modèle de développement socioéconomique et d'en évaluer l'impact sur le comportement des variables de développement politique économique et social des différents États de la CEMAC. À cet effet, une

base des données a été préalablement conçue à partir de diverses sources rassemblant 16 variables agrégées : d'indicateurs de développement économique et financier, industriel, politique et social. Une méthodologie d'évaluation du développement financier et de l'environnement légal caractéristique du consensus de Washington a été établie, c'est-à-dire celles qui représente dans une perspective néolibérale l'ensemble des conditions d'accès à la croissance et au développement. Les six dimensions du consensus de Washington sont : l'accessibilité du système financier aux agents économiques (AC), le fonctionnement des institutions d'encadrement et de régulation (QR), la stabilité macroéconomique et financière (STE), le degré de libéralisation de l'économie (LI), le niveau de stabilité politique des États matérialisé par l'indice de gouvernance démocratique (GD) et, enfin, l'aide publique au développement (APD). Le tableau 5 présente de ce fait les six dimensions d'analyse quantitative des variables caractéristiques du consensus de Washington, leurs signes leximétriques, leurs définitions et les indicateurs retenus pour chacune d'elle.

Tableau 5: variables caractéristiques du consensus de Washington

Dimension	Signe leximétrique	Définition	Indicateurs
Accessibilité	AC	Mesure la capacité des différents agents économiques à accéder à l'offre des produits financiers	Crédit intérieur fourni par le secteur bancaire (% du PIB)
Qualité de la régulation	QR	mesure l'efficacité des institutions juridiques (Climat des affaires)	Indice de la solidité des garanties juridiques
Stabilité	ST	Mesure la capacité de résilience du système financier national (la stabilité macroéconomique et financière)	Actif de la Banque cent. /PIB -Inflation
Libéralisation	LI	Mesure le niveau d'ouverture d'une économie aux capitaux étrangers	IDE/PIB
Gouvernance démocratique	GD	Mesure le niveau de la stabilité politique d'un pays	Indice de démocratie globale
Aide publique au développement	APD	L'APD désigne les prêts dont l'élément de libéralité est d'au moins 25 % (calculé à un taux d'escompte de 10 %).	L'APD en pourcentage du PIB
Source : calculs réalisés à partir des données du World Development Report et du Global Finance (BM), de l'International Financial Funds Statistics (FMI) et de Perspectives Monde.			

En second lieu, nous avons mis au point une méthodologie d'évaluation de l'impact des stocks d'investissement chinois (SIC) dans les différents États de la CEMAC. Ils sont, par leur importance, l'expression de l'application du capitalisme d'État (de l'intervention de l'État dans les chantiers névralgiques du développement) lorsqu'ils rebondissent avec un pourcentage assez considérable dans leur rapport au produit intérieur brut (SIC/PIB) pour démontrer leur part dans la création de la richesse nationale (croissance économique), sans quoi, ils sont l'expression d'une compétitivité économique liée à l'application d'une politique d'ouverture économique lorsqu'ils rebondissent avec un pourcentage considérable dans leur rapport au stock global d'investissements directs étrangers (SIC/IDE) dans chaque État. Quatre dimensions ont été établies pour mesurer la création de la croissance économique dans les pays de la CEMAC dans une perspective de la mixité entre un interventionnisme d'État dans les chantiers névralgiques du développement et libre commerce recommandé par le consensus de Beijing. Les six dimensions d'analyse du consensus de Beijing sont : l'importance des stocks d'investissement chinois (SIC), la profondeur du système financier (PFR), la part des SIC dans la création de la richesse nationale (SIC/PIB), la compétitivité des SIC par rapport au stock d'Investissements directs étrangers. Le tableau six présente les quatre dimensions du consensus de Beijing, leur signe leximétrique, leur définition et les indicateurs retenus pour chacune (tableau 6).

Tableau 6: variables caractéristiques du Consensus de Beijing

Dimension	Signe leximétrique	Définition	Indicateurs
Stocks Investissement chinois	SIC	Mesure l'importance des capitaux chinois dans le système économique des États	Stock d'investissement chinois
Croissance	SIC/PIB	Mesure la part des investissements chinois dans la création de la richesse nationale	Stock d'investissement chinois/produit Int. Brut
Compétitivité	SIC/IDE	Mesure la compétitivité des stocks d'IDE chinois par rapport aux stocks d'IDE global dans un pays	Stock d'investissement chinois/Investissement direct étranger
Profondeur	PFR	Mesure l'importance des capitaux apportés par le système financier à l'économie	Indice sur la profondeur de l'information relative au crédit
Sources: Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC), calculs réalisés à partir des données du World Development Report et du Global Finance (BM), de l'International Financial Funds Statistics (FMI).			

Les deux modèles soutiennent deux types visions diamétralement opposés. L'un conçoit l'orientation des politiques d'aide internationale au développement sur les mécanismes de régulation des intérêts cherchant à concilier des principes d'efficacité de gestion publique aux objectifs de renforcement de démocratie et analyse des politiques publiques pour rendre attractifs les États à l'IDE. Pour le FMI et la Banque Mondiale, l'atteinte aux droits fondamentaux, l'insécurité des systèmes juridiques et la concentration des pouvoirs politiques constitueraient des obstacles insurmontables pour le développement. Par contre, le consensus de Beijing propose une forme d'État néo-utilitaire (interventionniste) dans les secteurs névralgiques du développement tout en sauvegardant l'ordre politique et social ainsi que la tradition culturelle en place.

En troisième lieu, nous avons établi six dimensions de variables d'évaluation d'impact des deux consensus qui sont: le degré de liberté face à la corruption (LFC), la valeur ajoutée industrielle (VA), la dette extérieure des États (DE), la croissance économique (Crse), l'indice du développement humain (IDH) et, enfin, la valeur des exportations pétrolières (VEP), les plus pertinents pour chacune des dimensions établies ont été sélectionnés dans le tableau 7. Il

présente les six dimensions des variables d'évaluation, leurs signes leximétriques et leurs indicateurs (tableau 7).

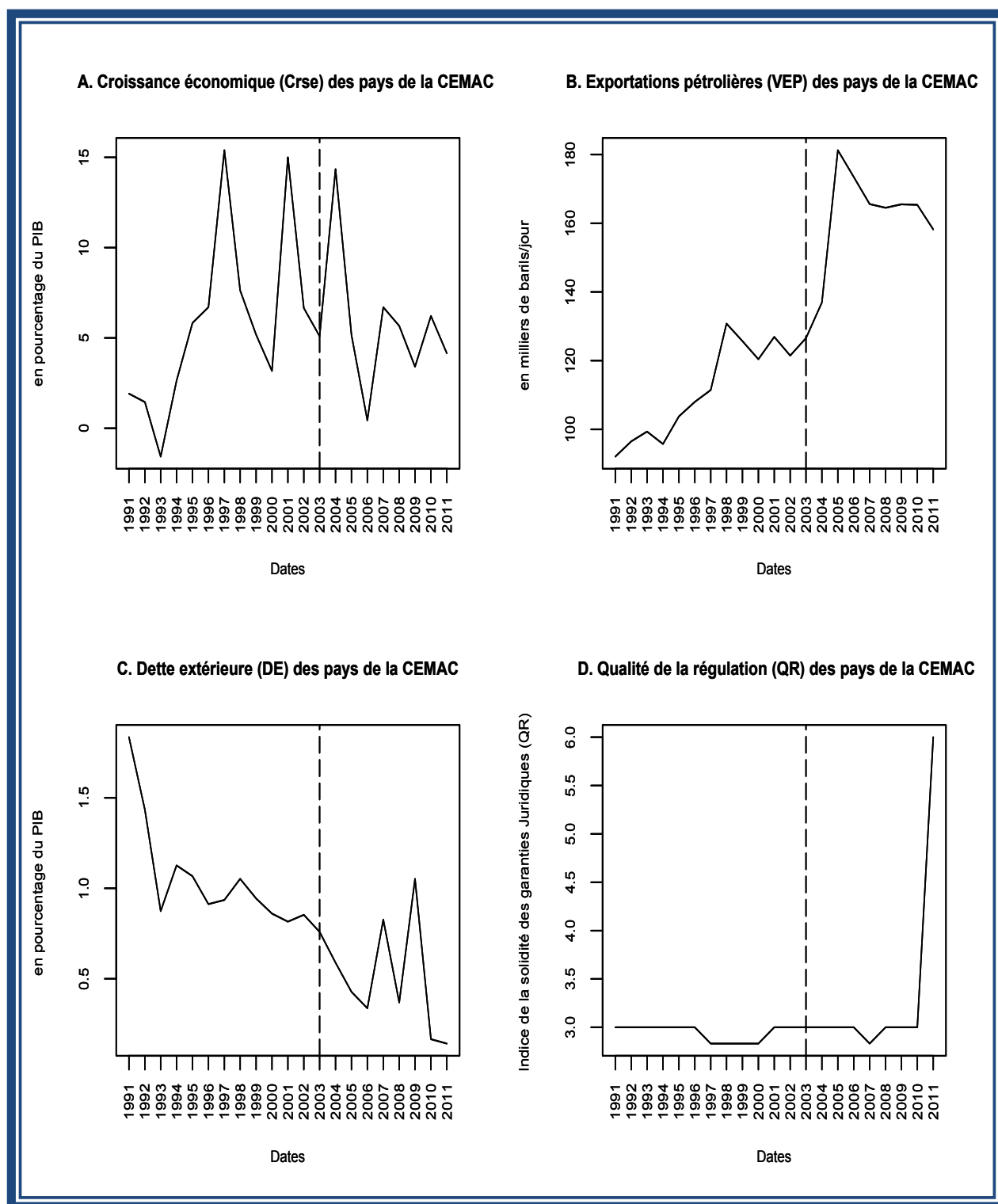
Tableau 7 : variables d'évaluation de l'impact des deux consensus

Dimension	Signe leximétrique	Indicateurs
Degré de Liberté face à la corruption	LFC	Un degré proche de 100 signifie que la corruption est faible ou qu'elle n'exerce pas une limitation sur la liberté individuelle. Inversement, un degré proche de 0 signifie que la corruption est grande et qu'elle limite fortement la liberté des individus.
Valeur ajoutée industrielle	VAI	Industrie, valeur ajoutée (% du PIB) comprend la valeur ajoutée dans les mines, la fabrication (qui fait aussi état d'un sous-groupe distinct), la construction, l'électricité, l'eau et le gaz.
Endettement extérieur de l'État	DE	Stocks de la dette extérieure, totale en % du PIB : est la dette extérieure totale due à des non-résidents et remboursable en devises étrangères, en biens ou en services.
Croissance en % du PIB	Crse	Taux de pourcentage annuel de croissance du PIB aux prix du marché basé sur les devises locales constantes. Les données agrégées sont basées sur les dollars américains constants de 2005.
Indice du développement humain	IDH	C'est une statistique unique destinée à servir de cadre de référence pour le développement économique et social. Il indique la situation de chaque pays en la matière, sa valeur varie entre 0 et 1.
valeurs des exportations pétrolières	VEP	Mesure la quantité du pétrole exportée par les États.
Source: calculs réalisés à partir des données du World Development Report et le Global Finance (BM), de l'International Financial Funds Statistics (FMI) et de Perspectives Monde, perspectives économiques d'Afrique (PEA), du Programme des Nations-Unis pour le développement (PNUD) et de la Commission économique pour l'Afrique (UNCEA).		

La présentation de l'ensemble des indicateurs de la base des données et les résultats de l'analyse globale de la CEMAC et de chaque pays pris individuellement fera l'objet des pages suivantes.

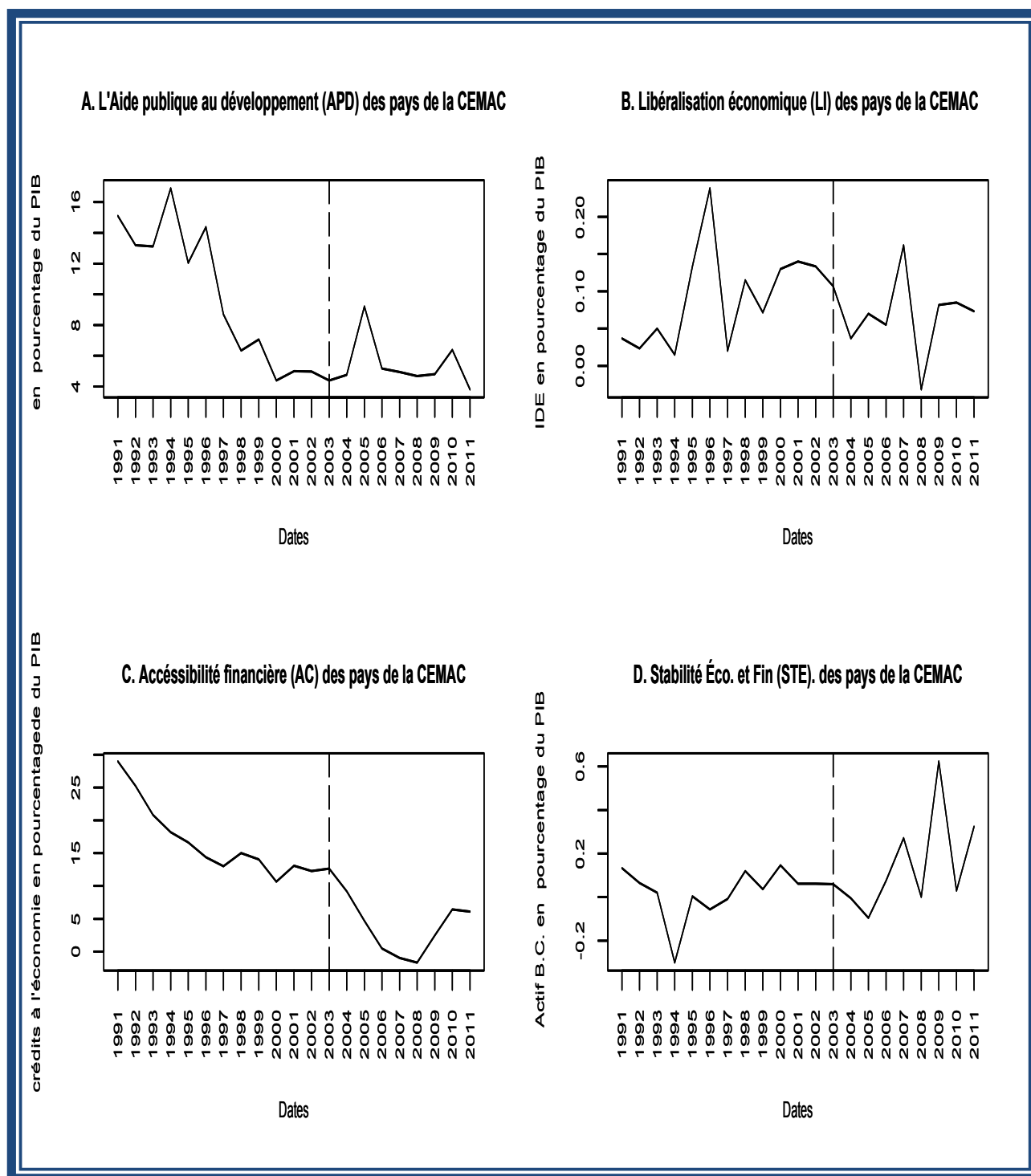
CEMAC

Figure 2 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



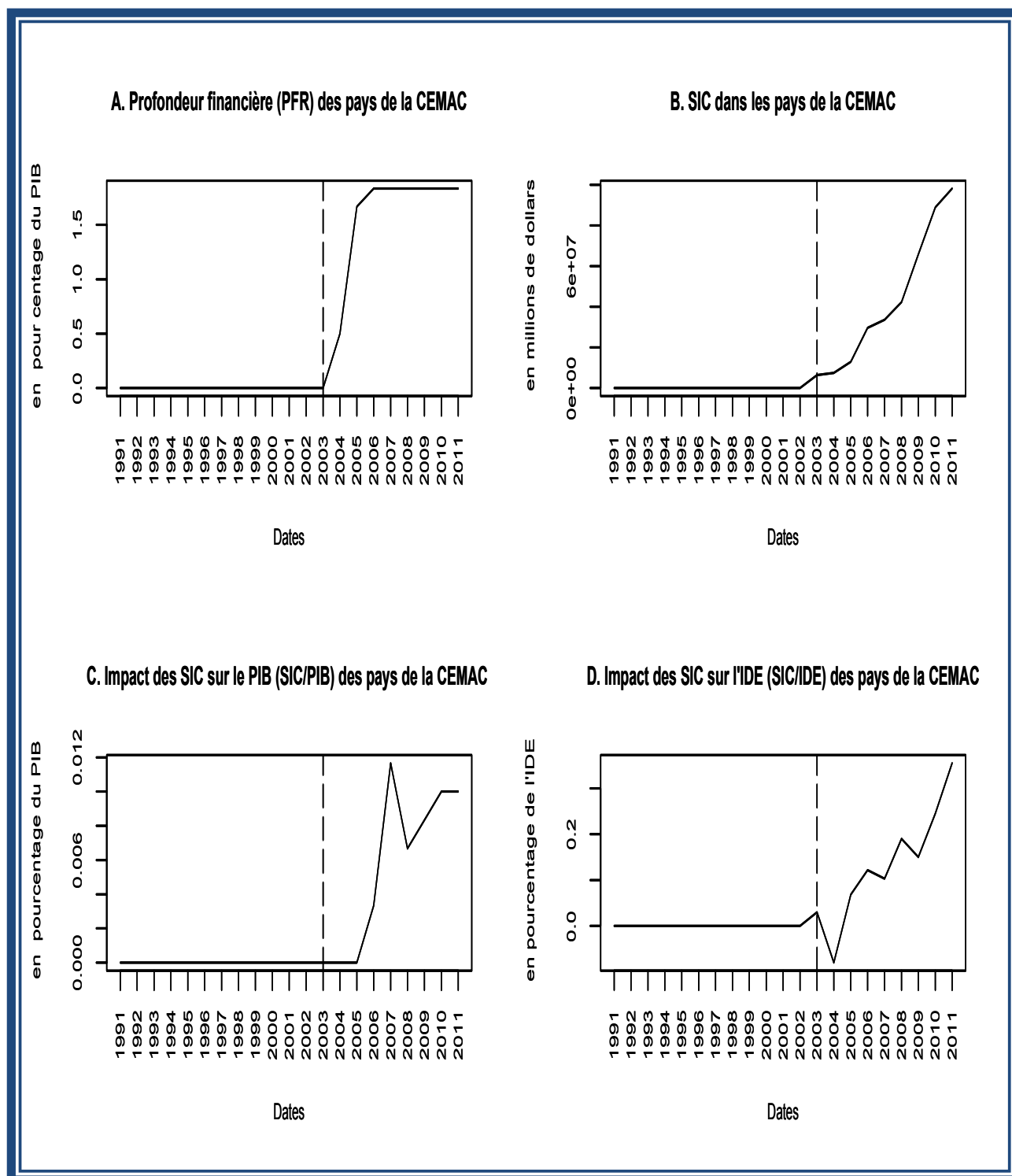
Sources : Banque Mondiale (A, C, D), Agence Américaine de l'énergie (B).

Figure 3 : évolution des variables de stabilité macroéconomique, des stocks et des flux financiers



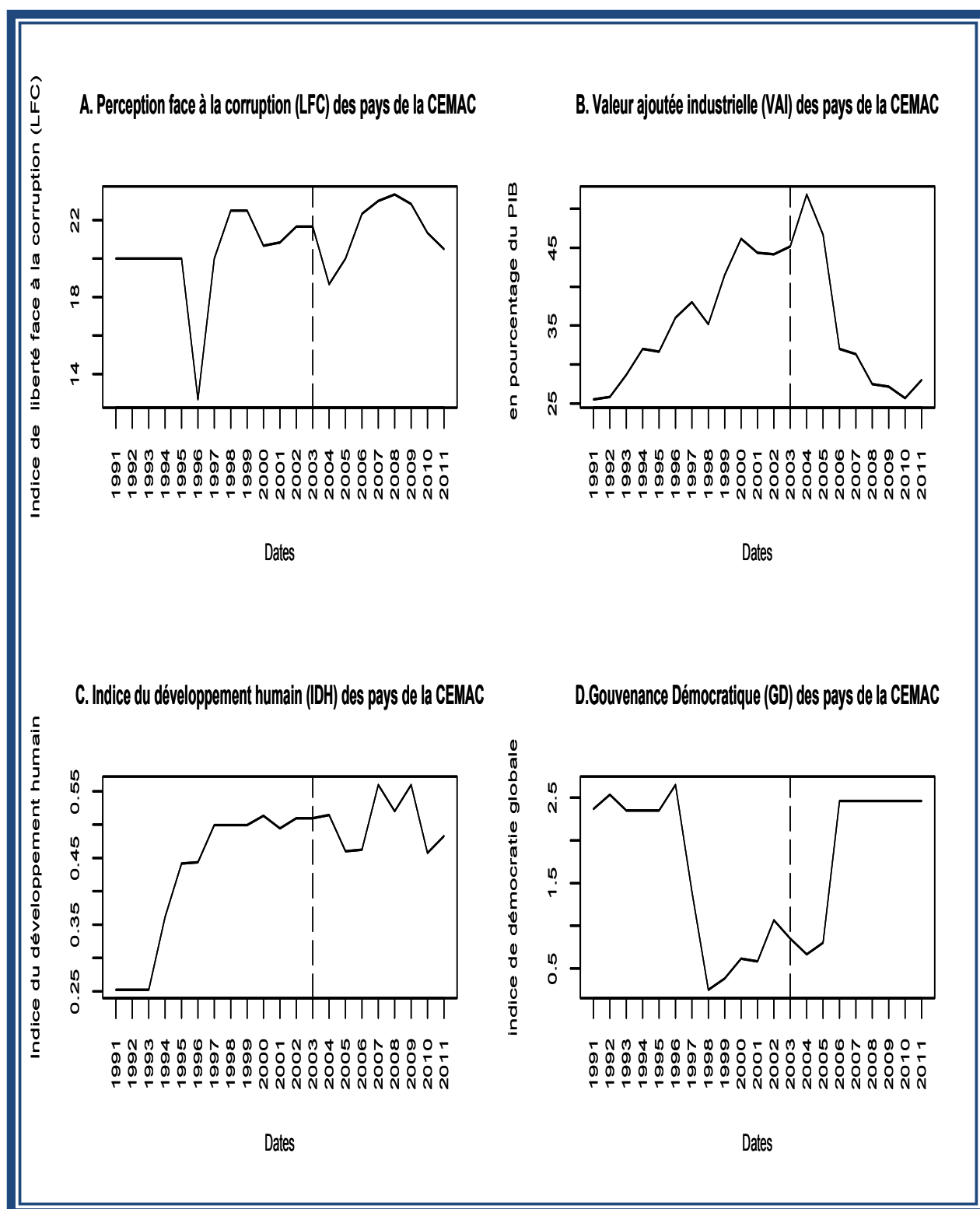
Sources : Banque Mondiale (A,B,C,D)

Figure 4 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Source : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B), BM/CECMC (C,D)

Figure 5 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Source : La Banque Mondiale(B), Perspectives monde (A,D), le PNUD (C).

Comme on peut le constater, à l'exclusion des cas extrêmes positifs ou négatifs, on note pour l'ensemble des pays de la CEMAC une croissance économique moyenne de 5,7 % du produit intérieur brut (PIB). La mise en place à partir de novembre 1999 par le Fonds monétaire international (FMI) de la facilité pour la réduction de la pauvreté et de la croissance (FRPC) pour l'ensemble des pays de la CEMAC a permis une amélioration nette de qualité de la régulation et a enclenché la séquence vertueuse du désendettement des États. Le service de la dette extérieure moyen des États a chuté de 82,7 % du PIB moyen des pays de la région (voir figure 2). Les recettes publiques ont considérablement augmenté à cause de la hausse du prix des matières premières notamment en raison de la flambée du baril du pétrole sur le marché international, les pays exportateurs de la région dans l'ensemble ayant atteint une exportation moyenne de 131,863 barils de pétrole par jour (voir figure 2 et 3).

Le système économique de la région connaît une financiarisation (importance des financements dans l'économie) assez substantielle. L'indice de la profondeur de l'information sur les dettes mesurant les règlements qui ont trait à la portée, à l'accessibilité et à la qualité de l'information disponible au sujet du crédit par le biais de registres publics ou privés offre une moyenne indiciaire de 6 sur une échelle : 0 = faible et 6 = élevé. Ces performances louables sont en grande partie liées à l'afflux des investissements directs étrangers (IDE) notamment dans les secteurs pétroliers, de la prospection minière et des bâtiments et des travaux publics (BTP) (figure 2). L'IDE moyen est de 83,1 % du PIB moyen des États de la CEMAC, les stocks d'investissements chinois moyens représentent à eux seuls 56,3 % des IDE moyens de la zone CEMAC (voir figure 4 et 5).

Par contre, la faiblesse des crédits à l'économie au niveau local pour l'ensemble de la région est saisissante (voir figure 4). Une moyenne de 13 % du PIB seulement est consacrée aux crédits à l'économie pour l'ensemble des pays de la région. La part moyenne du long terme dans cet octroi de crédit n'est que de 3 %. Cette mauvaise performance des politiques de financement peut s'expliquer par des facteurs externes aux systèmes financiers locaux tels que la faiblesse des revenus, un faible taux de bancarisation, une aversion au fisc et un manque de confiance au système bancaire, mais également par des facteurs internes comme l'absence d'innovation et une faible diversification de l'offre des produits bancaires auxquelles s'ajoute une faible rémunération de l'épargne. Tous ces facteurs poussent les acteurs financiers dans ces pays à préférer investir

dans des produits financiers mieux rémunérés sur les marchés occidentaux et des pays émergents puisque la majorité des établissements bancaires dans les pays de la CEMAC sont des succursales des banques occidentales, magrébines ou asiatiques (*Jeune Afrique*, 2007 : 40, 42, 68). Mais, qu'à cela ne tienne, cette faiblesse de financement est paradoxale par rapport au portrait macroéconomique de l'ensemble des pays de la CEMAC. La stabilité macroéconomique et financière moyenne représente 7,4 % du PIB moyen de la région sur la période 1991 à 2011 (voir figure 4). Le niveau des réserves financières au sein de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) ne cesse de progresser à cause des facteurs externes tels que la hausse des cours des certaines matières premières, le désendettement des États et l'importance de l'IDE dans les secteurs à forte valeur capitalistique, mais aussi des facteurs internes tels que la croissance économique, le dynamisme de la demande intérieure, une politique fiscale modérée dans un contexte d'inflation maîtrisée et par le remboursement de la dette interne. Les réserves des établissements bancaires (autrement dit les des réserves constituées hors des réserves obligatoires) ont été quasiment multipliées par quatre à partir de l'année 2005 au sein de la banque des États d'Afrique centrale (BEAC) (voir figure 4).

La hausse des recettes pétrolières et minières agencées à la faiblesse des crédits à l'économie justifie cette surliquidité des banques au sein l'Union monétaire et économique d'Afrique centrale. Le compte d'opérations des pays de la CEMAC placé au sein du trésor français est excédentaire depuis 2005 (AFD, 2007 : 13-14). Mais, derrière ce récit nous constatons un manque substantiel des investissements dans la mésoéconomie au niveau de la région. Autrement dit, nous n'observons pas un niveau d'analyse ou d'observation privilégiant les branches ou les secteurs intermédiaires entre la macro-économie et la microéconomie. Il n'y a pas une diversification de l'économie vers les secteurs d'activités tels que l'agriculture, l'industrie, les services, la santé, l'éducation, la sidérurgie, le transport, la chimie, les biotechnologies, etc. La région présente certes une valeur ajoutée industrielle moyenne de 35,4 % du PIB moyen, mais il n'existe ni banque ni système adapté aux petites et moyennes entreprises. La mésofinance incitative pour faire évoluer les méthodes et procédures des établissements financiers afin qu'ils puissent répondre aux demandes des petites et moyennes entreprises reste à inventer. On comprend simplement qu'une croissance moyenne de 5,7 % du PIB et le dynamisme de la demande intérieure, à travers l'émergence d'une classe moyenne, ne suffisent pas à accroître la productivité des économies sous-industrialisées des pays de la CEMAC. Les investissements sont

insuffisants dans la mésoéconomie pour prétendre sortir ces pays de la pauvreté. Plusieurs raisons concourent à cela (*Jeune Afrique hors série N°16*, 2007 : 49-52). L'environnement politique, économique, social et juridique même s'il s'est amélioré est toujours peu incitatif. L'indice de liberté face à la corruption moyenne de la CEMAC est de 20,69 sur une échelle de 0 à 100 un degré proche de 100 signifie que la corruption est faible ou qu'elle n'exerce pas une limitation sur la liberté individuelle. Inversement, un degré proche de 0 signifie que la corruption est grande et qu'elle limite fortement la liberté des individus. La moyenne place l'ensemble des pays de la CEMAC comme étant des pays qui manquent de transparence et où les limitations des libertés individuelles sont importantes. Quant à l'indice du développement humain (IDH), la moyenne pour les pays de la CEMAC est de 0,454 un chiffre bien au-dessous de la moyenne générale qui est de 5 (voir figure 3). Le niveau moyen de l'IDH de la région prouve à suffisance qu'il subsiste encore une large part de précarité, d'injustices sociales et de pauvreté dans la région. L'Indice de la solidité des garanties juridiques qui mesure à quel point les lois sur la faillite protègent les droits des emprunteurs et des prêteurs pour faciliter les prêts, est en moyenne de 3,10 pour la CEMAC. Cet indice va de 0 à 10 et une note plus élevée indique que les lois en place sont mieux conçues pour permettre d'accroître l'accès au crédit. Le niveau moyen de la région est donc bien au-dessous de la moyenne générale.

Cependant, nous constatons que la stabilisation a été relativement réussie. Elle s'exprime par un contrôle de l'inflation, une réduction des déficits budgétaires et de l'encours de la dette extérieure des États, une dépréciation du taux de change réel après la dévaluation du franc CFA en 1994 (voir figures 2 et 3). L'aspect le plus important concerne les mesures structurelles dont les résultats sont incertains et inégaux en termes de réformes et de croissance durable. Le volet du consensus de Washington touchant le désengagement des États du secteur productif; c'est-à-dire la dérégulation et la privatisation est assurément parvenu à réduire les gaspillages et à rationaliser l'utilisation des ressources par le biais d'un ensemble de principes et de règles efficaces comme l'instauration du nouveau management public (*le New Public Management*). Mais, le volet des réformes institutionnelles visant à réaliser la libéralisation et le développement du secteur financier dans l'objectif de parvenir à une plus grande transparence, à établir un environnement cohérent et propice, à rendre les territoires attrayants à l'IDE de façon à stimuler la décision des investisseurs, n'a pas été exécuté. À preuve, la croissance que connaissent actuellement les pays de la région repose pour une large part sur la flambée des recettes pétrolières et minières. Les

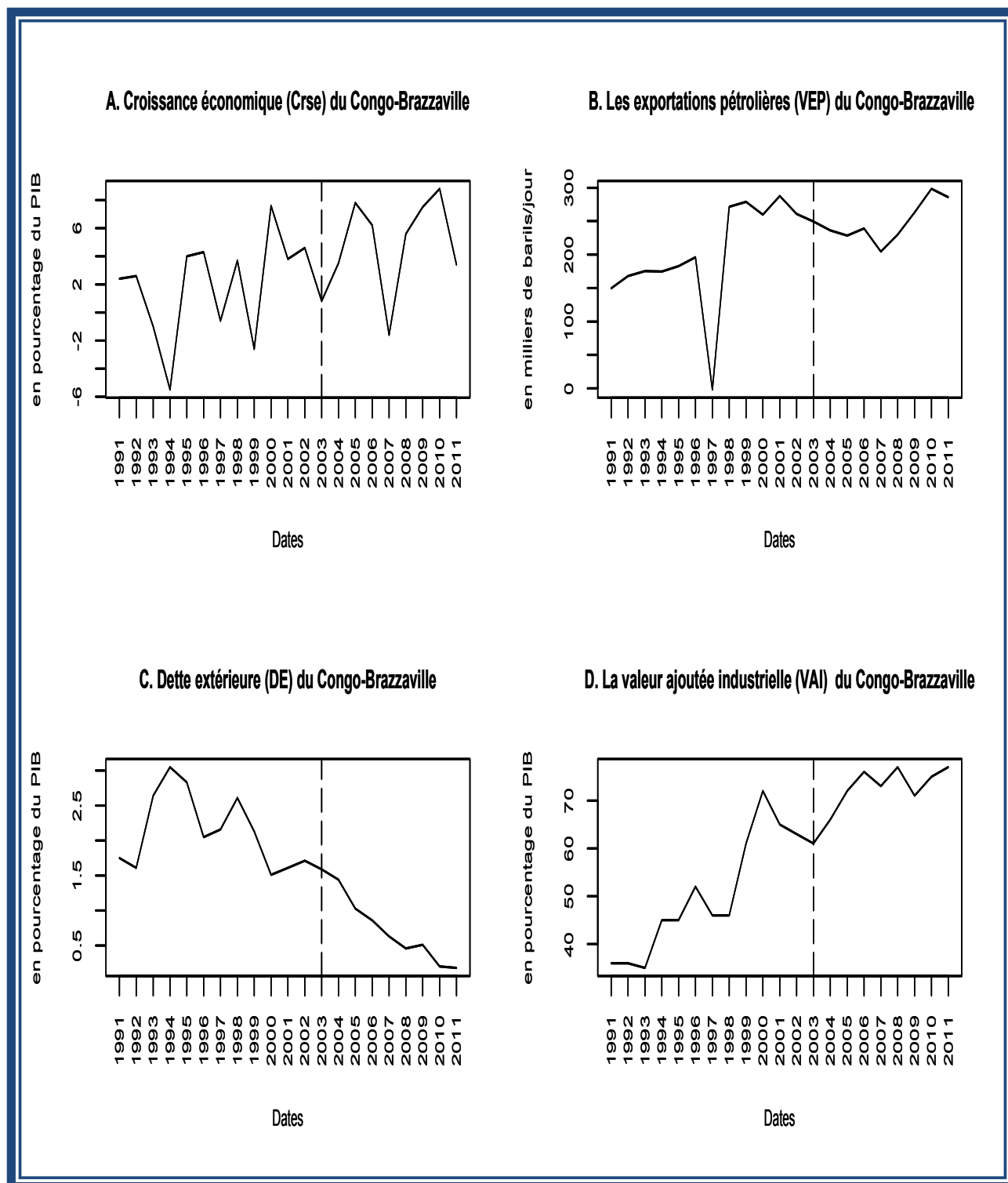
réformes ont certes amélioré l'accès au financement officiel, mais n'ont pas eu d'effets sur le financement privé.

Le risque de financement à long terme n'est pas conciliable avec les objectifs de rentabilité des banques dans les pays de la CEMAC. Les banques gèrent principalement des dépôts à vue difficilement transformables en emplois à long terme. La réglementation prudentielle ne les encourage pas à se lancer dans cette pratique, à cause de l'observation du ratio de couverture de risque ou du ratio de structure de portefeuille. En somme, la structure du système bancaire pose un réel problème à l'essor économique et social des pays de la CEMAC. La recommandation faite à travers les programmes d'ajustement structurel de procéder à la liquidation et au démantèlement des offices publics non rentables a conduit à la fermeture des banques de développement. Cette décision a créé un vide structurel non comblé par le système financier actuel. L'inexistence des offres de produits financiers à long terme au sein des banques dans les pays de la CEMAC, est de ce fait un réel obstacle au développement de la mésoéconomie (PMI et PME). Quant à l'IDH moyen de la région, il nous renseigne sur le faible niveau performance des politiques de protection sociale, ce qui révèle un véritable paradoxe avec le niveau des ressources dans certains pays de la région où le filet social est pratiquement inexistant.

Toutefois, pour mieux appréhender l'impact des mesures préconisées par les deux modèles sur le développement et la gouvernance des États de la CEMAC, il nous faut aller les examiner individuellement et de façon comparative au niveau de chaque État.

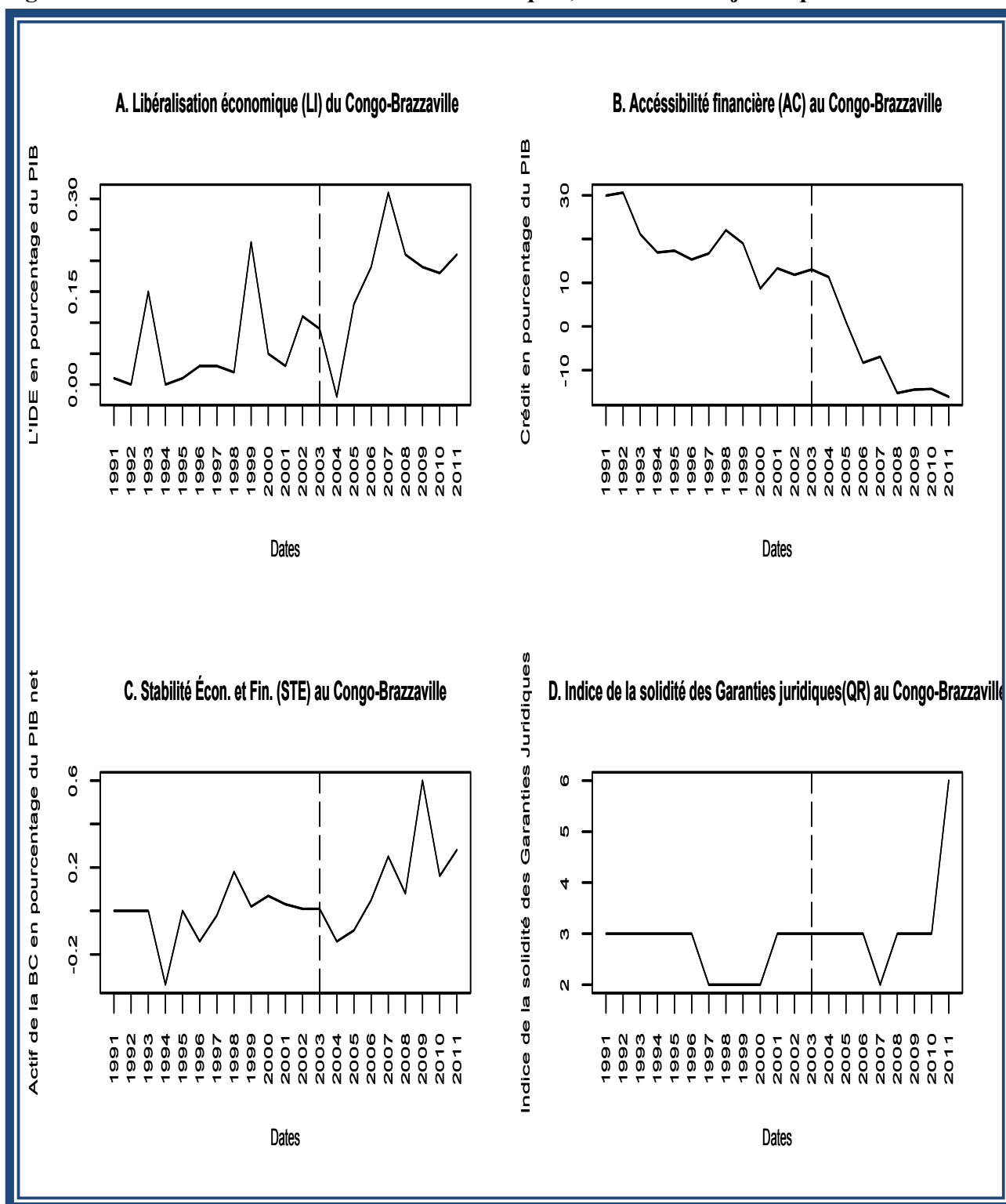
Le Congo-Brazzaville (pays appliquant le consensus de Beijing)

Figure 6: évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



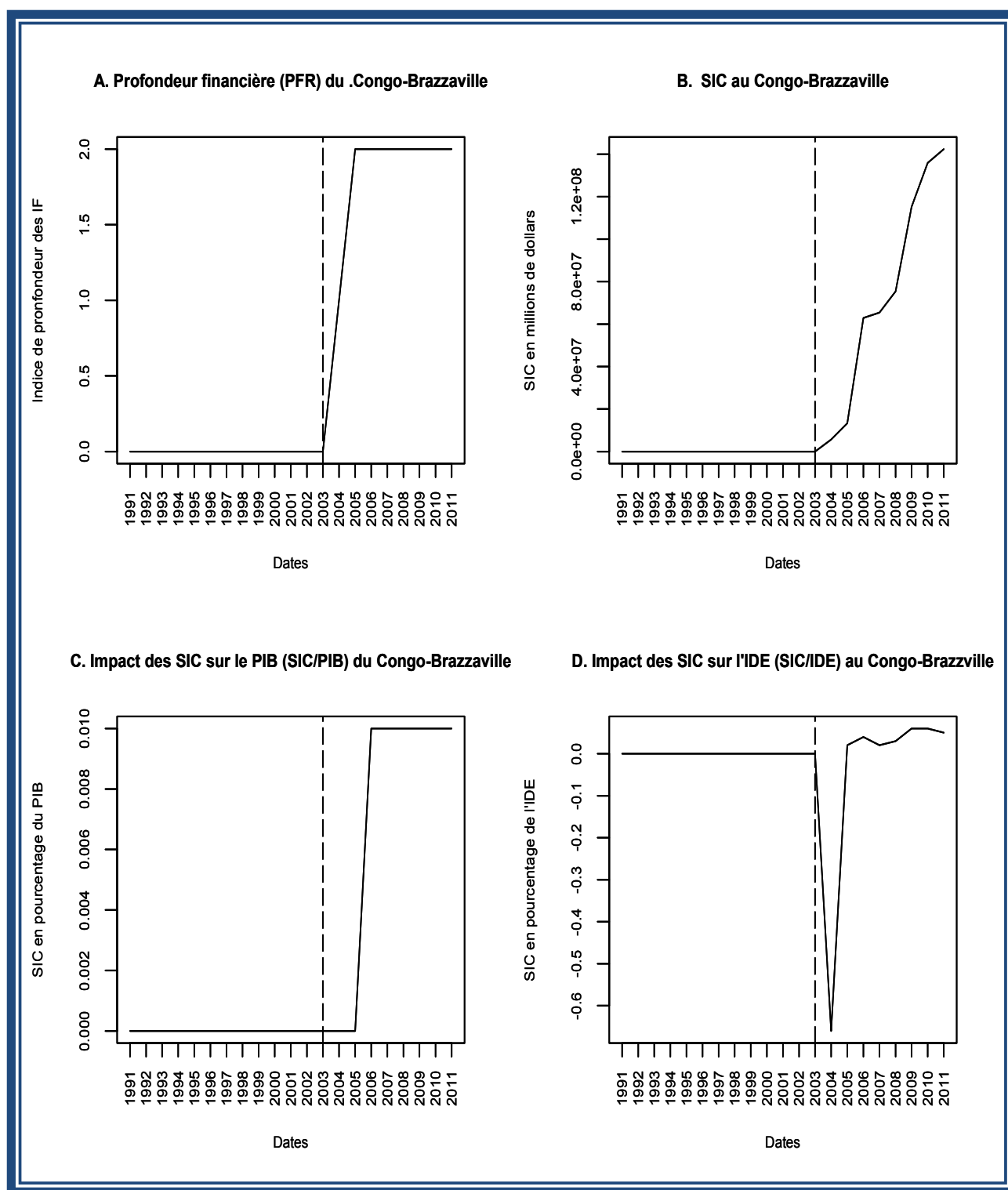
Sources : Banque Mondiale (A, C, D), Agence américaine de l'énergie (B).

Figure 7 : évolution des variables macroéconomiques, financières et juridiques



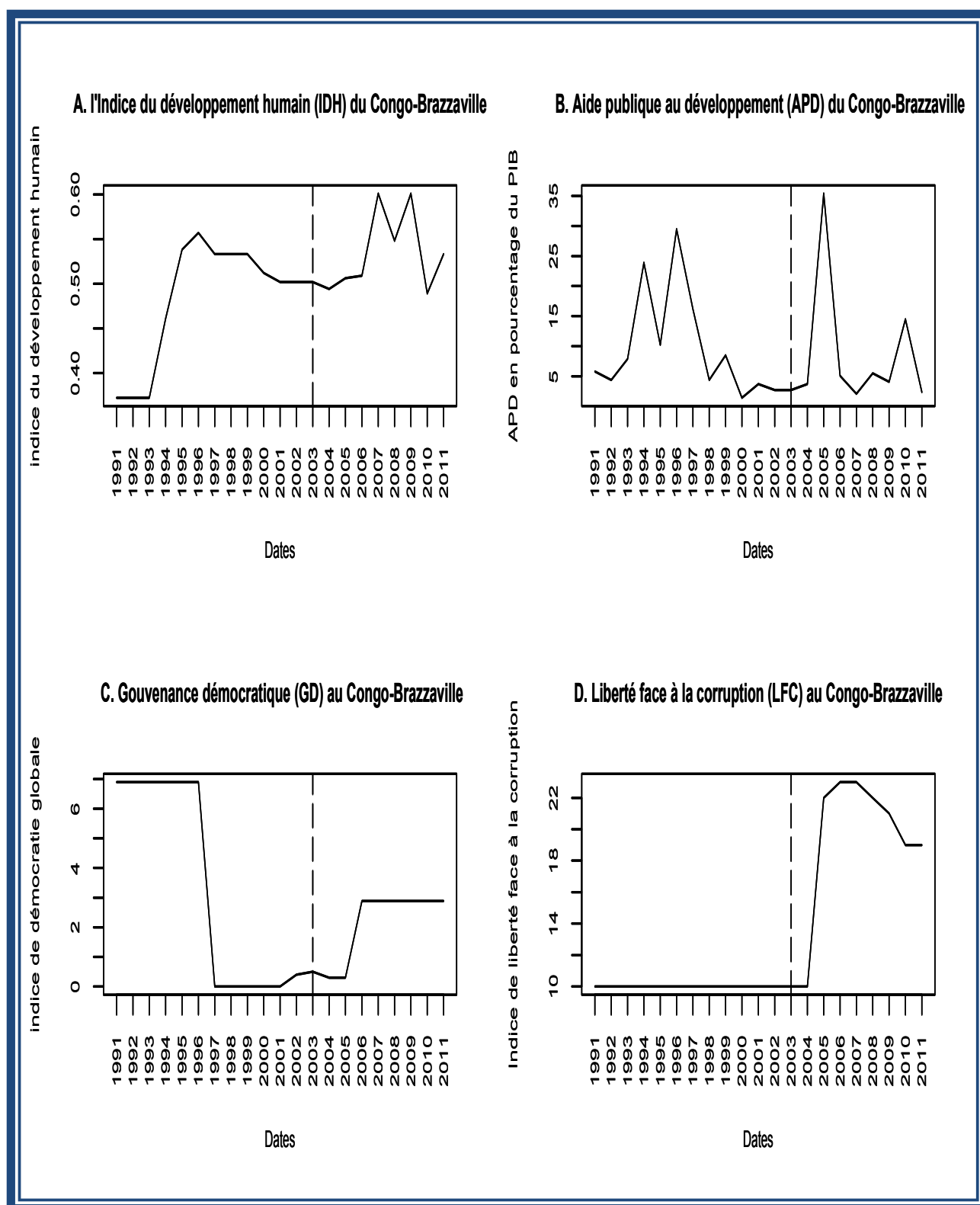
Source : Banque Mondiale (A, B, C, D).

Figure 8: évolution de la profondeur financière et des stocks investissement chinois



Sources : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B, C, D)

Figure 9 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Sources : Banque mondiale (B), PNUD (A), Perspectives monde (C, D).

Depuis 2004, le Congo-Brazzaville est entré de plain-pied dans l'application du consensus de Beijing. Il ne commence réellement à empiler les stocks d'investissement chinois (SIC) qu'à partir de 2005 (13.320.000 \$ US), avec une moyenne de SIC dans le pays 29.340.000 \$ US voir (voir figure 9). La croissance économique moyenne du Congo est de 3,1 % de son PIB sur la période 1991-2011. En 1994, les effets de la dévaluation du franc CFA ont été manifestes sur le niveau des ressources financières nationales. Cette situation a conduit le Congo vers une chute de la croissance économique de l'ordre de -5,5 %, au point où le pays s'est trouvé en situation de cessation de paiements (voir figure 6). Mais, avec la reprise de la production pétrolière en 1997, le pays atteint une exportation moyenne de 220,780 barils par jour. En 2010, elle a atteint 300.000 barils par jour, alors qu'en 1991, les exportations pétrolières du Congo n'étaient que de 128.250 barils par jour. La hausse des dépôts bancaires due à l'augmentation des recettes pétrolières entre 2003 et 2005 a amené la croissance économique du Congo à 8,8 % du PIB en 2010 (voir figure 6). Avec l'atteinte en janvier 2010 du point d'achèvement dans le cadre de l'application de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (l'IPPTE), ces résultats corroborent les efforts déployés par le gouvernement dans le cadre de l'application du DSRP. En échange, le Congo a bénéficié de nouveaux volets d'effacement de la dette extérieure qui représentait 20 % de son PIB en 2010 (voir figure 6).

La situation économique du pays s'est nettement améliorée par rapport à la période 1997 à 1999 où le pays a connu une instabilité politique due à un coup d'État qui a abouti au renversement du régime en place en 1997. Cette instabilité a ramené l'indice de démocratie globale dans ce pays au plus bas niveau de l'échelle. Les effets collatéraux de ces événements malheureux sur la gouvernance démocratique se sont poursuivis jusqu'en 2002 et persistent encore (voir figure 7). Il est à signaler que le secteur pétrolier représente 58 % du PIB Congolais soit plus 92 % des recettes d'exportation et 85 % des recettes publiques. Le Congo-Brazzaville présente d'excellents chiffres reposant sur le secteur pétrolier. Entre mars 2005 et mars 2006, le pays était déclaré éligible à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE), il a donc atteint le point de décision sur la base de l'adoption d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). L'allègement de la dette en moyenne a été de 1,5 % du PIB. L'APD moyenne s'est élevée à 9,2 % du PIB du Congo-Brazzaville (y compris les différents allègements de la dette). Ces allègements de la dette associés à la forte croissance des revenus pétroliers ont permis au gouvernement congolais dans le cadre d'un accord de partenariat économique stratégique avec la

Chine de développer son tissu productif (la construction des routes, des aéroports, des usines de traitement d'eau, des centrales hydro-électriques). Le gouvernement a multiplié d'autres grands chantiers en ce qui concerne le développement du tissu productif comme la réhabilitation en cours de certaines voies ferrées. La forte croissance économique du pays (8,8 % du PIB en 2010) s'explique également par le développement du secteur non pétrolier notamment le déploiement industriel et la prospection minière opérée par le gouvernement congolais. En d'autres termes, il s'agit des investissements dans des projets à très haute valeur capitaliste. Ce déploiement s'est traduit par une valeur ajoutée industrielle moyenne au Congo de 59,5 % du PIB sur la période 1991-2001. La valeur ajoutée industrielle du Congo était 77 % en 2011 alors qu'elle était à peine de 36 % du PIB en 1991. Cette valeur ajoutée concerne les activités industrielles dans les mines, la fabrication, la construction des bâtiments et travaux publics ainsi que des barrages hydroélectriques, l'impartition dans le secteur pétrolier, l'eau et le gaz. L'industrie minière au Congo connaît un développement avec la mise en exploitation des nouveaux gisements de fer Nabemba-Mbalam dans la Sangha et de Mayoko dans le Niari. Il en est de même de l'industrie du bâtiment et des travaux publics (BTP) et de l'agriculture. Ces secteurs représentent 65 % des investissements de l'État. Le gouvernement congolais a en perspective la création des zones économiques spéciales qui ne sont toujours pas fonctionnelles jusqu'à ce jour (*Jeune Afrique hors série*, 2010 :133).

Cependant, l'indice du développement humain moyen du Congo-Brazzaville est de 0,500 juste la moyenne pour l'ensemble de la période de 1991 à 2011. Le plus haut niveau (0,601) de cet indicateur est enregistré en 2007 pendant qu'il était de 0,372 en 1991 (voir figure 7). On a également noté une chute de l'espérance de vie à la naissance à 55 ans en 1991 alors qu'elle est passée à 58 ans en 2011. Les dépenses dans le domaine de l'éducation ont connu une augmentation considérable de 6,8% du PIB en 2011 alors qu'elles étaient de 1,8 % du PIB en 2005 (*PNUD* : 2007, 2011).

Derrière les beaux chiffres de la croissance économique et de l'amélioration des autres agrégats macroéconomiques, il se cache au Congo-Brazzaville une large part de pauvreté, de précarité et d'inégalité dans la mesure où 49 % de la population congolaise vivent avec moins d'un (1) dollar par jour (indexé à la parité du pouvoir d'achat). Le développement du secteur privé quant à lui souffre d'un manque important de financements. L'accessibilité financière moyenne du pays sur

la période 1991 à 2011 est de 8,2% du PIB alors que la stabilité économique et financière moyenne est de 4,8 % du PIB et s'est établie à 28 % du PIB en 2011. Cette stabilité n'était que de 2,7 % du PIB en 2002. En 1991, cette stabilité représentait de 0 % du PIB, le pays était même en cessation de paiements. Des efforts de diversification de l'économie ont été certes amorcés, mais cette diversification ne se fait que dans l'industrie lourde (minière). Les investissements directs étrangers IDE moyens sur la période 1991 à 2011 sont de l'ordre 10,2 % du PIB. En 2002, l'ensemble des IDE représentait à peine de 1 % du PIB en 2003 et de 0 % du PIB en 1990. Les IDE sont passés à 13 % du PIB en 2011, la Chine à elle seule représente 38,4 % de ce pourcentage. En valeurs absolues les IDE au Congo totalisaient 140 millions de \$ US en 2011.

L'APD, quant à elle, se chiffrait à 23,9 % du PIB en 1994. Le pays avait renoué les négociations avec le FMI et il parviendra à mettre en place un programme d'actions de relance économique et sociale (PARESO) financé à la hauteur de 75 % par le FMI. En 1996, ce programme d'ajustement est approuvé par le conseil d'administration du FMI, il sera étalé sur trois ans. À cet effet, le Congo a bénéficié d'un crédit de 100 millions de dollars en 1996. En 2005, le pays a atteint le point de décision c'est-à-dire l'approbation par le FMI de son document stratégique de lutte contre la pauvreté qui lui a ouvert la voie vers un nouveau volet d'effacement de la dette en 2010 (voir figure 6). Par contre, sur le plan de la gouvernance démocratique, le pays connaît une large régression avec un indice de démocratie globale moyen de 2,89. Cet indice est passé de 4 en 1991 (le pays avait connu une alternance démocratique) à 0 en 1997.

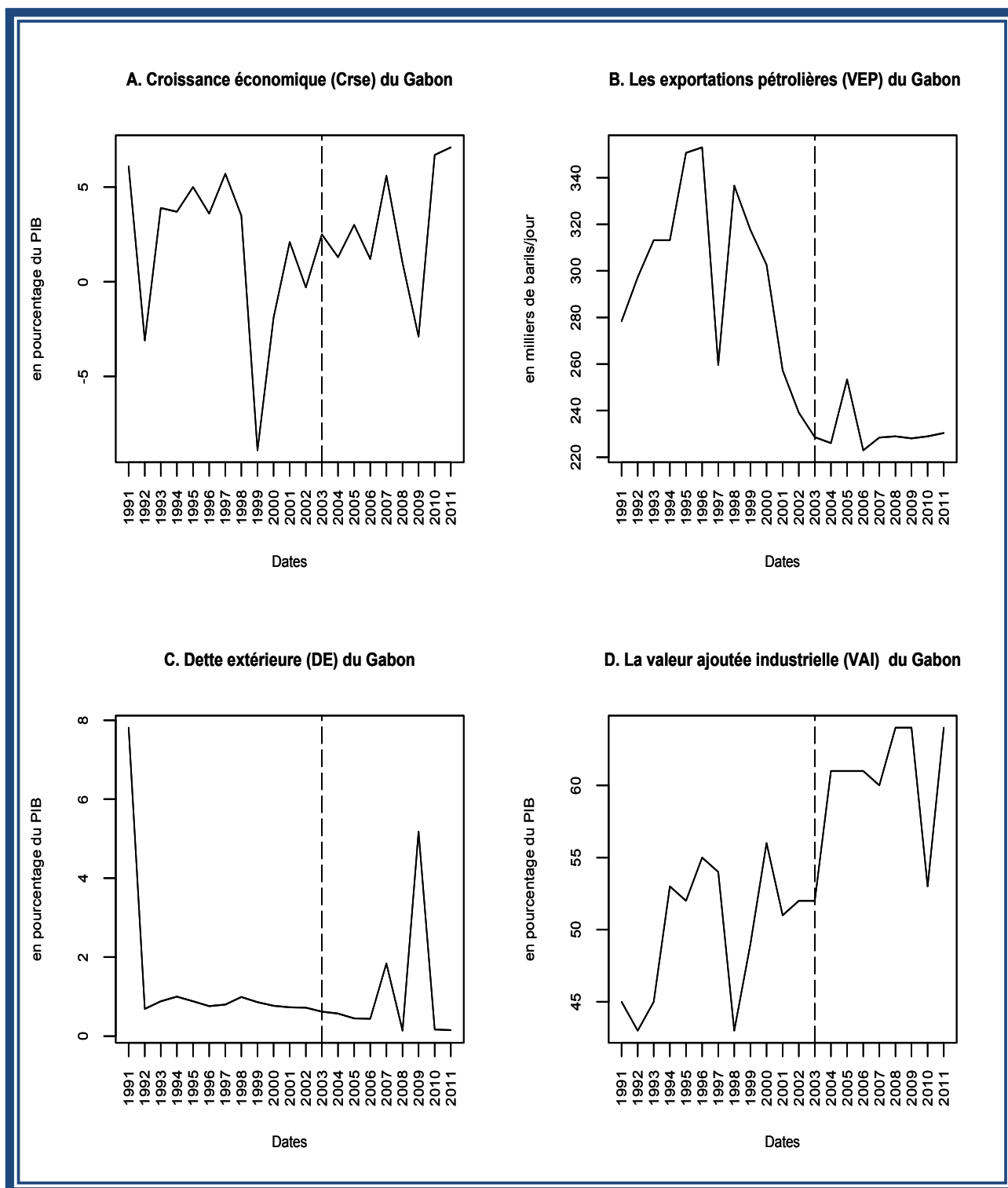
La moyenne indiciaire de liberté face à la corruption au Congo-Brazzaville est 13,76 (voir figure 7). Cette faiblesse dénote le manque de transparence et une importante limitation des libertés individuelles dans ce pays. En 2004, *Transparency international* avait déjà épinglé les pays producteurs de pétrole tels que le Tchad, le Congo-Brazzaville, le Gabon, pour ne parler que des pays membres de la CEMAC qui affichent des scores extrêmement faibles sur le plan de la gouvernance démocratique (*Transparency international*, 2004). D'importantes réformes ont été engagées au Congo dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE), mais le principal défi pour les autorités congolaises est de maintenir le rythme global de ces réformes après l'atteinte du point d'achèvement en janvier 2010. Face au risque de renforcement de la part des industries extractives dans le PIB, la gouvernance du secteur des industries extractives a été améliorée et un nouveau code des marchés publics a été adopté. Une réforme fiscale a été

engagée en 2010, pour réduire la complexité du système. Enfin, un plan d'action global pour améliorer l'environnement des affaires a été adopté par le conseil des ministres en février 2011. Mais le très faible niveau de l'indice de la solidité des garanties juridiques (QR) soit une moyenne de 3,10 témoigne d'un niveau insuffisant de réformes institutionnelles au Congo. La situation du Congo-Brazzaville exprime bien le prototype d'un pays appliquant le capitalisme d'État, c'est-à-dire une très forte empreinte de l'État dans les projets de développement avec un faible niveau des libertés individuelles et de démocratie contrairement à l'application du néolibéralisme économique qui prône le désengagement de l'État du secteur productif associé à la bonne gouvernance symboliquement attachée au Consensus de Washington. En réalité le Congo-Brazzaville connaît une mauvaise croissance, c'est-à-dire une croissance sans progrès vers la démocratie, sans amélioration des conditions de vie des populations.

Par ailleurs, les statistiques de la BM révèlent que, malgré la croissance économique du Congo-Brazzaville, 49 % des populations vivent avec moins d'un dollar par jour (indexé à la parité du pouvoir d'achat). Un IDH moyen de 0,500 et une espérance de vie à la naissance de 54 % en 2011, selon le PNUD, démontrent un faible du développement dans un pays, qui se dit être émergent d'ici l'an 2025.

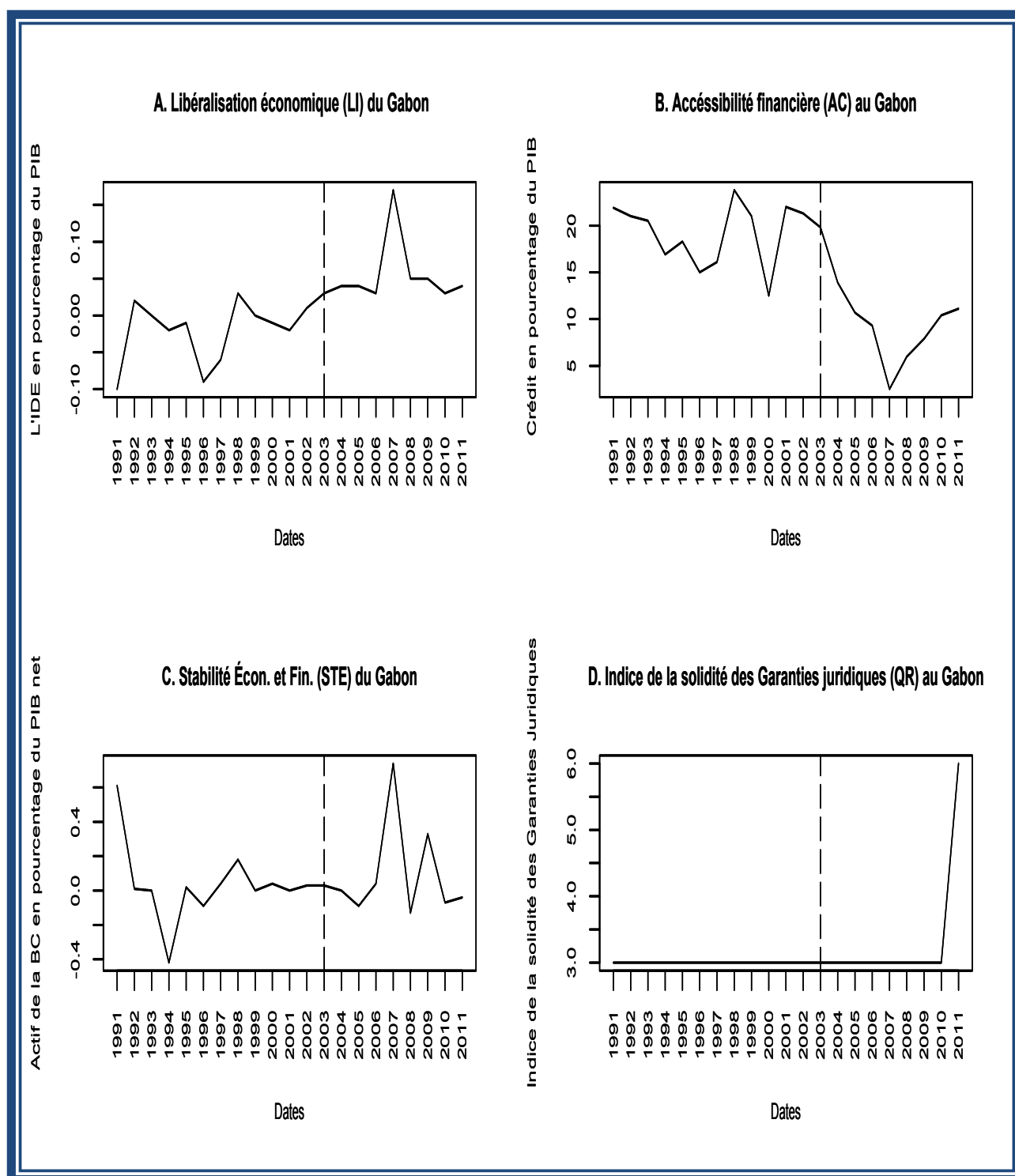
Le Gabon (pays appliquant le consensus de Beijing)

Figure 10 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



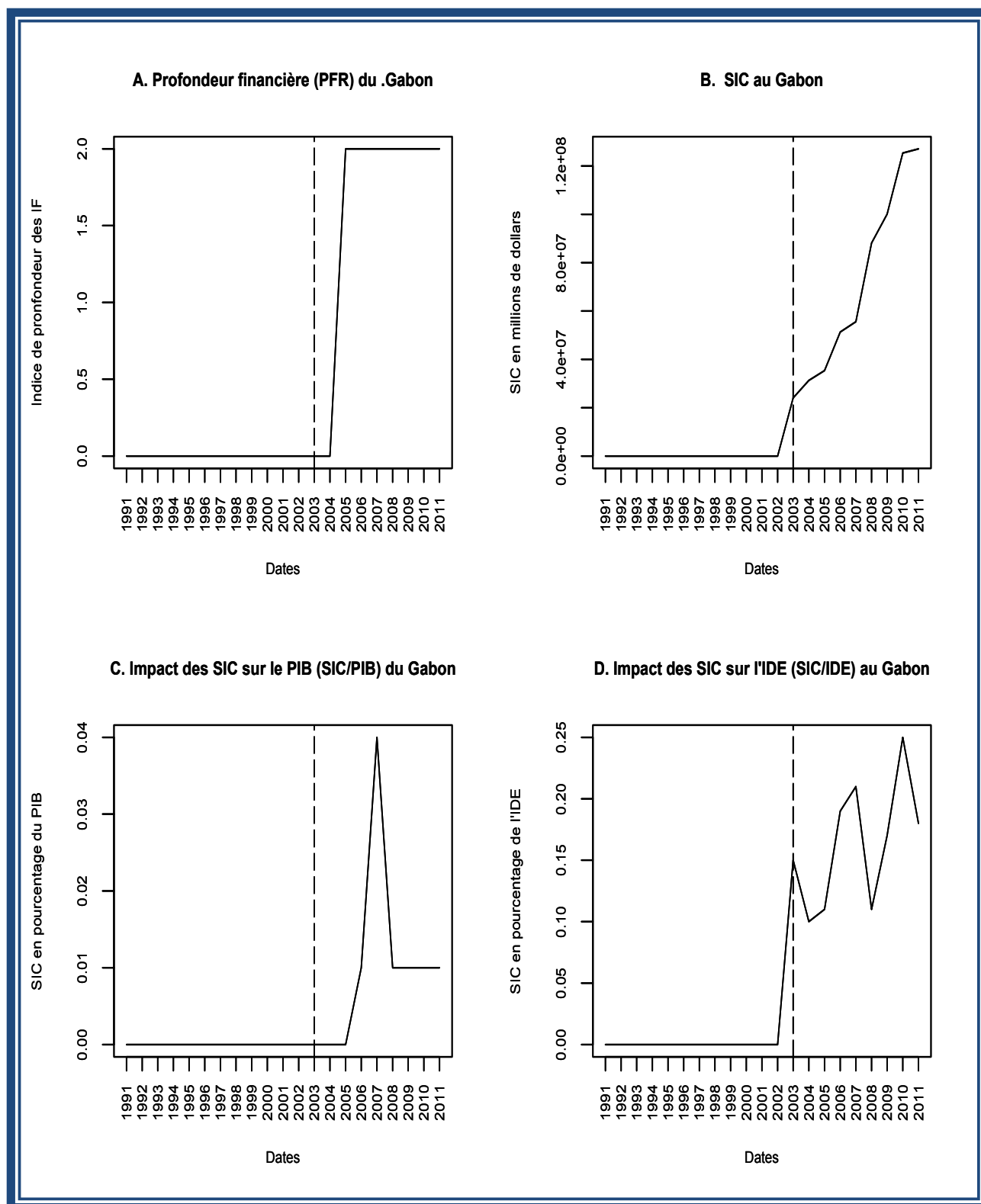
Sources : Banque Mondiale (A, C, D), Agence américaine de l'énergie (B)

Figure 11 : évolution des variables macroéconomiques, financières et juridiques



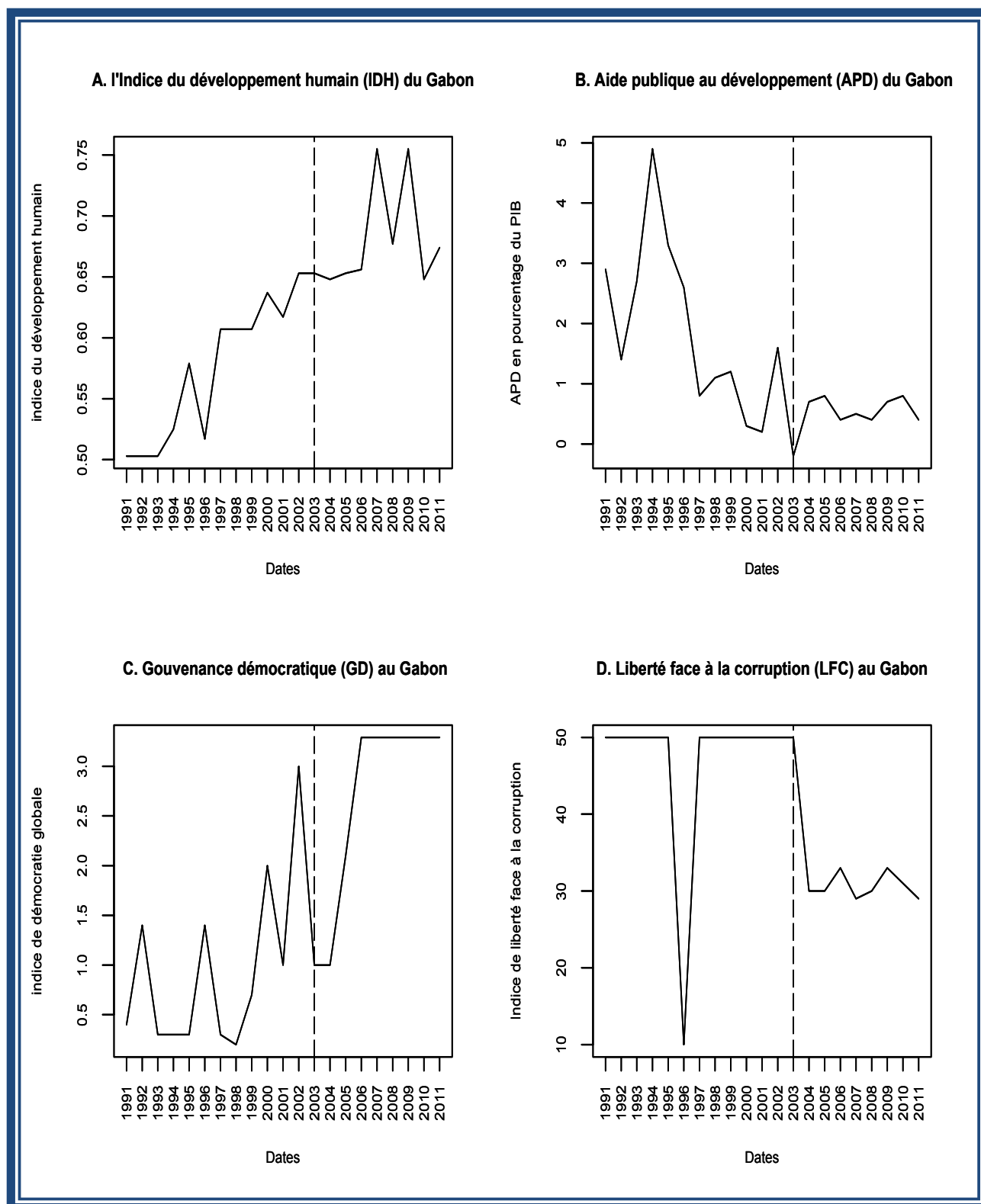
Source : Banque Mondiale (A, B, C, D).

Figure 12 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Sources : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B, C, D).

Figure 13 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Sources : Banque Mondiale (B), PNUD (A), Perspectives Monde (C, D)

Le Gabon, longtemps présenté comme un émirat africain à cause de ses importantes réserves pétrolières, a connu d'énormes difficultés économiques et sociales à partir de 1992. Il fut obligé d'engager des négociations et de signer des accords avec le FMI pour mettre en place un programme de redressement économique et social. À cet effet, le Gabon bénéficie, en 1995, d'un prêt d'extension de facilité financière de 160 millions de dollars US auprès du FMI pour soutenir les réformes économiques engagées en deux étapes (voir figure 13). La première partie des réformes envisageait les objectifs de croissance du PIB fixé à 3 % et une inflation à terme de – 2 % du PIB. La croissance s'est effectivement accélérée et a atteint 3,3 % du PIB en 1996 (voir figure 10). Le décaissement de la seconde tranche de financement étant conditionné par l'annonce officielle, de la part des institutions de la république du Gabon, d'une vague des privatisations des entreprises publiques comme la société d'électricité et des eaux du Gabon (SEEG), l'office des chemins de fer du Gabon (OCTRA), la société de télécommunication du Gabon (GABONTEL) et de l'adoption de la loi sur les finances rectificatives (LFR) par le parlement, la loi sur les privatisations a été votée en janvier 1996. En 1999, le Gabon est confronté à la baisse considérable des exportations pétrolières avec un effet d'entraînement, soient une chute de la croissance du PIB de -2,9 % et un accroissement de la dette extérieure qui s'élevait à 4,7 milliards de dollars (voir figure 10). Bien que l'exploitation des gisements pétroliers marginaux ait fait augmenter la production pétrolière, le Gabon quittera l'organisation des pays producteurs et exportateurs du pétrole (OPPEP) le 7 juin 1996. Malgré le rebond des activités minières et l'augmentation des investissements publics qui ont fait repartir à la hausse le produit intérieur brut (PIB) pour s'établir à 4,5 % en 2009, la baisse de la demande mondiale sur les produits pétroliers, le manganèse et le bois sur le marché international a conduit le Gabon vers une baisse croissante de ses réserves financières, fragilisant ainsi l'équilibre de sa balance des paiements (voir figure 11). Cette situation a amené le FMI et la BM à demander au gouvernement gabonais de mettre en place une politique d'allègement des charges fiscales aux entreprises afin de poursuivre une nouvelle vague des privatisations notamment dans les secteurs agricole et agroalimentaire et de recentrer davantage son économie vers le secteur privé, la production pétrolière et l'exploitation de la mine du manganèse de Mouanda représentent 90 % des exportations du Gabon et 45 % de son PIB nominal. Cette situation démontre le niveau élevé de l'extraversion économique de ce pays (une économie fondée sur un modèle exportateur primaire), une économie sujette à des fluctuations erratiques des prix des matières premières sur le marché

international et donc exposée à la fragilité liée aux tendances à la baisse à long terme de matières premières. Face aux contraintes d'un cadre juridique, institutionnel et moral rigide dans lequel le FMI et la Banque mondiale interagissent, le Gabon décide de se tourner vers les financements chinois.

En 2009, un nouveau gouvernement promet de relancer une dynamique économique pour un Gabon émergent d'ici de 2016. Mais, l'économie gabonaise est devenue tributaire de l'exploitation de nouveaux gisements miniers et du bois, depuis que les réserves pétrolières à long terme du Gabon s'amenuisent (voir figure 10). En 2009, la valeur ajoutée industrielle du Gabon s'est accrue à cause de la décision prise par le gouvernement gabonais d'interdire l'exportation du bois en grume pour être transformé sur place (voir figure 10). La détermination du gouvernement gabonais à optimiser la filière du bois sans valeur ajoutée à l'époque a permis une contribution remarquable de la part de ce secteur dans la croissance du PIB de 4 %. La nouvelle réglementation dans la filière du bois a engendré une augmentation significative de l'emploi (7000 emplois en 2011 contre 3800 en 2010) avec un réel impact sur l'indice du développement humain (voir figure 13). Le gisement de fer de Belinga, au nord du Gabon, l'un des plus grands inexploité au monde avec 1 milliard de tonnes et une teneur de fer 64 % a fait l'objet d'une réévaluation dont les conclusions ont conduit le gouvernement gabonais à rompre le contrat signé avec la Compagnie minière de Belinga (Comibel), filiale à 75 % de la China Machinery Engineering Corporation (CMEC) (*Africa24 Magazine N°8*, 2013 :116).

En amont, des réformes entreprises dans les différents secteurs économiques, le Gabon a également lancé un vaste chantier de construction des infrastructures de soutien au développement socioéconomique tels que les centres hospitaliers et universitaires (CHU), les logements sociaux et les réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable. Le pays entend dynamiser sa croissance économique en se dotant d'un nombre important d'infrastructures fiables. Une volonté qui va de pair avec le souci d'apporter les meilleures conditions de vie aux populations gabonaises. Le développement du tissu productif à travers la construction d'autres infrastructures comme les routes, les ports, les aéroports, les chemins de fer (pour assurer le transport des minerais du gisement fer de Belinga vers le port en eau profonde d'Owendo) et les pistes agricoles suivie de la réhabilitation des infrastructures défectueuses et de la construction de nouveaux tronçons critiques est la priorité du nouveau gouvernement. Le Gabon entend à cet

effet être désenclavé, à l'horizon 2016, afin de se positionner comme un « hub » d'intégration régionale au niveau de la CEMAC.

Classé premier pays écologique d'Afrique, l'attrait du Gabon pour des investisseurs étrangers dans les projets innovants est remarquable (702 millions de dollars US d'IDE en 2011) avec une balance commerciale excédentaire de 8300 millions de dollars en 2011 (voir figure 11). Le gouvernement prévoit tripler la production d'électricité d'ici 2016 avec son nouveau potentiel hydroélectrique et gazier. Le développement accéléré des infrastructures de télécommunication et des autres infrastructures traditionnelles de base comme les écoles primaires et secondaires et les centres de soins de santé primaires facilite le saut économique et social qualitatif que le pays envisage connaître avec la généralisation de l'accès à Internet. Le plan directeur national des infrastructures regroupe vingt et un grands projets, pour un investissement total estimé actuellement 11,831 milliards de dollars US étendus sur 6 ans. Il s'agit d'une stratégie globale de développement visant à doter le Gabon des infrastructures indispensables à son décollage économique. En outre, le Gabon a sollicité de l'APD auprès des institutions internationales pour construire des ZES.

Néanmoins, la majeure partie des infrastructures au Gabon est réalisée à partir des prêts chinois. La réalisation de ces ouvrages porte à confirmer une forte implication de l'État gabonais dans les chantiers névralgiques du développement et une très forte empreinte des capitaux chinois dans l'économie du Gabon, les stocks d'investissement chinois moyen au Gabon s'élevant à 30.389.524 dollars US (voir figure 12). Seulement, l'économie gabonaise à l'instar des économies des autres pays de la CEMAC souffre d'un manque de financements du secteur privé et des crédits à l'économie. L'accessibilité financière moyenne du Gabon est très faible, seulement 15,3 % de son PIB est consacré aux crédits à l'économie (voir figure 11). Les services financiers au Gabon sont restreints et difficiles d'accès. Par contre, la criminalité financière y est très élevée surtout dans les services de paiements à cause d'un système prébendier instauré sous le règne du président Omar Bongo Ondimba. Selon le programme d'évaluation du secteur financier (PESF), institué par FMI dans la zone CEMAC, une moyenne indicielle de la solidité des garanties juridiques de 3,14 sur une échelle de 0 = faible et 10 = solide, fait passer le Gabon comme une destination fragile de l'IDE (voir figure 11).

L'indice du développement humain du Gabon est parmi les meilleurs de l'Afrique, mais cet indice rapporté à la population gabonaise qui atteint à peine 1,5 million d'habitants, on se rend très tôt compte que c'est un pays qui présente des limites substantielles en matière de développement et de gouvernance (voir figure 13). En 2011, malgré son rebond de croissance soutenue de 7,1 %, le taux de chômage des jeunes est resté élevé soit 30 % de la population (voir figure 10). Bien que la BM ait désigné l'industrie pétrolière gabonaise comme le moteur de la croissance, mais c'est un secteur à très faible valeur ajoutée industrielle donc peu générateur d'emplois.

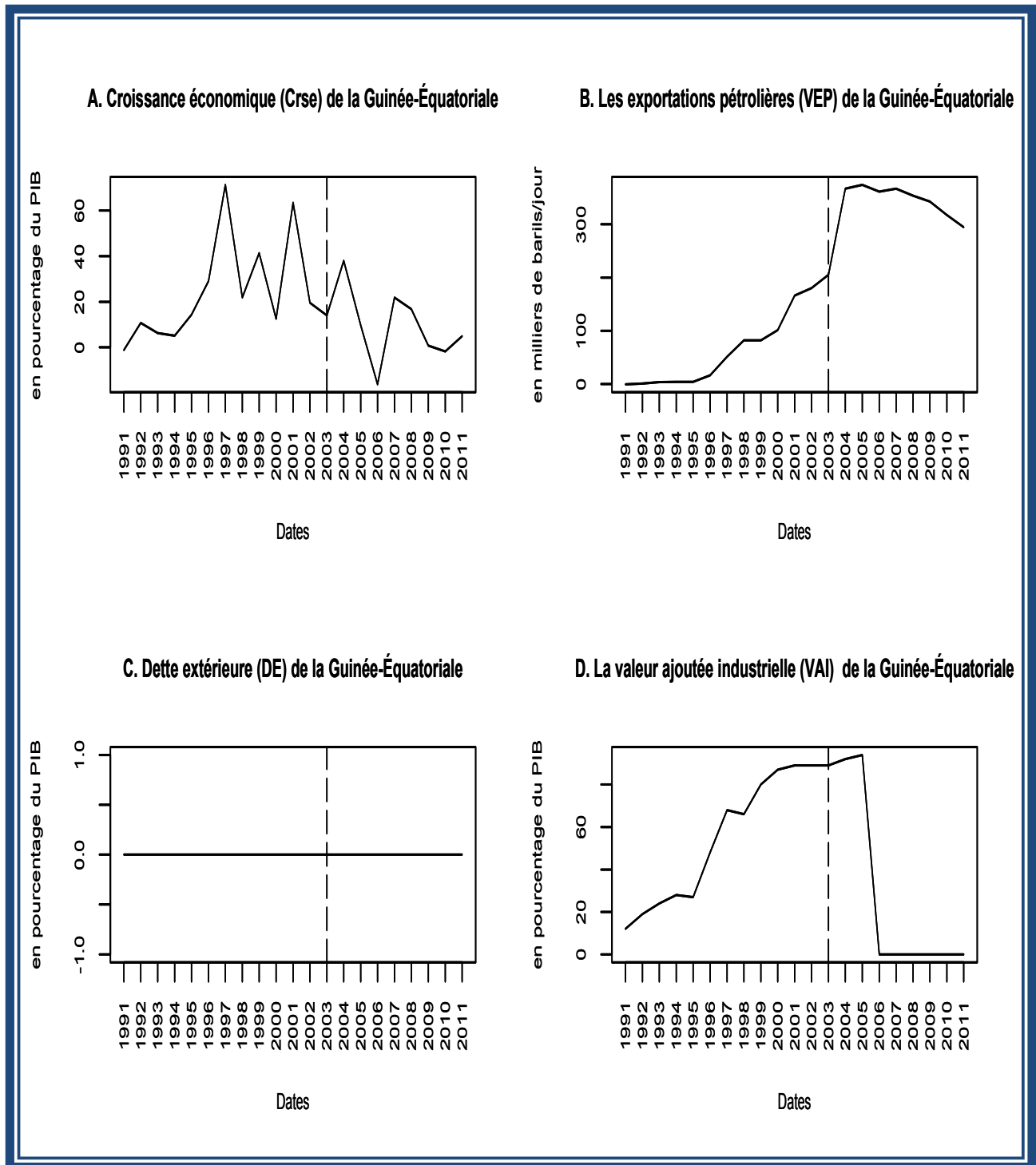
Pour la BM, cette situation est liée à la législation du travail au Gabon, elle est trop rigide et peu incitative à la création d'emplois. En 1999, le gouvernement gabonais a voulu condamner cette situation en se passant pour une victime de l'injustice internationale parce que le pays n'est pas autorisé à demander un allègement de sa dette au titre de l'IPPTE (*Afrique pluriel*, 1998-2001). Le Gabon jouit d'un niveau de stabilité macroéconomique et financière moyen de 5,85 % de son PIB moyen sur la période 1991 à 2011, il ne peut pas aussi facilement dissimuler un PIB par habitant de 4000 dollars US en 1999 et de 10.000 dollars US en 2011 (voir figures 10 et 13). Par contre, ce pays est toutefois confronté à une sérieuse problématique de gouvernance globale au point où en 1999, le Gabon avait cessé de rembourser les bailleurs de fonds au motif que les salaires des fonctionnaires passaient avant toutes autres préoccupations financières. En conséquence, l'Agence française de développement (AFD) avait décidé de suspendre l'ensemble de ses financements, la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) avaient également adopté les mêmes sanctions. Le diagnostic du FMI avait imputé ces mauvaises performances financières aux dépenses faramineuses de la campagne du Chef de l'État d'alors, qui s'était servi des caisses de l'État en toute impunité, pour financer sa propagande électorale, pendant que le pays était en train de faire face à une contraction des recettes pétrolières, aux chutes du cours de manganèse et de l'uranium et à la mévente du bois (*Afrique pluriel*, 1998-2001).

Pour en revenir à l'environnement politique, la moyenne indicielle de gouvernance démocratique moyen du Gabon est de 1,673 sur la période de 1991 à 2011 soit 3,29 en 2010 (sur une échelle de 1 = faible et 10 le plus haut niveau de culture démocratique (voir figure 13). À côté du cliché qu'essaie de défendre le nouveau gouvernement, le Gabon connaît un déficit substantiel

d'infrastructures sanitaires, éducatives et sociales et une absence des réseaux d'évacuation sanitaires fiables. À cela, il faut associer l'insécurité physique liée à la violence urbaine, à la criminalité et aux activités illicites comme le trafic de la drogue et les crimes rituels. 32,7 % de la population gabonaise vit en dessous du seuil de la pauvreté c'est-à-dire avec moins de un (1) dollar US par jour selon les statistiques de la Banque Mondiale. Au-delà de cette ségrégation sociale et des inégalités qui affectent 50 % de la population urbaine du Gabon en matière d'emplois, jusqu'au début des années 2000, plus de la moitié de la population gabonaise vivait encore dans les bidonvilles. Au demeurant, le Gabon est un pays qui souffre de carences structurelles, institutionnelles et de la mauvaise gouvernance généralisée faisant passer l'État pour un appareil de surestimation rudimentaire et contraint au service d'un clan, ce que confirment d'ailleurs les experts internationaux. Avec une moyenne indicielle de la perception face à la corruption de 40,71 (la meilleure de la région), cette situation accroît non seulement la limitation des libertés individuelles, mais nourrit également l'instabilité sociale devenue presque chronique (voir figure 11). Le Gabon reste un pays où pullulent la misère sociale, la pauvreté et le sous-développement, qui tendent à se dissimuler derrière les chiffres d'une croissance du PIB. C'est un pays riche en ressources naturelles et financières, qui cependant présente les caractéristiques d'un pays à faible revenu.

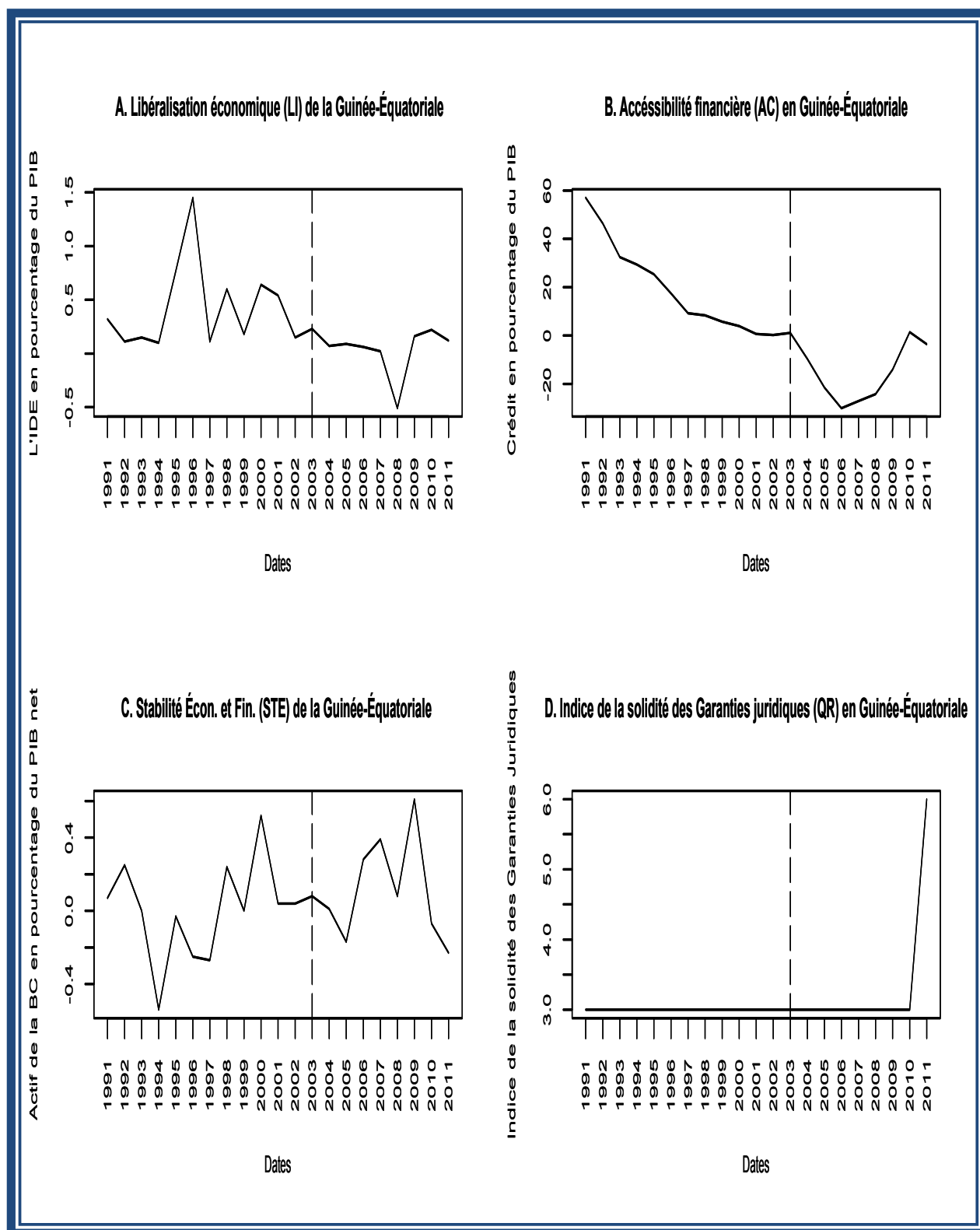
La Guinée Équatoriale (pays appliquant le consensus de Beijing) :

Figure 14: évolutions des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



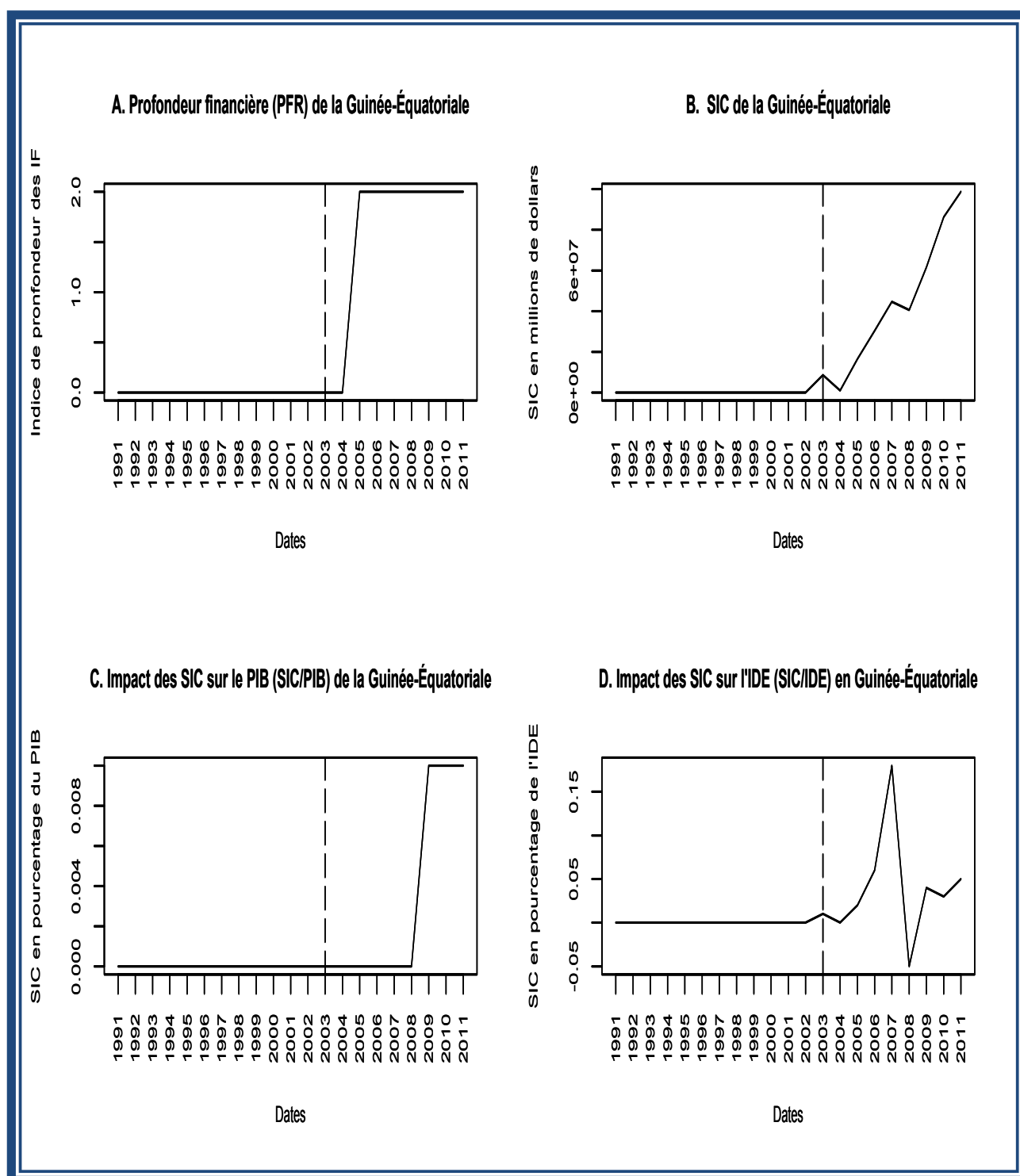
Sources : Banque Mondiale (A, C, D) Agence américaine de l'énergie (B).

Figure 15: évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques



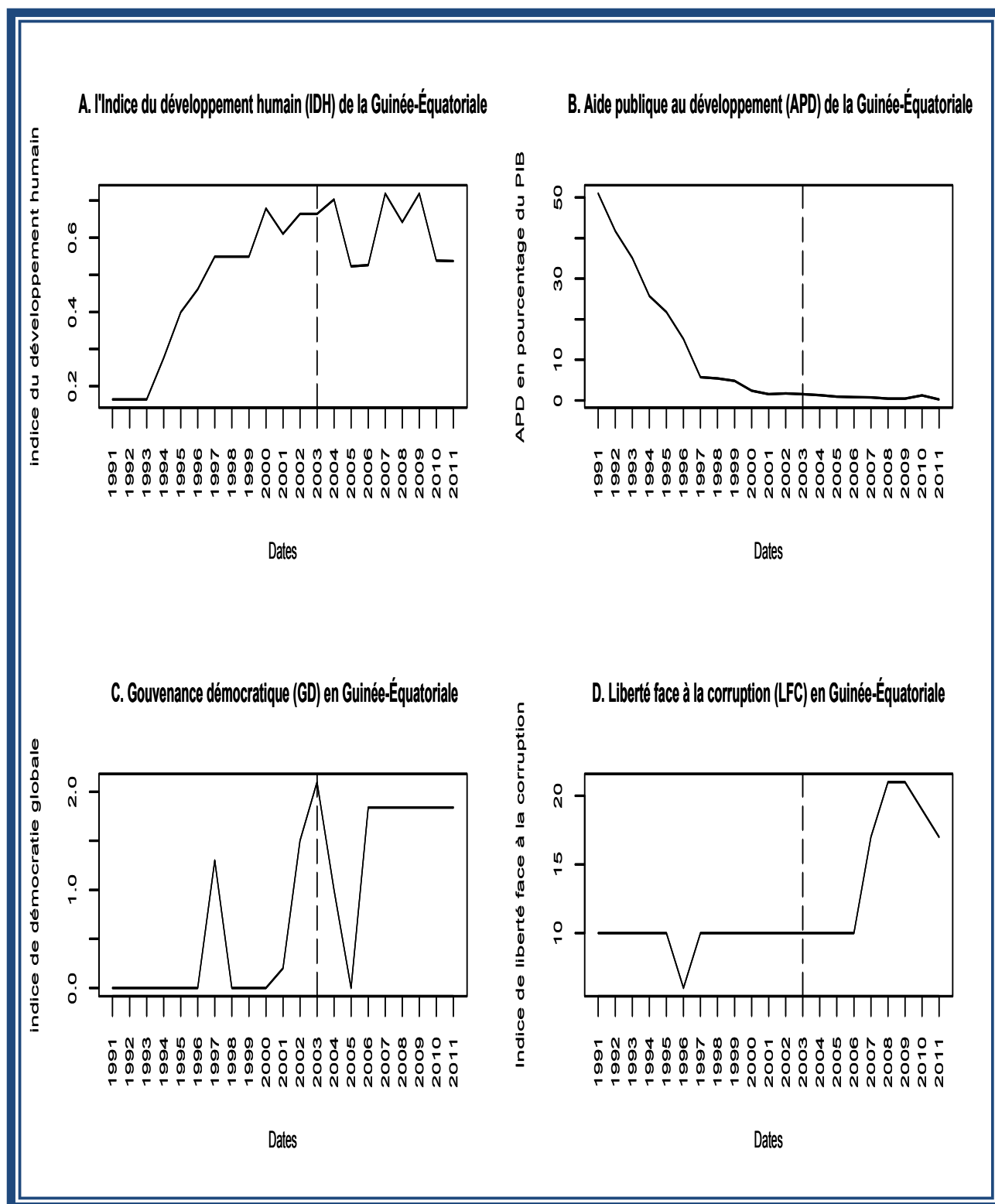
Source: Banque Mondiale (A, B, C, D).

Figure 16 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Sources : Banque Mondiale, Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC).

Figure 17: évolution des variables politique, économique et social



Sources : Banque Mondiale (B), Perspectives monde (C, D), PNUD (A).

La Guinée équatoriale, pays naguère pauvre, isolé, relativement coupé du reste du monde avec un réseau routier défectueux et des liaisons de communication interne très limitées, a été incapable jusqu'au début des années 1990 de combler, avec l'APD, le manque des ressources indispensables à la construction et à l'entretien des infrastructures indispensables à son développement (voir figure 17). Simultanément, une part considérable des coûts de l'enseignement a été transférée aux communautés et aux familles à travers l'imposition des droits de scolarité et l'obligation de devoir supporter les coûts de la construction des écoles notamment au cycle primaire. Ce pays était très endetté, son service à la dette s'est fortement alourdi entre 1989 et 1990 au point où il représentait cinq fois la valeur annuelle de ses exportations. L'économie de la Guinée équatoriale était essentiellement fondée sur la production du café, du cacao et du bois. En 1991, ce pays a bénéficié de l'APD sous forme de mécanisme de financement élargi (MFE) singulièrement d'un prêt d'ajustement sectoriel (PASEC) et d'un accord stand-by avec le FMI. Cependant, les différentes mesures contenues dans les accords signés avec le FMI avaient tellement affecté la structure des dépenses publiques pour faire face au service de la dette au point où les dépenses réellement consacrées aux populations ont stagné. En conséquence, les sommes allouées aux soins médicaux, à l'enseignement et autres services publics ayant un coût social élevé et qui tendent à profiter aux couches sociales pauvres plus que d'autres services ont fait l'objet des coupes disproportionnées avec un impact considérable sur l'IDH (voir figure 17). En 1992, au sommet de la francophonie, à Libreville au Gabon, le président équato-guinéen fustige ses pairs singulièrement la France et le Canada d'être de concert avec d'autres puissances occidentales notamment la Grande-Bretagne pour soutenir des actions subversives contre son pays. Assurément, ces puissances occidentales demandaient au gouvernement équato-guinéen de laisser entrer les opposants du régime en exil et d'engager le pays dans un réel processus de démocratisation plurielle de la vie politique (*Afrique plurielle*, 1998-2001). Mais, le président équato-guinéen n'entendait pas les choses de cette oreille, si bien qu'il ira jusqu'à pointer du doigt les institutions internationales partenaires au développement, singulièrement le FMI et la BM, qui conditionnaient l'attribution de l'APD à son pays par l'adoption d'une gouvernance démocratique, d'être des complices d'une ingérence des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la Guinée équatoriale.

Eu égard à la situation susmentionnée, la présidence de la république équato-guinéenne décide de se départir de toutes les pressions extérieures exercées sur son gouvernement en matière de

démocratie par l'entremise des conditionnalités du FMI. Elle s'est donc engagée à rembourser la totalité de la dette extérieure du pays avec les premières recettes d'exportations pétrolières. C'est ainsi, qu'en janvier 1993, les recettes de la vente de la licence d'exploration pétrolière du gisement d'Alba à la société américaine Walter International Equatorial Inc, n'ont pu atteindre le trésor public, même pas par le système fiscal. Ces sommes sont allées assurer le remboursement de la dette publique (voir figure 14).

Impulsée par l'exploitation de ces énormes réserves pétrolières, l'économie équato-guinéenne devient l'une des plus dynamiques de la CEMAC et de l'Afrique avec une croissance moyenne de 18 % du PIB sur la période de 1991 à 2011 (voir figure 14). Avec un niveau d'investissement moyen de 15 % du PIB moyen, la Guinée équatoriale se présente comme l'une des principales destinations de l'IDE dans la CEMAC. Forte de sa stabilité économique et financière, qui s'élève en moyenne à 5 % de son PIB (voir figure 15), elle a décidé une diversification de ses partenaires économiques et de ses soutiens extérieurs. Le gouvernement équato-guinéen a signé des accords de partenariats stratégiques et de coopérations économiques avec la Chine, qui s'intéresse à sa production pétrolière. À partir de 1996, le gouvernement équato-guinéen a accordé la priorité au développement du tissu productif à travers la construction d'infrastructures routières, aéroportuaires, portuaires et des réseaux de télécommunication. Les travaux de ces vastes chantiers de construction d'infrastructures ont été attribués à la Chine dont les stocks d'investissements moyens s'élèvent à 18. 492. 429 dollars US dans ce pays (voir figure 16). La construction des BTB a également bénéficié des investissements publics consistants et a contribué à 4,5 % du PIB en 2011.

Toutefois, la croissance économique à deux chiffres de la Guinée équatoriale entre 2000 et 2008, soit 12,5 % du PIB en 2000, s'est effondrée en 2009 du fait de la chute des cours du pétrole sur le marché international pour s'établir en 2010 à -1,7 % du PIB (voir figure 14). Le boom pétrolier a engendré des pressions inflationnistes au point où l'indice des prix à la consommation a flanché de façon exponentielle jusqu'à atteindre 7 % du PIB en 2009 et 8 % du PIB en 2010. Par ailleurs, la marginalisation des secteurs agricoles et des services fait de la Guinée équatoriale un pays en proie à une insécurité alimentaire et à des carences technologiques substantielles. Les énormes quantités d'hydrocarbures produites quittent les eaux territoriales de ce pays sans avoir subi une

quelconque transformation. La valeur ajoutée industrielle de la Guinée équatoriale a connu une chute vertigineuse depuis la découverte des hydrocarbures (voir figure 14).

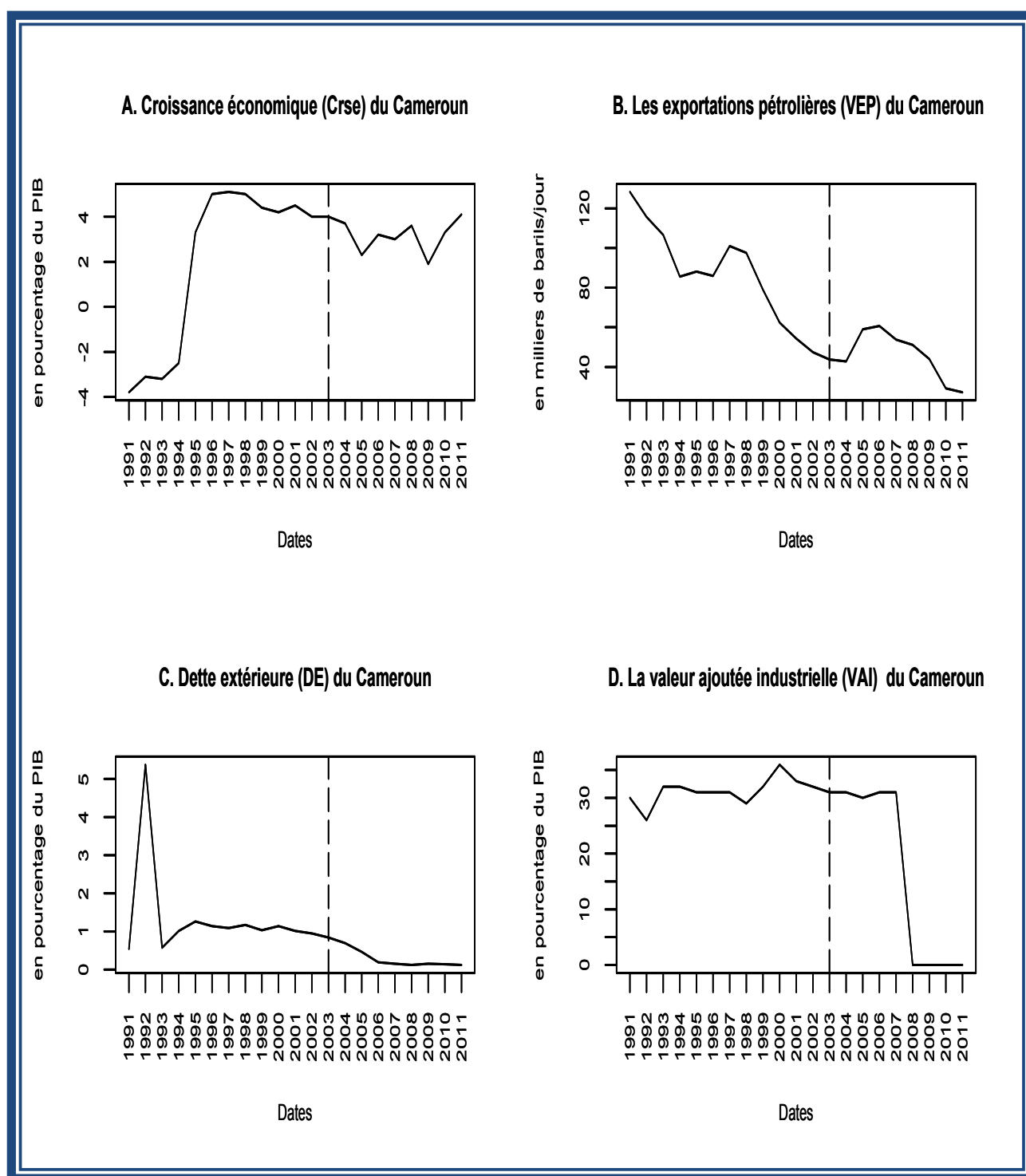
En effet, les importantes ressources tirées de la vente du pétrole et du gaz ne sont pas du tout réinvesties dans les secteurs traditionnels qui constituaient avant la découverte du pétrole les principales activités économiques de ce pays. Bien que la Guinée équatoriale dispose d'un PIB par habitant le plus élevé de la zone CEMAC, soit 14, 374 dollars US par habitant (l'un des plus importants en Afrique), les indicateurs sociopolitiques de ce pays laissent à désirer, au vu du ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national en pourcentage de la population. Autrement dit, 76,8 % des personnes en Guinée équatoriale vivent en dessous du seuil de pauvreté pour une population d'à peine 736,300 habitants. Ce pays est de ce fait confronté à de sérieux problèmes de redistribution des richesses et présente des caractéristiques d'un pays à faible revenu avec un IDH moyen de 0,514 à associer avec une moyenne indicielle de liberté face à la corruption de 11, 95 (voir figure 17), et une moyenne indicielle de la solidité de garantie juridique de 3,14 sur la période de 1991 à 2011. La persistance d'une telle situation génère pour ce pays, les conditions de sa propre instabilité (voir figure 15).

Certes, le FMI n'intervient pas en Guinée équatoriale puisque c'est un pays qui dispose d'excédents budgétaires conséquents, mais n'empêche que cette institution insiste auprès des autorités de Malabo sur la nécessité de diversifier l'économie afin de créer des emplois et d'établir une économie de l'après-pétrole. Comme tous les pays de la CEMAC, la Guinée équatoriale souffre d'un faible niveau de crédit à l'économie (*Bilan économique du Monde*, 2011: 170). Néanmoins, avec une accessibilité financière moyenne de 5,1 % du PIB et une stabilité macroéconomique et financière de 5 % du PIB (voir figure 15), il est nettement inimaginable que 76,8 % des personnes en Guinée équatoriale vivent en dessous du seuil de pauvreté, pour une population d'à peine 736,300 habitants. Par ailleurs, une moyenne indicielle de gouvernance globale de 0,8 sur 10 prouve à suffisance que ce pays demeure sous un régime autoritaire et de haute répression (voir figure 17). À cet effet, les défis à relever dans ce pays restent l'amélioration de la gouvernance globale, le développement du capital humain et la lutte contre la pauvreté à travers la mise en place d'une politique conséquente de redistribution des richesses. Malgré le fait que la Guinée Équatoriale souffre d'un faible niveau du capital humain et d'une économie sectorielle déficiente, elle demeure une puissance économique par l'exportation

d'énormes ressources pétrolières rapportées à la taille de sa population, à l'attrait par elle des investissements directs étrangers et surtout à la stabilité politique fondée sur un régime autoritaire restreignant les libertés publiques et politiques par le musèlement l'opposition politique (*Bilan économique du Monde*, 2011: 170; *Afrique plurielle*, 1998-2001).

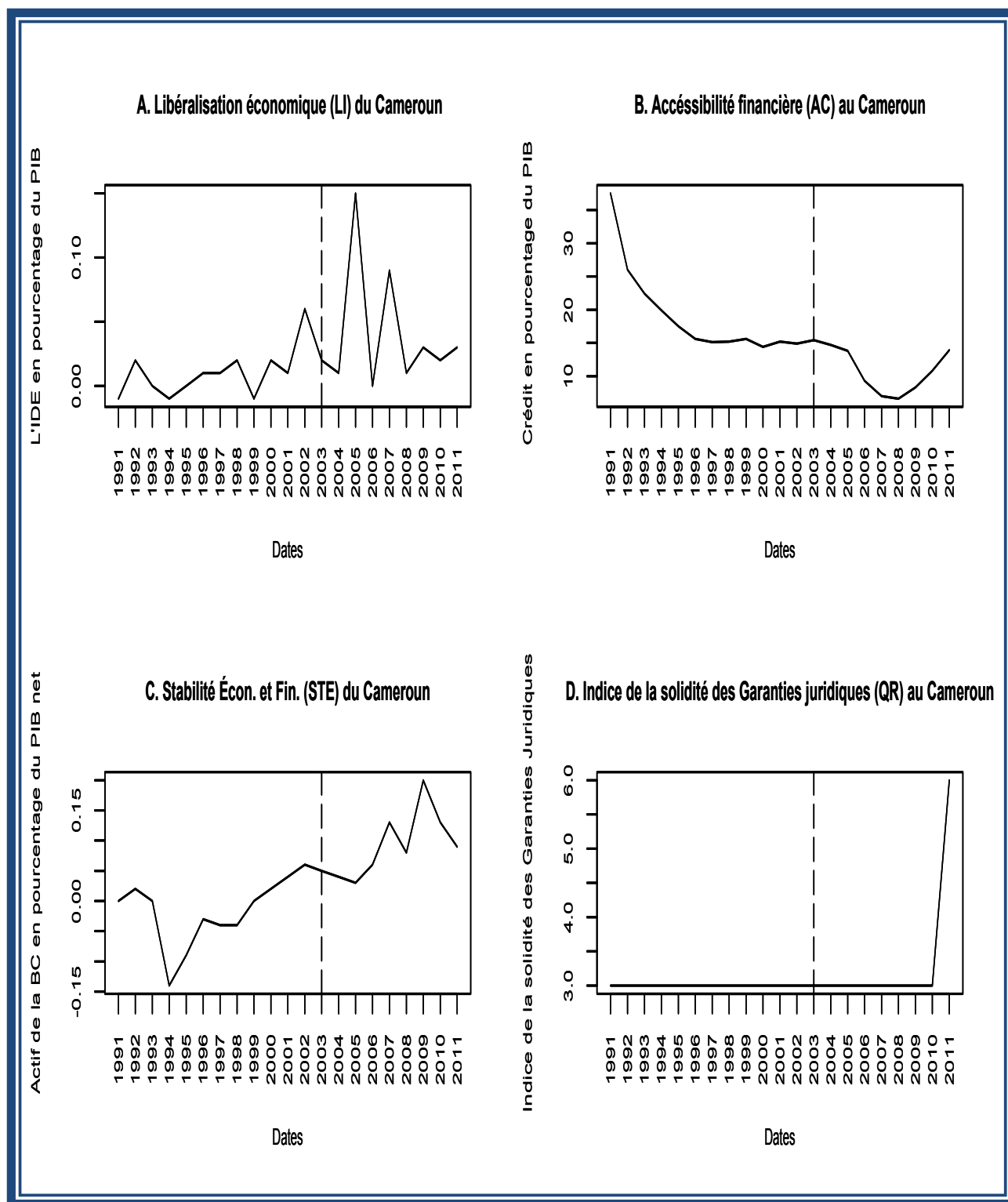
Le Cameroun (pays appliquant le consensus de Washington) :

Figure 18 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



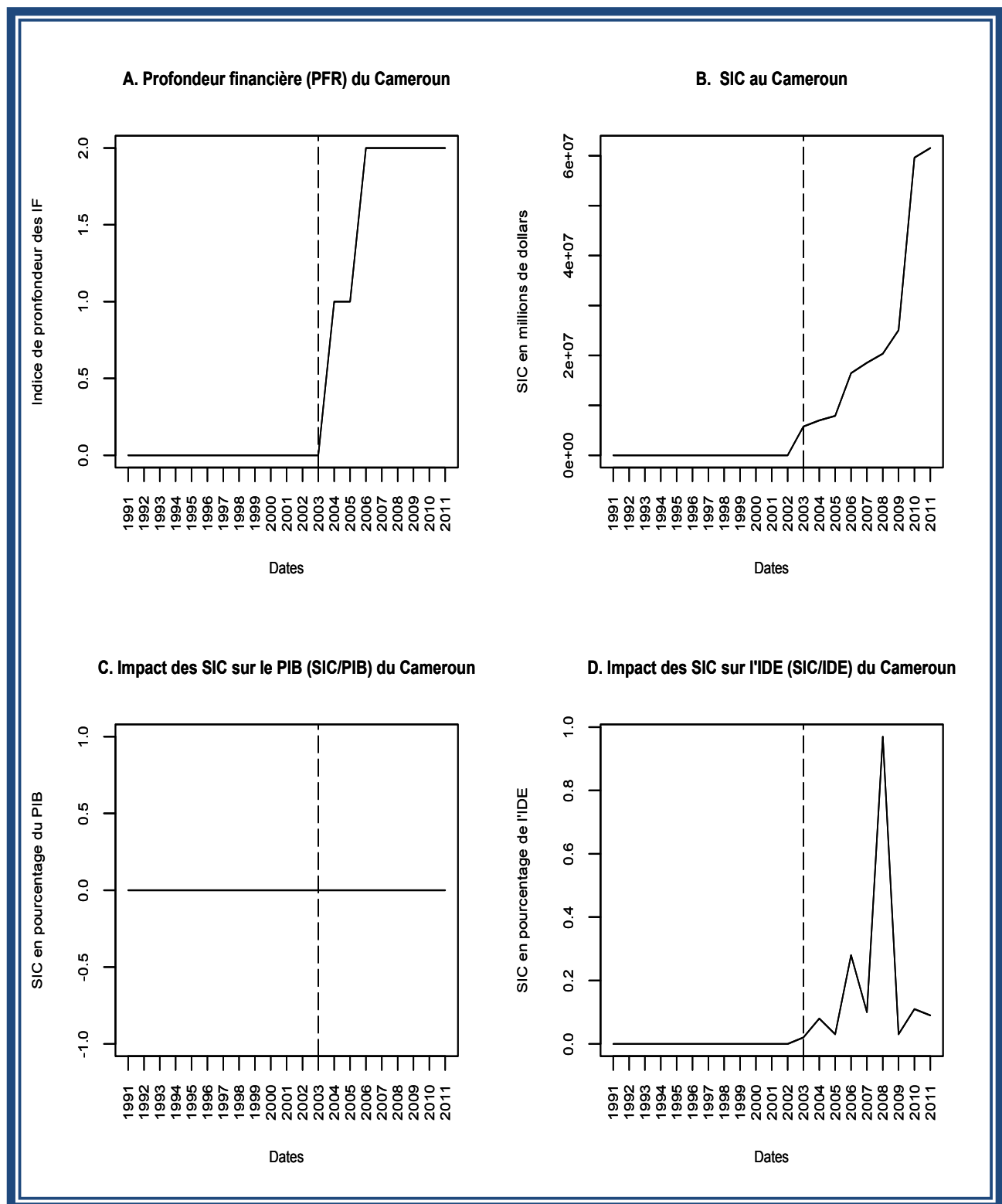
Sources : Banque Mondiale (A, C, D) Agence américaine de l'énergie (B).

Figure 19 : évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques



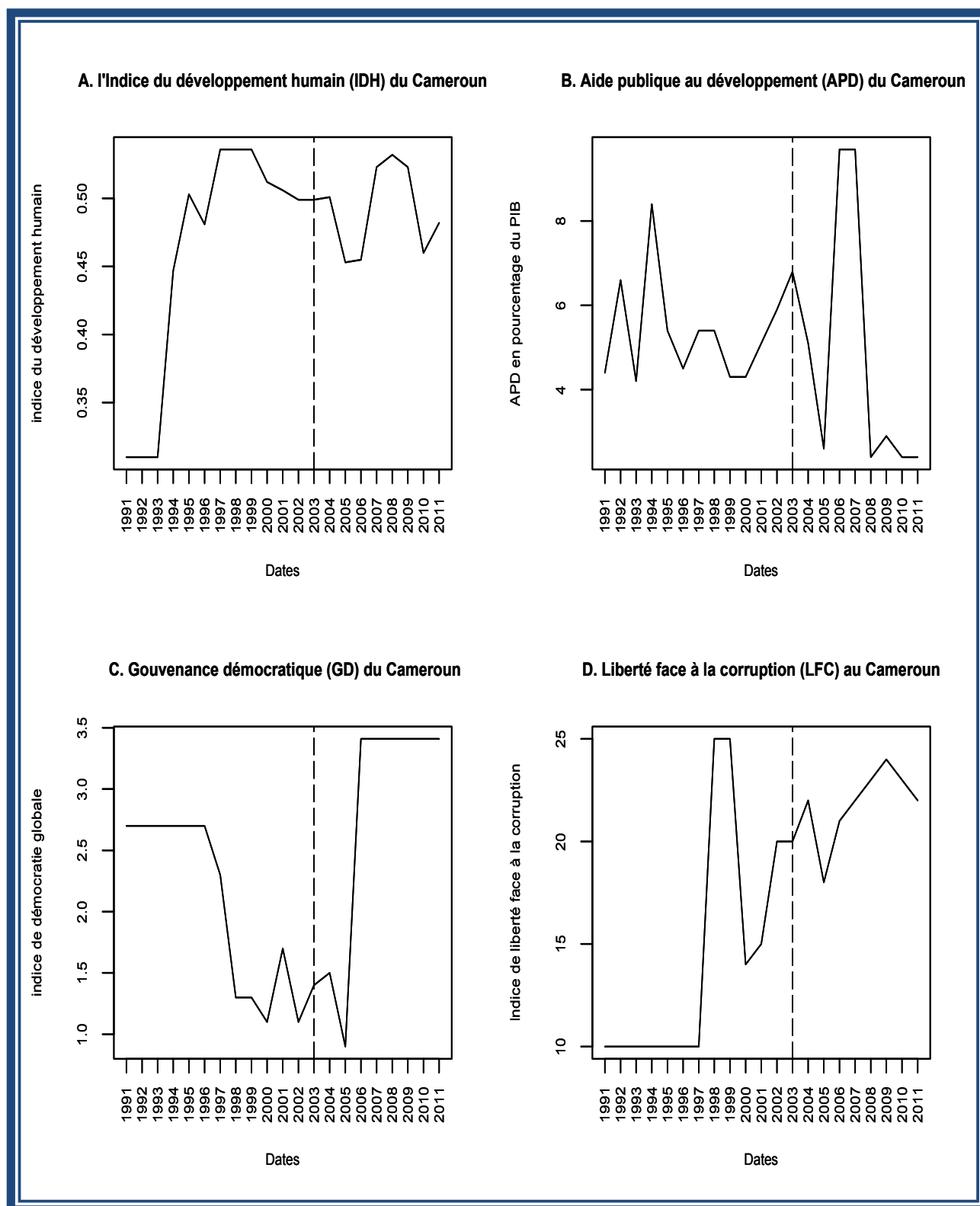
Source : Banque Mondiale (A, B, C, D)

Figure 20: évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Sources : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B, C, D).

Figure 21 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Source : Banque Mondiale (B), Perspectives monde(C, D), PNUD (A).

Le Cameroun pays en queue de peloton juste devant la Centrafrique dans l'attrait des Stocks d'investissements chinois (SIC) dans la région avec les SIC moyens de 18, 349,452 \$ US durant la période 2003 à 2011 (voir figure 20). L'économie camerounaise a été très affectée par la crise économique de 2008. Son taux de croissance moyen sur la période 1991 à 2011 est de 5,7 % du PIB. Elle avait chuté à 1,9 % du PIB en 2009 et n'a atteint que 3,3 % du PIB en 2010 (voir figure : 18). La faiblesse des performances économiques du Cameroun prouve la vulnérabilité de la capacité de résilience (la stabilité financière et économique) de son système financier et inquiète les institutions internationales. Le FMI estime que le Cameroun est un État vulnérable aux chocs exogènes bien que son niveau de stabilité économique et financière moyen se porte à 7,4 % de son PIB durant la période 1991-2011 (*Bilan économique du monde*, 2011 : 100). La gestion des finances publiques s'est détériorée. Le pays souffre du vieillissement et du manque d'infrastructures et des déficiences en matière de gouvernance qui sont cruciales. L'Indice de la solidité des garanties juridiques moyennes du Cameroun est de 3,10 (voir figure 19). La croissance économique du Cameroun, quant à elle, dépend de l'exportation du pétrole avec une moyenne de 131,863 barils par jour (voir figure 18). Ces exportations ont chuté à 27,180 barils par jour en 2011. Le gouvernement camerounais a augmenté les taxes douanières et fiscales pour compenser le déficit des recettes pétrolières du pays. En dehors du pétrole, ces recettes proviennent des exportations du café, du cacao, du coton et du bois. L'économie camerounaise est très dépendante de la santé économique de l'Union européenne (UE) qui demeure son premier partenaire économique (45 % des échanges commerciaux). Le niveau de libéralisme économique autrement dit les stocks l'IDE moyen du Cameroun sur la période 1991 à 2011 est de 8,3 % du PIB. En 2006, le gouvernement s'est accordé avec le FMI à mettre en place un document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) qui a été approuvé par le conseil d'administration du FMI (*Bilan économique du monde*, 2011 : 100). Dans le cadre du programme de lutte contre la corruption, le gouvernement camerounais a lancé l'opération épervier destinée à poursuivre les auteurs des crimes économiques. Le but de cette opération est de séduire les partenaires au développement. Cet élan a conduit certainement à l'amélioration de l'Indice de liberté face à la corruption du Cameroun. Au demeurant, cet indice reste faible, la moyenne sur la période 1991 à 2011 étant de 20,69 alors que le niveau le plus élevé est de 100. Du moins, l'opération épervier a permis au Cameroun de renouer avec les partenaires au développement. Mais, les capacités institutionnelles du Cameroun sont restées peu incitatives à l'attrait des capitaux privés étrangers,

avec un indice moyen de la solidité des garanties juridiques de 3,10 et un indice de gouvernance démocratique moyen de 1,71. Il est passé à 3,41 en 2011 plus près de la moyenne pondérée de l'ensemble du continent qui est 3,97 (voir figure 21).

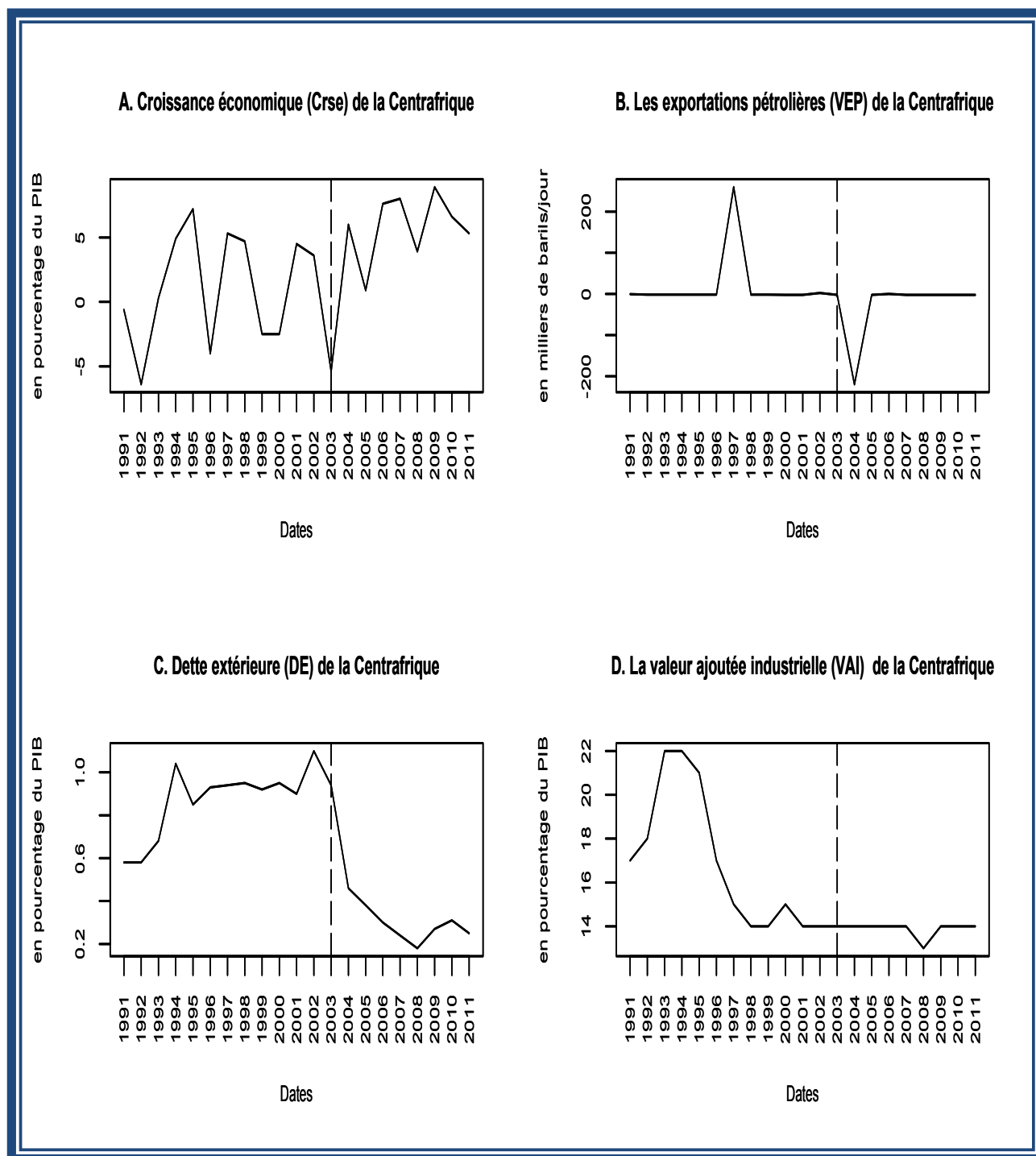
Les réformes institutionnelles menées avec l'assistance financière et technique du FMI, de la BM et du PNUD ont permis au Cameroun d'avoir pratiquement le meilleur indice de gouvernance démocratique et le meilleur environnement des affaires de la zone CEMAC. Le pays a bénéficié des échanges actifs allant au-delà du cadre des partenariats de coopérations classiques avec la France, les États-Unis et l'Union européenne. Le Cameroun a également étendu sa coopération aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud) ainsi qu'aux pays de la Ligue arabe. À cet effet, le gouvernement espère récolter quelques points de croissance grâce à un secteur de services dynamique notamment dans les télécommunications. Assurément, le pays a lancé certains grands projets tels que la construction du port en eau profonde de Kribi et envisage de développer les activités connexes à son secteur pétrolier, telle que la valorisation de son potentiel gazier avec la compagnie française GDF Suez pour un montant de 4 milliards d'euros. Le Cameroun construit également un réseau hydro-électrique mettant ainsi en valeur un potentiel électrique estimé à 20 Gigawatts. Ce chantier est l'un des rares à être confié à une entreprise chinoise (China International Water and Electric Corporation). La Valeur ajoutée industrielle (VAI) moyenne du Cameroun est de 35,4 % du PIB avec une accessibilité financière (AC) moyenne de 11,5 % du PIB.

Cependant, une croissance de 4,5 % du PIB enregistrée en 2011 paraît honorable aux yeux du FMI et de la BM, mais faible quand elle est confrontée aux performances des autres pays de la CEMAC. En décembre de 2010, le Cameroun a lancé un emprunt obligataire de 420 millions de \$ US destinés à la construction d'un barrage hydro-électrique. La conséquence immédiate de cet emprunt est l'accroissement de la dette publique. Seulement, l'indice du développement humain moyen dans ce pays est de 0,496 bien au-dessous de la moyenne générale qui est de 5 (voir figure 21). Le niveau de vie des populations ne s'est pas également amélioré, il s'est même aggravé dans les zones rurales. Le PIB par habitant stagne depuis 2005. En dépit de toutes ces difficultés, le FMI en partenariat avec le gouvernement du Cameroun estime que ces performances délicates vont s'améliorer s'il y a une relance de l'économie mondiale en raison d'une augmentation de la production pétrolière du Cameroun de 20 % par an entre 2012 et 2014.

Nous constatons que le Cameroun est dans un schéma de renforcement des capacités institutionnelles (assainissement de l'environnement politique, économique, juridique et social) avec l'assistance des institutions multilatérales pour attirer l'IDE. Le pays essaie de mettre en avant le concept de la bonne gouvernance symboliquement attaché aux politiques d'ajustement structurel inspirées par le consensus de Washington. Cependant, le Cameroun n'est pas mieux pourvu en capitaux comparativement aux pays pratiquant le consensus de Beijing.

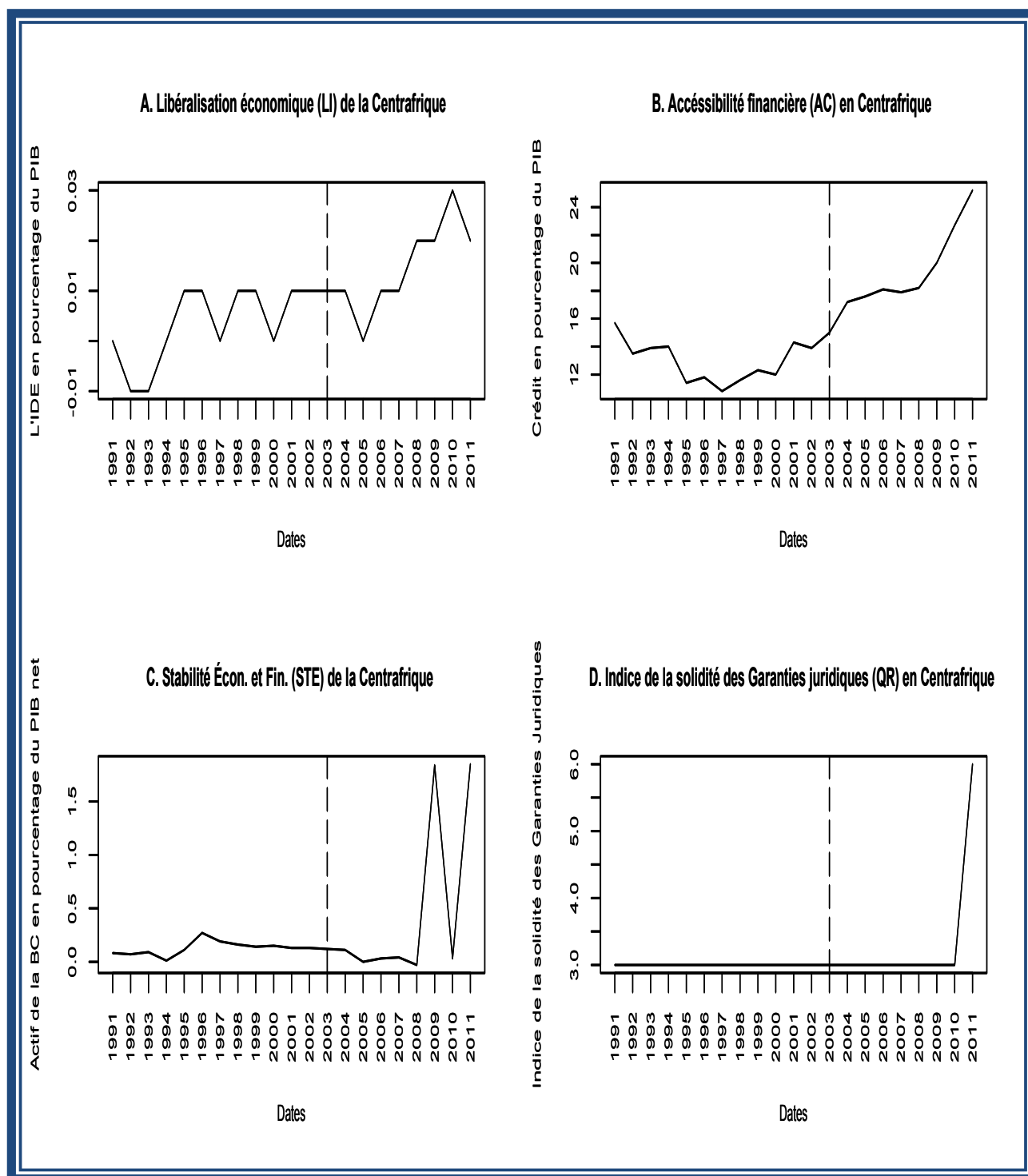
La Centrafrique (pays appliquant le consensus de Washington) :

Figure 22 : évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



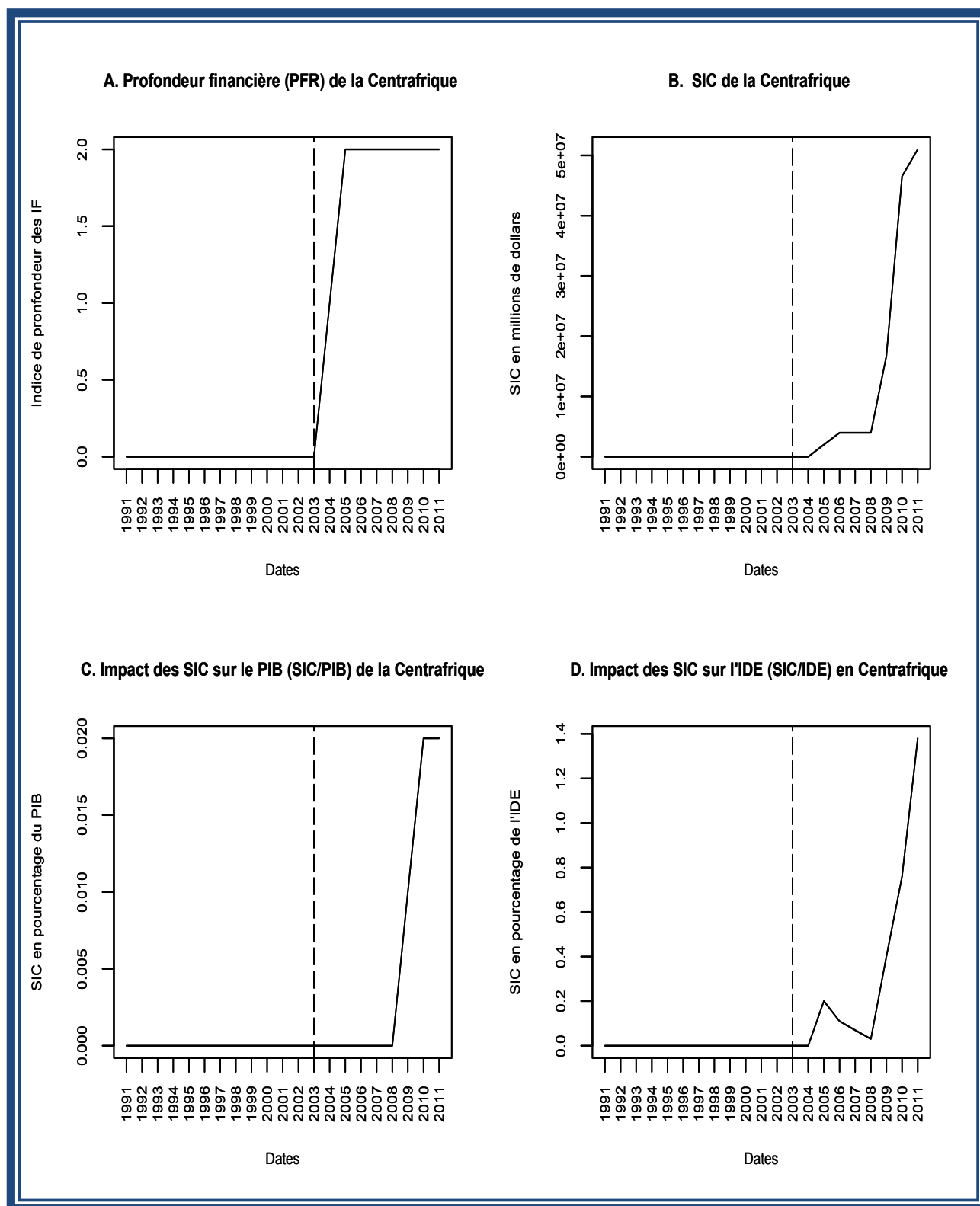
Sources: Banque Mondiale (A, C, D), Agence Américaine de l'énergie (B)

Figure 23 : évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques



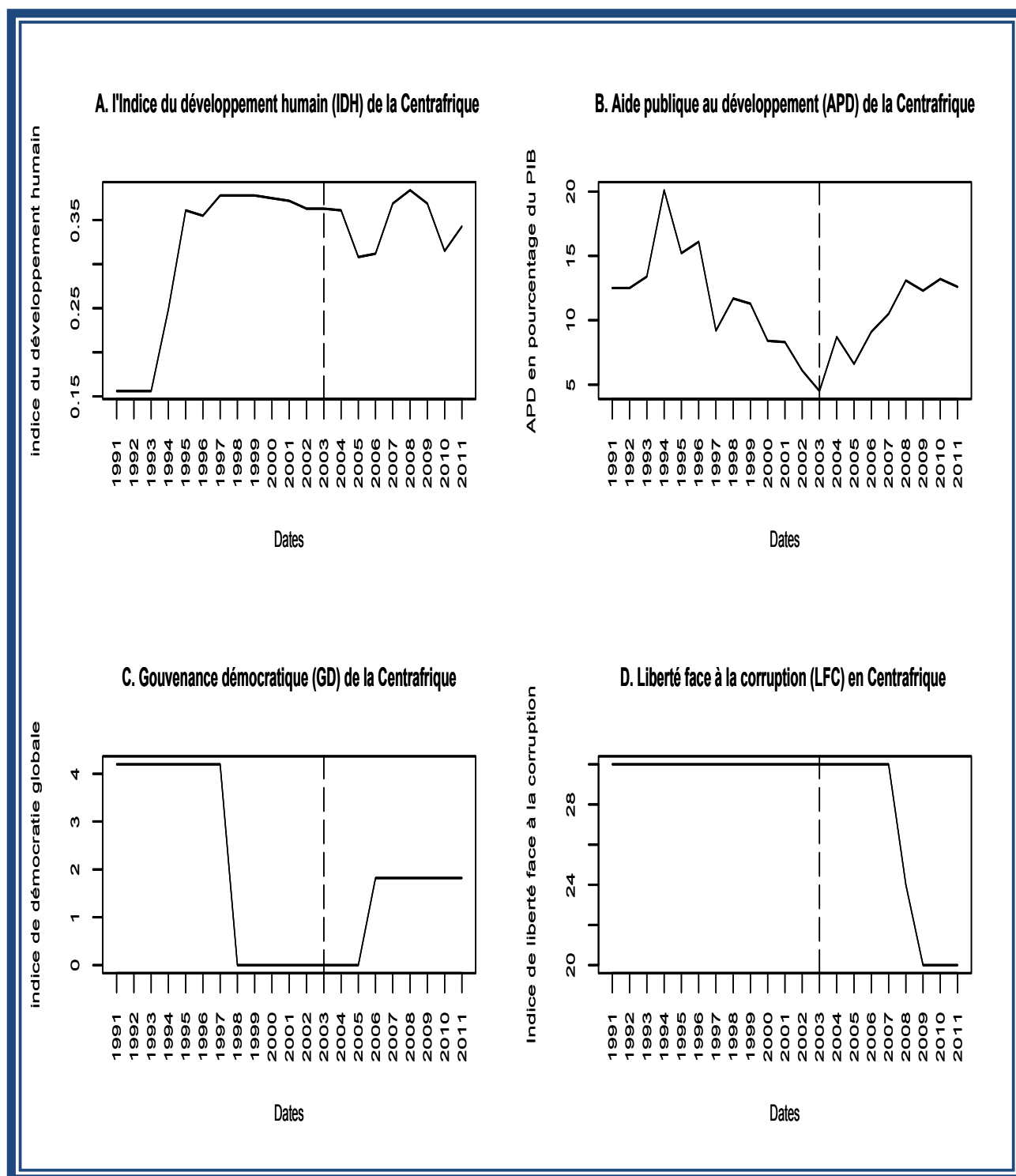
Source : Banque Mondiale (A, B, C, D)

Figure 24 : évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Sources : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B, C, D).

Figure 25 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Sources : Banque Mondiale (B), Perspectives monde (C, D), PNUD (A).

La Centrafrique, pays pauvre, sans littoral, essentiellement agricole et minier, est pratiquement au bord de la faillite depuis près d'une décennie. Bangui, sa capitale, a vécu coupée du reste du pays réduit à un hinterland d'autosubsistance et de trafic de diamants. Plusieurs fois soutenue à coup de rallonges budgétaires par la France notamment en matière salariale et minée par des grèves générales à répétition, en 1991, l'économie centrafricaine s'est davantage dégradée. L'environnement sécuritaire très fragile, la porosité des frontières et l'instabilité grandissante dans les pays voisins ont favorisé toutes sortes de trafics en Centrafrique au point où 50 % voire 80 % de la production du diamant, du bois, du café et du cacao se commercialise par des canaux frauduleux. À partir de 1992, face à la détérioration de plus en plus forte de ses comptes extérieurs ainsi que de son budget et de la chute brutale de la croissance, la Centrafrique a conclu une série des accords d'ajustement structurel avec le FMI destinés à rétablir l'équilibre budgétaire et à stimuler la croissance (voir figure 22). Le nouveau gouvernement issu des élections de 1993, fort de sa notoriété, tout en tenant compte du PAS, s'oriente vers un programme plus orthodoxe, qui néanmoins n'a pas pu rallier les votes du FMI à cause du désaccord persistant sur la dévaluation du franc CFA intervenu le 12 janvier 1994. La même année, la Centrafrique a connu des tensions sociales occasionnées par une hausse des prix à la consommation consécutive à la dévaluation du franc CFA.

Pourtant, certains secteurs de la production, tels que le coton, le café ou le bois, auparavant déficitaires ou apparemment voués à la disparition, ont semblé donner des résultats bien meilleurs à ceux réalisés dans le passé. Relativement à la nouvelle situation monétaire, ces secteurs ont donné des signes de reprise économique (voir les figures 22 et 23). Malgré la hausse des prix nominaux à la production induite par la dévaluation du franc CFA, les prix réels à la production des cultures vivrières et des cultures d'exportation ont continué à baisser à cause d'une inflation permanente. La confirmation de ces résultats n'a cependant pas eu d'effets immédiats sur les finances publiques dont le déficit chronique a dû être couvert par l'aide internationale (voir figure 25). Toutefois, les mesures d'ajustement structurel exigées par le FMI, la BM et la Caisse française de développement (CFD) concernaient les domaines sensibles tels que le démembrement de la fonction publique, la lutte contre la corruption à travers un assainissement des finances publiques et la moralisation de la vie publique ainsi que les réformes douanières dans le cadre de la nouvelle institution régionale naissante (la CEMAC) (*Afrique plurielle*, 1998-2001). En soutenant les réformes engagées par le FMI et la BM, la France soucieuse de défendre

ses intérêts géostratégiques en Centrafrique, s'est efforcée de sortir de la situation du face à face où l'avait placé son soutien manifeste aux différents régimes qui se sont succédé au pouvoir dans ce pays. Ce pari a été un succès d'une courte période avec le retour de l'aide multilatérale ainsi que celle de l'Allemagne, du Canada, du Japon et des États-Unis (voir figure 25). Très tôt, le nouveau gouvernement centrafricain issu du suffrage universel direct a eu bien des difficultés non seulement à sortir l'administration de son inertie et à commencer les réformes élaborées avec les bailleurs de fonds, mais également à mener une réelle politique de lutte contre la corruption (*Afrique plurielle*, 1998-2001).

Si la démocratisation de la Centrafrique a atténué la répression politique, néanmoins, l'instabilité persistante dans les pays voisins singulièrement au Tchad et au Soudan a contribué à donner de l'emprise aux arguments militaires dans le clivage sociopolitique en Centrafrique. Les différents événements dans le pays vont témoigner de la fragilité du changement du style de gouvernement et de la déficience du climat social. Juste après l'élection du président Ange Félix Patassé, la Centrafrique est affectée par une série de manifestations sociales notamment les grèves des travailleurs et des différentes mutineries (des soldats réclamant leurs soldes). Une seconde mutinerie, en 1996, se termine par des émeutes et des pillages massifs dans la capitale. Le nouveau régime élu n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce à une intervention de l'armée française qui a procédé à l'évacuation des expatriés et s'est aussi chargée à réduire la mutinerie. Ces événements ont fait naître un sentiment anti-français d'autant plus qu'ils ont eu à remettre en lumière la position dominante de la France dans ce pays où elle a toujours risqué, au nom de ses intérêts géostratégiques et géoéconomiques, de se retrouver comme la seule puissance étrangère, mais encore face à des situations parfois ingérables.

Ces différents événements ont de nouveau affaibli les revenus de l'État malgré l'exploitation des mines de diamant dont le pays est le 5^{ème} producteur mondial. La tentative de créer des facilités pour que les transactions se passent dans les canaux formels n'a pas suffi à détourner significativement les producteurs des circuits frauduleux du Nord et de l'Est du pays. En 1995, le régime en place adopte une position conciliante vis-à-vis de la France en échange d'un soutien de celle-ci devant le FMI. Un accord signé avec le FMI le 1^{er} juillet 1998 fait bénéficier à la Centrafrique d'un prêt dit de facilité d'ajustement sectoriel (PFASEC) d'un montant d'environ 66 millions de dollars US et a ouvert la voie à un redressement qui devait favoriser la relance de

l'aide financière et de la coopération économique internationale. Le programme du FMI avait notamment pour objectif de maintenir un taux de croissance moyen du PIB réel de 5 % par an pendant sa durée d'application (1998-2000), de stabiliser l'inflation à 2,5 % et de ramener le déficit des comptes courants extérieurs à 5 % du PIB d'ici à l'an 2000. Il visait également à faire progresser l'État des finances publiques et à accélérer le programme de privatisation des entreprises publiques. Le gouvernement a espéré finaliser rapidement la privatisation de la société du pétrole (voir figure 22). Trois lots ont été retenus dont Elf, Total et Shell. L'appel d'offres pour la privatisation de la compagnie d'électricité a été lancé à la fin du premier trimestre 1999. Le gouvernement centrafricain a obtenu de ses créanciers bilatéraux, membres du Club de Paris, un important rééchelonnement de sa dette extérieure prévoyant l'annulation des échéances à hauteur de 67 % (voir figure 22). Cette restructuration porte sur un montant total de quelque 26 millions de dollars et couvre 90 % des paiements dus au Club de Paris entre juillet 1998 et juin 2001.

Comme la stratégie proposée doit être plus égalitaire et démocratique, l'environnement politique dans lequel cette stratégie devra être mise en œuvre revêt une importance primordiale. La nouvelle démarche exigeait de la part du FMI et de la BM un état fort, profondément réformé et doté d'une légitimité politique capable de faciliter la mise en œuvre des politiques dynamiques de redistribution. La réélection du 19 septembre 1999 d'Ange-Félix Patassé pour un second mandat de six ans, avec 51,6 % des suffrages, a certainement provoqué la contestation de la plupart des concurrents malheureux, mais sans qu'aucun ne franchisse le pas de la violence. Le pays a connu une croissance de 5 % de son PIB, mais le PRE n'a eu que de modestes résultats (voir figure 22). L'inflation est restée élevée, avec une capacité de résilience économique quasiment nulle, le déficit budgétaire n'a pas fait baisser les arriérés ainsi que l'encours totale de la dette qui ont progressé hors de toute proportion (voir les figures 22 et 23).

Ainsi, le PRE conclu avec le FMI et la BM révélait une fois de plus les contradictions entre l'indispensable besoin de stabiliser l'économie avec une réduction des crédits, de la masse monétaire et l'objectif de retrouver le taux de croissance positif à travers la production qui implique la démarche opposée dans le même domaine (voir figure 22). Rien n'indique que le PRE conclu avec le FMI et la BM a contribué à éliminer les goulets d'étranglement structurels en Centrafrique qui ont davantage rendu l'économie centrafricaine vulnérable du côté de la balance des paiements. Certains aspects du PRE conclu avec le FMI et la BM comme la libéralisation et

la dérèglementation de l'économie avec pour principal leitmotiv la réduction des barrières à l'entrée et à la sortie de certains marchés, avec un accent excessif mis sur l'exportation des produits de base traditionnels, a rendu ces goulets d'étranglement comme la commercialisation et l'exportation frauduleuses de certains produits plus difficiles à être résorbées. En règle générale, le PRE centrafricain reposait sur des mesures macro-économiques orthodoxes de court terme, et prêtait peu d'attention à la nécessité de modifier la structure de la production et des exportations ou de résorber des carences en matière d'infrastructures dans le pays. En 1999, la progression du PIB a atteint quand même 5 %, tandis que l'inflation n'eut guère dépassé les 2 % (voir figure 23). Par ailleurs, un plan national de lutte contre la pauvreté a été validé par le gouvernement en avril 1999, l'indice de développement humain établi par les Nations unies de la Centrafrique restant l'un des dix plus médiocres au monde (voir figure 25).

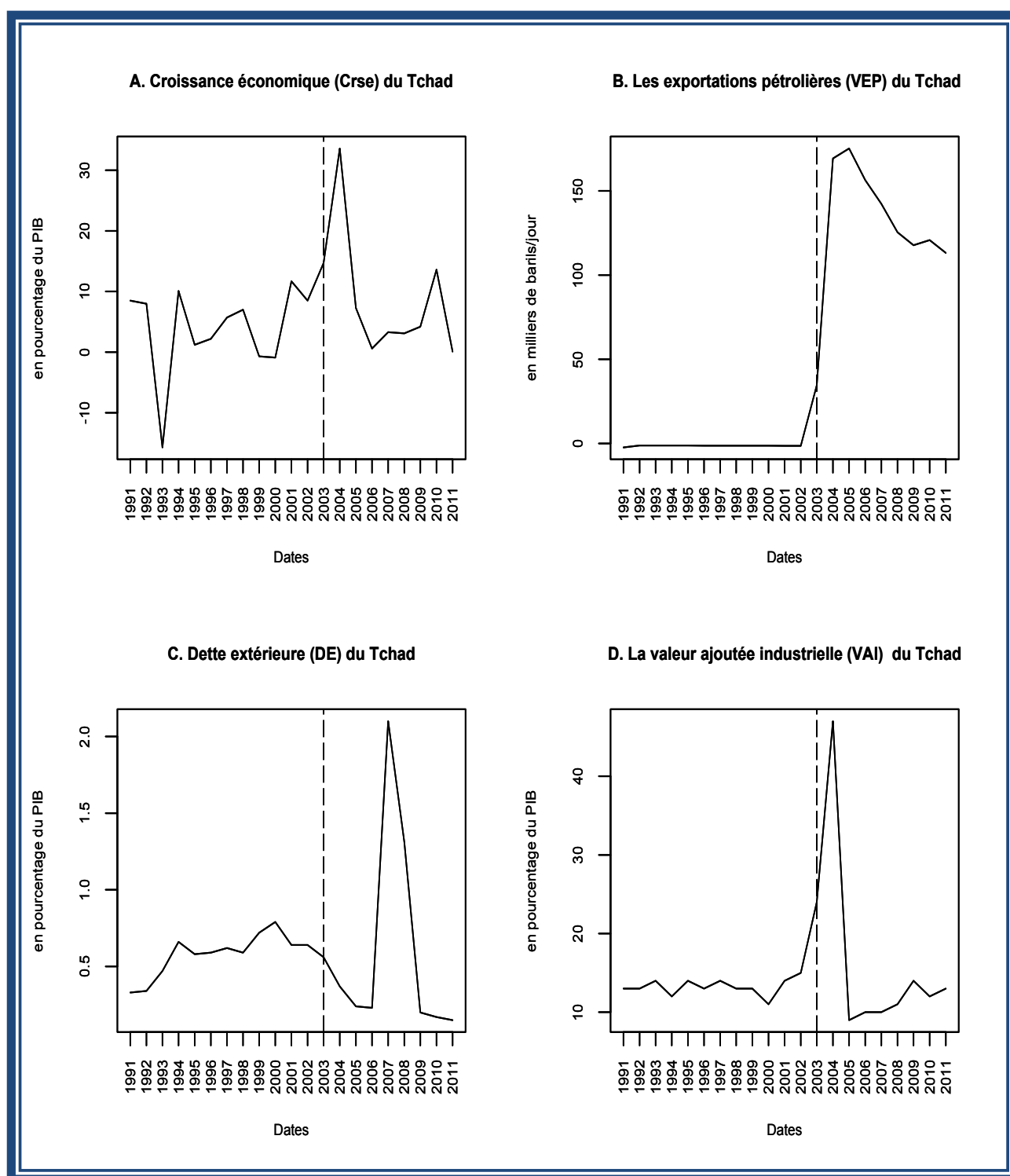
En 2003, une rébellion éclate au nord et aboutit à un coup d'État. En 2005, le changement de régime est légitimé par des élections. Mais, n'en demeure pas moins que la République centrafricaine est le pays où l'environnement des affaires est le plus médiocre au monde. Le nouveau gouvernement est sommé par le FMI, la BM et la Banque africaine de développement (BAD) d'assainir le climat des affaires afin de pouvoir bénéficier des facilités de financements. Le nouveau régime conscient de la fragilité du climat politique, économique social dans le pays s'est attelé à lancer de multiples appels à l'aide auprès de la communauté internationale. Pour ce faire, une opération main propre, synonyme de lutte contre la corruption, est lancée dans le pays, plusieurs membres du gouvernement impliqués dans toutes sortes de malversations sont limogés et certains sont mis en examen. L'objectif de cette opération main propre est de faire revenir les investisseurs qui ont quitté le pays aux motifs que le gouvernement précédant ne respectait aucune règle de bonne gouvernance (voir figure 29). Après avoir adopté les documents de la stratégie de la lutte contre la pauvreté de première et de deuxième génération (DSRP1 et DSRP 2), le pays a connu un bond de croissance de 6,6 % en 2010 (voir les figures 22 et 25). L'union européenne, premier partenaire, économique de la Centrafrique, fortement incitée par les performances économiques du pays, a organisé une conférence des donateurs en faveur de la Centrafrique. L'IDE connaît un rebond, même un resurgissement d'intérêt de la part de l'ensemble de la communauté internationale pour la Centrafrique et des partenaires financiers de la RCA (voir figure 23). La BM a octroyé 24 millions de dollars US à la Centrafrique pour relancer le secteur agropastoral et le FMI lui a également accordé 63,2 millions de dollars à titre

de la facilité d'accès au crédit pour soutenir son programme économique de moyen terme. La Centrafrique a également bénéficié de 124 millions de dollars US de la part de la BAD et *l'exim banque* pour la reconstruction de l'aéroport de Bangui. Autant des financements capables de redynamiser la croissance économique et de susciter le développement social. En novembre 2011, le FMI, qui avait donné son autorisation de prêt de 63 millions de dollars sur trois ans, constatait dans un rapport un raffermissement de l'activité économique (*Bilan économique du Monde*, 2013 :169).

En voulant diversifier ces partenaires économiques, le président centrafricain a fait appel à l'expertise minière des BRICS singulièrement de l'Afrique du Sud et de la Chine. La France s'est donc braquée contre le régime en place. Cette situation a rendu plausible, en 2011, une nouvelle offensive d'insurgés venus du Nord du pays dont l'avancée fulgurante sur le terrain a abouti à un coup de d'État et a fait toucher à la République Centrafricaine le fond des problèmes auxquels elle a été toujours confrontée à travers une nébuleuse de la violence provoquant ainsi une instabilité sur tous les plans (politique, sécuritaire, économique et social).

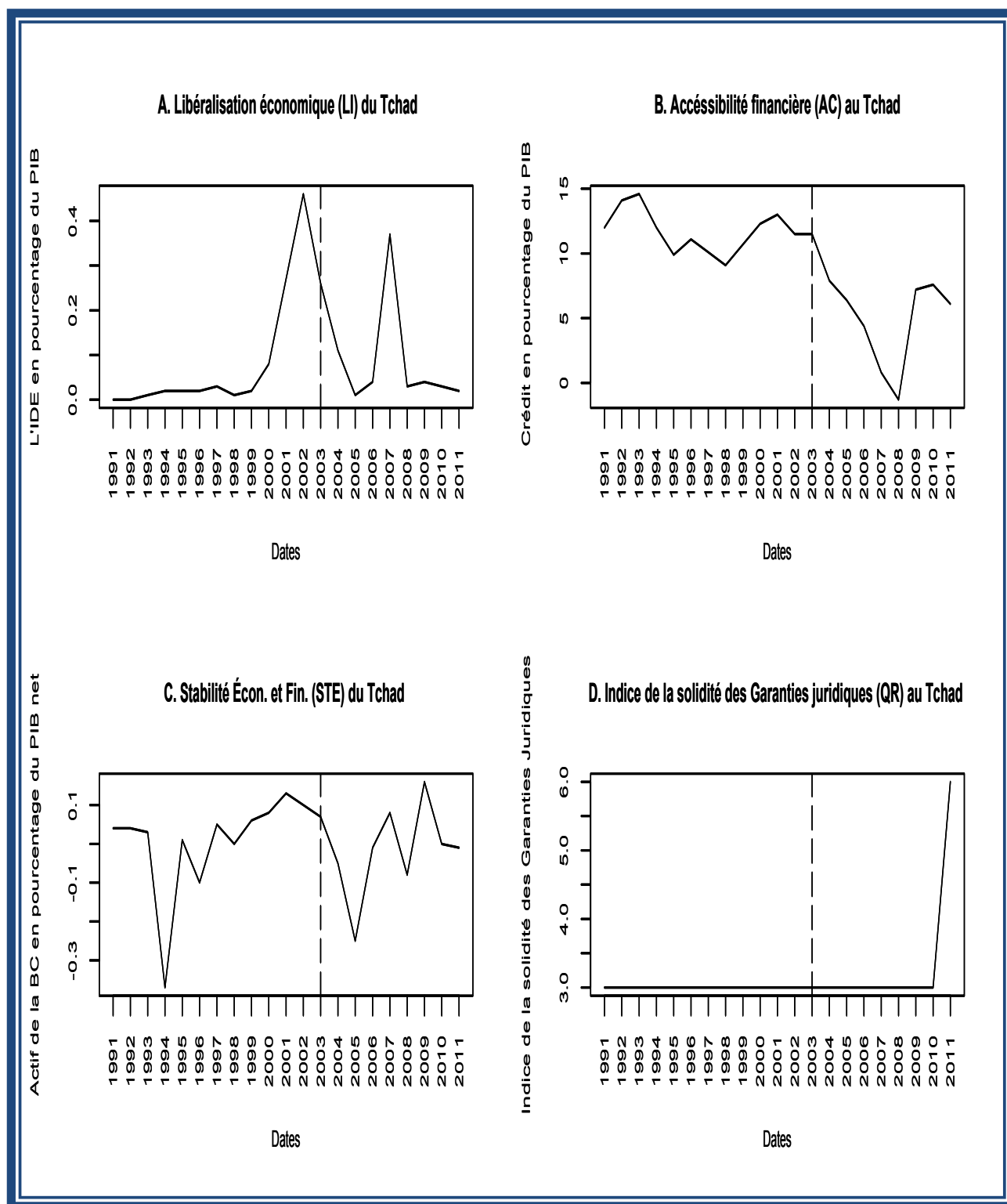
Le Tchad (pays neutre)

Figure 26: évolution des variables macroéconomiques et des exportations pétrolières



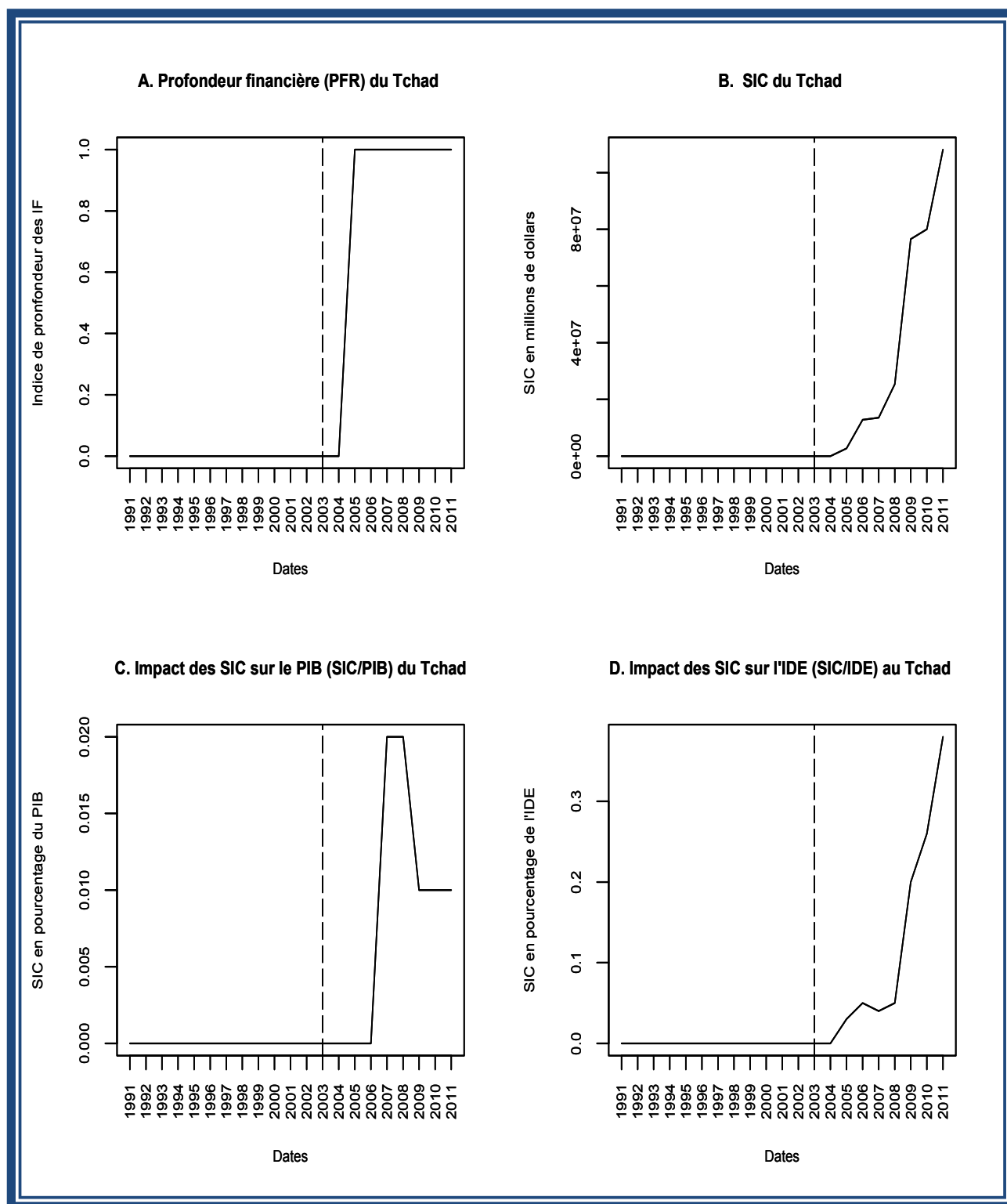
Sources: Banque Mondiale (A, C, D), Agence Américaine de l'énergie (B).

Figure 27: évolution des variables macroéconomiques et financières et juridiques



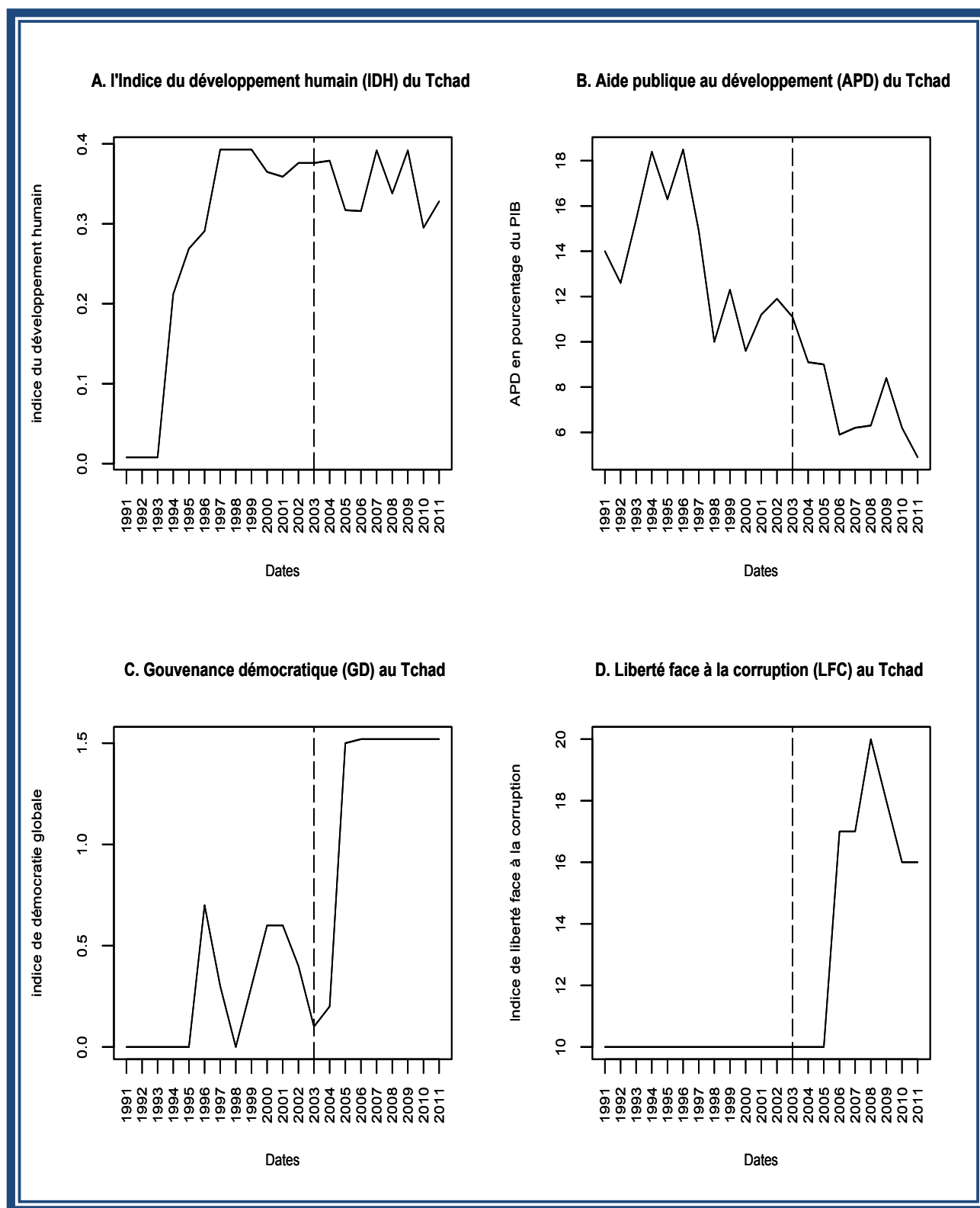
Source : Banque Mondiale (A, B, C, D)

Figure 28: évolution de la profondeur financière et des stocks d'investissement chinois



Sources : Banque Mondiale (A), Centre d'Études sur la Chine moderne et contemporaine (B, C, D).

Figure 29 : évolution des variables de développement politique, économique et social



Sources : Banque Mondiale (B), Perspectives monde (C, D), PNUD (A).

Vu de l'extérieur, en dépit des revenus considérables issus de l'exploitation des ressources pétrolières qui a débuté en 2003 (voir figure 26), le Tchad, avec une population répartie de manière inégale sur l'ensemble de son territoire, ressemble toujours à un champ de batailles interminables où des factions rebelles s'affrontent, à intervalle de temps régulier, avec un pouvoir souvent aux abois incarné par un chef de guerre retranché dans la capitale. Ce pays, dont l'économie a été longtemps dominée par les activités primaires que sont l'agriculture (la culture du coton), l'élevage et l'artisanat, entend se moderniser en louvoyant entre les deux modèles de développement (les consensus de Washington et de Beijing). Bien qu'ayant une croissance moyenne du PIB de 6 % sur la période de 1991 à 2011, la réalité politique, économique et sociale du Tchad reste très complexe. Les longues années de guerre civile ont maintenu ce pays dans un climat d'insécurité tel que son environnement des affaires défavorable à la promotion des IDE. En 1995, avec l'appui de l'Union européenne et de la France, le gouvernement tchadien est parvenu à signer un accord de Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) avec le FMI. En 1998, le gouvernement tchadien est arrivé à mettre sur pied la loi des finances, chiffrée à 200, 000,000 de dollars US, avec un déficit prévisionnel des dépenses de 20,000,00 de dollars US et une possibilité de croissance de dépenses fixée à 5,7 % des prévisions chiffrées des dépenses publiques initiales. Un déficit budgétaire prévu à 15 % que l'APD comblerait.

En avril 1998, le FMI a approuvé la troisième tranche annuelle de la FASR conclue en 1995. Le Tchad a donc bénéficié des aides budgétaires du FMI, de la France et de l'Union européenne (voir figure 27). Bien qu'en 1998, l'IDH du Tchad se soit apprécié à 0,393 (alors qu'il n'était que de 0,008 en 1993), il est resté l'un des plus faibles au monde (voir figure 27). Le gouvernement a estimé améliorer cette situation, qui semble-t-elle liée à la faiblesse des ressources financières du Tchad, en mettant en valeur des gisements pétroliers de Doba dans la partie sud-ouest du pays (*Bilan économique du Monde*, 2011 :103). Il a de ce fait lancé le projet de la construction d'un oléoduc long de 1080 kilomètres pour transporter le pétrole du gisement de Doba vers le port en eau profonde de Kribi au Cameroun. Le projet mené par un consortium pétrolier conduit par l'américain Exxon qui s'est associé à Shell et Elf. Le financement de la BM a également été sollicité à hauteur de 115 millions de dollars sous forme d'un PASEC (Programme d'ajustement sectoriel). Néanmoins, la BM a conditionné sa participation financière à ce projet au respect de l'environnement et à l'établissement préalable par le gouvernement tchadien des politiques publiques propices à la redistribution des revenus qui découleraient de ce projet dans

une perspective d'amener ce pays vers plus d'équité et de justice sociale. Autrement dit, la BM a exigé du gouvernement tchadien qu'il consacre une large part des recettes pétrolières à la lutte contre la pauvreté ((*Bilan économique du Monde*, 2011 :103; *Afrique plurielle* : 1998-2001). Il était donc impérieux pour le Tchad de se consacrer au développement du capital humain dans la mesure où un rapport de la BM attribuait la faiblesse des performances politiques, économiques et sociales relatives du Tchad à un faible niveau de développement du capital humain. Un faible taux moyen de scolarisation et un faible niveau d'espérance de vie reflètent les conditions sanitaires et de formations médiocres qui par-delà caractérisent le faible niveau d'indice du développement humain au Tchad (voir figure 29). À la faiblesse du capital humain au Tchad s'associe un niveau élevé de corruption avec une moyenne indicielle de 12,1 soit le plus élevé au monde et une faible gouvernance démocratique qui se traduit par la violence et la répression militaro-policière surtout vis-à-vis des opposants politiques (voir figure 29).

En 1999, le gouvernement tant mieux que mal est parvenu à honorer les conditions de l'accord signé avec le FMI et la BM, mais la même année une rébellion éclate de nouveau sur les massifs du Tibesti au nord du pays et met en péril tous les efforts accomplis par le gouvernement pour retrouver la confiance des bailleurs de fonds internationaux. Les conséquences de cette nouvelle insurrection ont entraîné le pays vers une récession de l'économie au point où la majorité des PME a réduit pratiquement de 70 % leurs activités et certaines ont même glissé dans le secteur informel. Puisqu'il importait au gouvernement tchadien de pérenniser la crédibilité acquise auprès de la communauté des donateurs internationaux, il a fini par forcer le respect de la BM et du FMI en réussissant à réduire les déséquilibres extérieurs et en procédant à la privatisation de certaines entreprises comme la Société nationale sucrière du Tchad (Sonasut) et la Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE). La Société tchadienne du coton était en train de battre de l'aile, elle était donc sujette à un redressement ou à une liquidation plutôt qu'à une privatisation. Les sociétés Shell et Elf, par contre, se sont retirées des projets d'exploration des gisements pétroliers dans le Sud et dans la construction de l'oléoduc.

En 2003, date de l'achèvement de la construction de l'oléoduc, la croissance économique du Tchad s'est élevée à 11,7 % du PIB pour s'établir à 14,7 % du PIB en 2001(voir figure 26). L'IDH du Tchad s'est également apprécié, il est passé d'un niveau quasiment nul soit 0,008 en 1991 à 0,393 en 1998 (voir figure 29). Ces résultats voudraient dire que les travaux de la

construction de l'oléoduc ont eu un effet d'entraînement sur l'économie tchadienne en suscitant les conditions de l'offre globale (voir figure 26). En 2003, les premières livraisons du pétrole tchadien débutent et la production pétrolière a atteint une pleine production en 2004. La croissance économique s'est de nouveau appréciée, mais cette fois-ci de façon exponentielle. Elle est passée de 14,7 % du PIB en 2003 à 34 % du PIB, en 2004 soit le double (voir figure 26). Les recettes pétrolières du Tchad sont passées de 4,4 milliards de dollars US en 2004 à 8,4 milliards de dollars US en 2008 (voir figure 26). Par contre, la capacité de résilience de l'économie tchadienne ne s'est pas améliorée alors que les recettes de l'État se sont accrues. Pour la BM, si les recettes de pétrole ne se sont pas reflétées dans les comptes de la banque centrale et dans les investissements en infrastructures notamment dans le secteur de la santé où la mortalité maternelle et infantile est restée la plus élevée de la région (1099 décès en couches pour 100 000 naissances, tandis que les statistiques de la BM donnaient 103 cas de décès d'enfant à la naissance pour 1000), il se pose une question de gouvernance qui non seulement s'avère inefficace, mais laisse libre cours à la corruption (*Bilan économique du Monde*, 2013 :171). Il en est de même pour le secteur de l'éducation et de l'hydraulique villageoise qui n'ont pas connu d'investissements substantiels. Cette situation a sous-tendu, selon le FMI, une dégradation de la gestion des finances publiques, à un niveau intenable, causée par la manne pétrolière alors que le pays, largement désertique, est confronté à des enjeux environnementaux très sérieux singulièrement l'ensablement et la disparition progressive du lac Tchad (*Bilan économique du Monde*, 2011 :103). Le lac Tchad, dont la surface est passée de 250.000 km² en 1963 à 25 000 km² en 2006, constitue un bassin de vie pour 30 millions de personnes. Très tôt, la BM s'est rendu compte du paradoxe entre l'importance des recettes pétrolières, une faible capacité de résilience économique et financière et un faible niveau d'investissement dans les infrastructures éducatives et sanitaires (voir figures 28 et 27). Elle a décidé de suspendre toute coopération économique, financière et technique avec le Tchad au motif qu'en violation de leur accord initial, le gouvernement tchadien est en train de consentir les fonds issus des recettes pétrolières aux dépenses d'armement plutôt qu'à la lutte contre la pauvreté inscrite dans l'accord sur la facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté (FCRP). Plusieurs missions du gouvernement tchadien auprès du FMI et de la BM à Washington se sont soldées en tentatives infructueuses. Depuis 2009, le Tchad n'a plus aucun accord formel avec le FMI et la BM qui ne disposent plus de représentant dans ce pays alors que le Tchad cherche à bénéficier de l'IPPTE depuis 2001.

Sous front de relations difficiles, de passage à Paris, le président tchadien a eu à évoquer un langage de sourd avec les institutions de Bretton Woods. Par ailleurs, contraint par les pays de l'OCDE et l'Union européenne d'accepter une commission d'enquête pour faire la lumière sur la disparition forcée de certains opposants politiques et de certains de ces citoyens, le chef de l'État tchadien aux abois s'est tourné vers la Chine, en attendant l'apaisement de la situation avec les institutions financières et les puissances occidentales qui reprochent aux autorités de Ndjamenas sa mauvaise gouvernance, la Chine est devenue le premier partenaire du Tchad avec des investissements colossaux (voir figure 28). Le gouvernement Tchadien a octroyé des permis d'exploration pétrolière à la Compagnie Nationale de Pétrole de Chine (CNPC) qui a découvert d'autres gisements en dehors de Doba (*Africa24 Magazine* N°8, 2012-2013 :124) à cet effet, la CNPC s'est même empressée de construire une raffinerie dont la production a été lancée 29 juin 2011. La Chine a donc amplifié cette coopération dans un partenariat de développement stratégique en se lançant dans la construction des infrastructures routières au Tchad comme la route Ndjamenas-Abéché. La Compagnie chinoise des travaux de génie civil a conclu en mars 2011 un contrat de 7 milliards de dollars pour la construction du premier chemin de fer, dans le pays, long de 1344 km. La même année le groupe chinois CAMC Engineering a signé une convention de 1 milliard de dollars US pour la construction d'un aéroport international proche de la capitale Ndjamenas (à Djamaraya). La CAMC Engineering s'est également engagée dans la construction de certaines industries comme le développement de la filière du coton au Tchad et la construction des cimenteries. Malgré cela, 46,7 % des Tchadiens continuent de vivre en dessous du seuil de la pauvreté (*Bilan économique du Monde*, 2011 :103; *Africa24 Magazine* N°8, 2012-2013 :124).

Cependant, la pression des puissances occidentales sur les autorités de Ndjamenas en matière de respect des droits humains est restée vive. Les pays de l'OCDE et l'Union européenne continuent à accuser les autorités de Ndjamenas d'opérer les violations flagrantes de droits humains et la répression des droits politiques. Ces allégations s'illustrent par des chiffres tels qu'un indice de gouvernance globale moyenne 0,6 sur 10 (l'un des plus faibles au monde), une moyenne indiciaire de liberté face à la corruption de 12,1 sur 100 (voir figure 29). Ces chiffres créditent la thèse occidentale qui qualifie le régime tchadien d'un régime autoritaire qui veut s'abriter derrière le concept de la souveraineté des États pour dissimuler ses forfaits. Pour adoucir la

pression, la stratégie tchadienne a consisté à s'afficher dans une démonstration de force aux côtés de la France dans la guerre contre les djihadistes au Mali.

Conclusion :

La reprise économique fait généralement naître des espoirs, à l'exemple de la croissance économique qui entraîne ordinairement des améliorations significatives des conditions de vie des populations. Mais, la situation politique, économique et sociale qui prévaut actuellement dans les pays de la CEMAC; c'est-à-dire la cohabitation entre d'importantes ressources financières et une large part de précarité, de pauvreté et d'inégalités suivie d'un faible niveau du développement humain, d'un manque de progrès technologique et démocratique, prouve à suffisance que ces pays connaissent une croissance.

Le développement implique une combinaison de changements de mentalités politiques, économiques et sociales qui rend un État apte à stimuler la mise en œuvre des facteurs de production (le travail et le capital) et à accroître son produit réel global. Tandis qu'une croissance mal répartie ralentit l'évolution de l'ensemble des conditions de vie des populations et fait naître un doute quant à sa capacité d'être un réel levier de justice sociale (réduction de pauvreté). Dans un contexte de croissance économique, le maintien d'un niveau élevé de pauvreté dans les pays de la CEMAC est devenu un paradoxe qui ébranle les convictions macroéconomiques traditionnelles.

Pendant que l'ensemble des indicateurs macroéconomiques annonce la construction d'une dynamique économique émergente avec un niveau de stabilité macroéconomique et financière moyen de 7,46 % du PIB net global, la région présente un IDH moyen de 0,454, un indice de démocratie global moyen de 1,71, une perception de liberté moyenne face à la corruption de 20,69, un indice de la solidité des garanties juridiques moyennes de 3,10. Ces données non seulement caractérisent une faible élévation du bien-être général des populations et expriment une faible transformation de l'ensemble des structures politiques économiques, sociales et scientifiques, mais démontrent également l'inefficience des mécanismes de répartition des richesses dans la zone CEMAC.

Partant de ce fait, on constate que les changements structurels sont les fondements d'une croissance harmonisée c'est-à-dire permettant l'amélioration des conditions de vie des populations. Faut-il alors remettre en cause l'application du consensus de Beijing dans les pays de la CEMAC? Non! Dans la mesure où il est clairement établi, que c'est un modèle qui est

conçu autour des prescriptions pragmatiques déclenchant la croissance économique à travers le développement du tissu productif (la construction et la réhabilitation des infrastructures) et une valorisation des ressources naturelles des États tout en sauvegardant l'ordre politique existant dans ces pays.

Mais, l'ordre politique, social ainsi que la tradition culturelle en place dans les pays de la CEMAC sont : l'autoritarisme, une mauvaise gouvernance qui se caractérise par un niveau élevé de corruption, un faible accès des populations aux services publics de base que sont la santé, l'éducation et le logement. À cela s'ajoute la difficulté de nombreux États à satisfaire la demande des infrastructures sanitaires, éducatives et sociales, les limitations des libertés individuelles, l'absence d'accès à l'eau potable. À cette insécurité sanitaire et sociale reliée aux mauvaises conditions de vie des populations s'associent l'insécurité publique provoquée par la violence urbaine, des trafics illicites et la limitation du déploiement de la force publique dans les zones intermédiaires qui échappent intégralement ou approximativement au contrôle des pouvoirs publics. La manifestation la plus réelle de cet état des lieux est l'insécurité croissante dans les pays de la région avec le cas tangible de la Centrafrique qui est devenue pratiquement un État failli.

Seulement, avec le consensus de Washington, nous avons constaté que la stabilisation a réussi, mais les investissements directs étrangers (IDE) n'ont pas suivi ou ont été très insuffisants pour mettre en place une économie sectorielle capable de générer la croissance et des emplois pour prétendre sortir ces États du sous-développement. Plusieurs raisons président à cela : les capacités institutionnelles même s'il y a eu une légère amélioration, demeurent peu attractives aux financements à long terme. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la réglementation prudentielle n'encourage d'ailleurs pas les établissements financiers à le faire à cause du ratio de couverture de risque ou du ratio de structure de portefeuille. Le manque de pôle de financement à long terme dans la structure du système bancaire dans les pays de la CEMAC pose un réel problème au développement de la mésofinance et de l'économie intermédiaire (mésoéconomie). Assurément, le renforcement des capacités institutionnelles et la bonne gouvernance ne peuvent résulter d'un processus surimposé, mais d'une appropriation par des autorités politiques locales des objectifs fixés à cet effet par le consensus de Washington. C'est donc une question de volonté politique et de la capacité d'agir des gouvernants. Néanmoins, il est capital d'attirer leur attention

sur la nécessité sans cesse croissante de l'indépendance de la justice. Bien évidemment, la réglementation ne doit pas renoncer à l'indispensable protection des épargnants, mais elle doit aussi s'articuler sur les moyens d'encourager les financements du développement. L'action des banques doit également contribuer à la mise en place des structures, des outils et produits financiers adaptés aux besoins du développement en faisant preuve d'innovation.

Par ailleurs, nous avons constaté que la vision stratégique du développement axé sur un État néo-utilitaire dans le processus du développement comme suggéré par la Chine entraîne une croissance moyenne dans la région de 5,7 % du PIB (voir figure 2). Incontestablement, le consensus de Beijing fait bénéficier d'une stabilité macroéconomique et financière aux États de la région qui se sont empressés à l'appliquer avec l'arrivée d'importants investissements chinois dans ces pays. Mais derrière ce constat, la relation doit être nuancée. Une embellie économique et financière fondée sur le boom des matières premières et l'émergence d'une classe moyenne ne suffisent pas à pérenniser la croissance et à accroître la productivité des économies faiblement diversifiées et au demeurant sous-industrialisées. Si l'un des principaux avantages des partenariats de coopération stratégiques sino-africains aux yeux des gouvernants de certains pays de la CEMAC réside dans le fait qu'ils ne sont pas sujets aux contraintes du cadre juridique institutionnel et moral préconisé par le consensus de Washington (occidental par essence). Mais, derrière l'application dans les pays de la CEMAC du modèle chinois, il se crée de grandes disparités sociales, une sérieuse limitation des libertés individuelles voilées par les chiffres. À cela s'ajoute le manque de transfert technologique et de transparence dans la gestion de la chose publique. Ce modèle loin d'être à l'origine des carences substantielles en matière de gouvernance démocratique dans ces pays rend plausibles les calamités politiques, économiques et sociales en leur sein. Autrement dit, le consensus de Beijing présente un certain nombre d'atouts pour le développement économique des pays de la CEMAC notamment en impulsant la croissance économique, mais il véhicule également un obstacle majeur sur la gouvernance de ces pays surtout en matière de redistribution des ressources. Parce que d'une manière évidente une croissance durable relève de l'efficacité de la productivité totale des facteurs qui est affectée par la qualité des facteurs de production que sont le capital physique (les outils productifs) et le capital humain. Mais, l'efficacité du capital humain dépend du niveau d'éducation moyen de l'ensemble de la population active, de leur condition de santé et de l'expertise professionnelle accumulée. Assurément, un travailleur bien éduqué et en bonne santé est plus productif qu'un

travailleur mal instruit et en état de santé médiocre. En d'autres termes, un travailleur qualifié présente plus d'habileté à inventer des nouvelles technologies, à innover et à assimiler aisément celles qui ont été créées ailleurs.

Il est donc essentiel pour les États de la CEMAC de pratiquer la gouvernance démocratique en ce sens qu'elle concourt à travers ses cinq (5) orientations à la réduction des injustices politiques économiques et sociales. Ainsi donc la gouvernance démocratique symboliquement associée au consensus de Washington prône l'effectivité d'un État de droit qui garantit l'accessibilité de toutes composantes de la société aux biens publics essentiels tels que la santé, l'éducation et l'emploi en plus de promouvoir le pluralisme politique et social. Il se trouve que le faible niveau du développement humain dans les pays de la CEMAC illustre une mauvaise répartition du fruit de la croissance économique dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'emploi et des services. Cette inefficience des politiques d'investissement en matière de santé, d'éducation et d'emplois reflète le faible niveau d'espérance de vie dans ces pays et justifie la médiocrité de leurs performances de développement social. Ces difficultés prouvent qu'aucune politique de développement ne peut être envisagée ou réussie sans un État de droit surtout dans les pays de la CEMAC. Pour répondre à notre question de recherche, nous disons que le consensus de Washington est le modèle qui présente le plus de promptitude pour aider les pays de la CEMAC à sortir de l'État du sous-développement. Seulement, il doit être appliqué dans toute sa quintessence en encourageant l'émergence d'une finance de développement. Le FMI en partenariat avec la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) doivent faire preuve de dextérité afin encourager l'innovation financière en faveur du financement et de la rentabilité des investissements privés et dans la recherche et développement.

Cependant, aucun succès de cette entreprise ne sera possible si l'on néglige les obligations des emprunteurs. L'investissement présume le partage des risques et requiert la transparence, la fiabilité des états financiers des entreprises, les études de marchés, la formation des ressources humaines. La mise en place des institutions, des produits, des services et des moyens financiers adaptés aux pays de la CEMAC est plus qu'indispensable pour une application intégrale du consensus de Washington dans ces pays.

Bibliographie

Araujo, Heriberto et Cardenal, Juan Pablo, *Le siècle de la Chine (comment Pékin refait le Monde à son image)*, Paris, Édition Flammarion, 2013, 321 p.

Attali Jacques, *Tous ruinés dans dix ans (Dettes publiques la dernière échéance)*, Paris, Édition Fayard, 2010, 260 p.

Badie Bertrand et Vidal Dominique, *L'état du monde 2011 (La fin du monde unique)*, Montréal, Édition La découverte et boréal, 2010, 311 p.

Bénassy-Quéré Agnès (sous la direction), *Les enjeux de la mondialisation (les grandes questions économiques et sociales)*, Paris, Edition La Découverte, 2013, 126 p.

Bergère Marie Claire, *Chine (le nouveau Capitalisme d'État)*, Paris, Éditions Fayard, 2013, 309 p.

Bernault Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique Centrale*, Paris, Édition Karthala, 1996, 423 p.

Boillot, Jean-Joseph, Dembeski, Stanislas, *Chindiafrique (La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain)*, Paris, Édition Odile Jacob, 2013, 369 p.

Bokilo Julien, *La Chine en Afrique (la Chine en concurrence avec les anciens partenaires de l'Afrique et les pays BRICS)*, Paris, Édition L'Harmattan, 2011, 92 p.

Bokilo, Julien, *La Chine au Congo-Brazzaville (Stratégie de l'enracinement et conséquences sur le développement de l'Afrique)*, Paris, Édition L'Harmattan, 2012, 312 p.

Boniface, Pascal, *La géopolitique (les relations internationales)*, Paris, Édition Eyrolles, 2011, 199 p.

Boniface Pascal, *Comprendre le monde (Les relations internationales pour tous)*, Paris, Édition Armand Colin, 2012, 287 p.

Boulois, Jean (sous la direction), *Les grands arrêts de la jurisprudence communautaire (Droits communautaires des affaires, marché intérieur, politique) 5^{ème} Édition*, Paris, Édition Dalloz, 2008, 215 p.

Bourbonnais, Régis, *Économétrie (Manuel et exercice corrigés)*, 6^{ème} Édition, Paris Édition Dunod, 2005, 352 p.

Cabestan, Jean Pierre, *La politique internationale de la Chine*, Paris, Édition Sciences Po, 2010, 460 p.

Cabestan, Jean Pierre (sous la direction), *Le consensus de Pékin (monde chinois)*, Paris, Édition Choiseul revue, 2011, 141 p.

Clés essentielles pour comprendre (CEPII), *L'économie mondiale 2013*, Paris Édition, La Découverte, 2012, 127 p.

Unicef, *L'Afrique vers la reprise économique (de la stagnation à l'ajustement au développement humain)*, Florence, Édition Unicef, 1992, 68 p.

Cohen Daniel, *La prospérité du vice (une introduction inquiète à l'économie)*, Paris, Édition Albin Michel, 2009, 313 p.

Deblock, Christian, Kazi, Aoul Samia, *La Dette extérieure des pays en développement*, Québec, Édition Presse Universitaire du Québec, 2008, 233 p.

Déléage, Jean Paul, *Croissance, emplois et développement*, Paris, Édition La Découverte, 2013, 125 p.

Devin, Guillaume, *Sociologie des relations internationales 3^{ème} Édition*, Paris, Édition la Découverte, 2013, 125 p.

Duchâtel Mathieu et Zylberman Joris, *Les nouveaux communistes chinois*, Paris, Édition Armand Colin, 2012, 281 p.

Dupuy, Pierre-Marie, *Précis de Droit international public*, Paris, Édition Dalloz, 2008, 879 p.

Faligot, Roger, *Les services secrets chinois de Mao aux JO*, Paris, Édition Nouveau Monde, 2008, 605 p.

Forget, Jack, *Financement et rentabilité des investissements*, Paris, Édition Organisation, 2005, 143 p.

Gauchon, Pascal et Huissoud, Jean Marc, *Les 100 lieux de la géopolitique (Que sais-je)*, Paris, Édition Presse universitaire de France, 2008, 127 p.

Glasser, Antoine, Smith, Stephen, *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, 250 p.

Gnesotto Nicole, Grevi Giovanni, *Le Monde en 2025*, Paris, Édition Robert Laffont 2007, 411 p.

Halper, Stephan, *The Beijing Consensus (How China's Authoritarian Model will Dominate the Twenty First Century)*, New York, Édition Basic Books, 2010, 296 p.

Harel, Xavier, *Afrique pillage à huis clos (comment une poignée d'initiés siphonne le pétrole africain)*, Paris, Éditions Fayard, 2011, 280 p.

Hugon, Philipe, *L'économie de l'Afrique*, Paris, Édition La Découverte, 2013, 128 p.

Izraelewic, Érik, *L'arrogance chinoise*, Paris, Édition Pluriel, 2013, 254 p.

Kirat, Thierry, *Économie du droit*, Paris, Édition La Découverte, 2012, 111 p.

Laville, Élisabeth, *L'Entreprise verte 2ème Édition*, Paris, Édition Village Mondiale, 2004, 356 p.

Luxembourg, Rosa, *The Accumulation of Capital*, New York, Édition Routledge, 2009, 453 p.

Michel, Serge, Beuret Michel, *La Chinafrique (Pékin à la conquête du continent noire)*, Paris, Édition Grasset, 2008, 454 p.

Mignon, Valérie, *La macroéconomie après Keynes*, Paris, Édition La Découverte, 2010, 126 p.

Minh-Hoang Ngo, Thi, *Doit-on avoir peur de la Chine (Le communisme chinois et l'Occident)*, Paris, Édition L'Aube, 2013, 126 p.

Mons Ludovic, *Les enjeux de l'énergie (Bilan énergétique mondiale)*, Paris, Édition Larousse, 2011, 128 p.

Moyo, Dambisa, *L'Aide fatale (les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique)*, Paris, Édition JC Lattès, 2009, 247 p.

Nay Olivier (sous la direction), *Lexique de science politique (vie et institutions politiques)*, Paris, Édition Dalloz, 2008, 576 p.

Nguyen, Éric, *Les relations Chine-Afrique*, Paris, Édition Studyrama/Perspectives, 2009, 141 p.

Nouzille, Vincent, *Les dossiers de la CIA sur la France de 1981-2010 (dans les secrets des présidents)*, Paris, Éditions Plurielle, 2010, 862 p.

Ouled, Ben Hafsia Lofti, Belkacem Karima, *L'Avenir du partenariat Chine-Afrique*, Paris, Édition L'Harmattan, 2011, 113 p.

Ondji'Itoun, Richard, *Éthique économique et endettement extérieur dans les pays de la CEMAC*, Paris, Édition Harmattan, 2009, 346 p.

OUA, *Plan d'Action économique pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000)*, Genève, Presse de l'Institut internationale des études sociales, 1981, 143p.

Paquin, Stéphane, *La nouvelle économie politique internationale*, Paris, Édition Armand Collin, 2008, 288 p.

Raison, Virginie. *L'Atlas des futurs du Monde (crise de croissance)*, Paris Édition Robert Laffont, 2010, 199 p.

Rouni Nouriel et Mihn Stephen, *Économie de la crise (une introduction à la finance du futur)*, Paris, Édition JC Lattès, 447 p.

Salem, Ahmed (sous la direction), *Lexique de sciences économiques 11^{ème} Édition*, Paris, Édition Dalloz, 2010, 855 p.

Salmon Anne, *La tentation éthique du capitalisme*, Paris, Édition La Découverte, 2007, 189 p.

Salmon, Anne, Turcotte Marie France. B, *La responsabilité sociale et environnementale des entreprises*, Québec, Édition Presse universitaire du Québec, 2005, 228p.

Sanchez-Arnaud Jean Claude (sous la coordination), *Dette et Développement (Mécanisme et conséquences de l'endettement du Tiers Monde)*, Alger, Édition Office des publications universitaires, 1980, 207 p.

Stiglitz, Joseph, *La grande désillusion*, Paris, Édition Fayard, 2002, 379 p.

Valin, Gérard (sous la direction), *Controlor and Auditor*, Paris, Édition Dunod, 2006, 547 p.

Ziegler, Jean, *Destruction massive (Géopolitique de la faim)*, Paris, Édition Seuil, 2011, 340 p.

Revues et articles:

Armatya Sen, «Rationality And social Choice », *The American Social Review*, vol 85, Mars 1995.

Abedel Karim Yahyoui et Atef Rahmani, « Financial Development and Economic growth: Role of institutional Quality », *Journal of Economic literature*, vol 16, February 2009, 328 pp.

Berr Eric et François Cambarnous, « L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement une évaluation empirique », *Journal of Economic litterature*, vol 19, 2011, 21p.

CEMAC, « Vers une économie régionale émergente : Programme économique régional 2009-2015 », vol 1, Janvier 2009.

AFD, « Quelles politiques de développement financier en zone franc ? » *Jumbo rapport thématique*, vol 23, octobre 2007, 45 p.

Bilan économique du monde « Retour de croissance prometteur », Hors-série (Janvier 2011), Paris, *Le Monde*, 186 p.

Bilan économique du monde « Croissance et dépendance », Hors-série (Janvier 2013), Paris, *Le Monde*, 218 p.

Bilan Géostratégique « La Chine Afrique prospère », Hors-série (Janvier 2011), Paris, *Le Monde*, 168 p.

Bilan Géostratégique « Pékin à l'épreuve de son nouveau rang », Hors-série (Janvier 2013), Paris, *Le Monde*, 170 p.

Ben Yahmed Béchir « Vérité maquillé sur la France et l'Afrique », *Jeune Afrique*, N°2702 (octobre 2012), 2012.

Avom Désiré, « Intégration régionale dans la CEMAC: des problèmes institutionnels récurrents », *Cairn info*, Paris, 22 février 2007.

Djankov, Simon, La Porta, Raphael, Lopez-de-Silanes, Florencio, Shleifer Andrei « The law and economics of self-dealing », *Journal of Financial Economics*, Vol 430–465, n° 88, November 2006.

D. Dommel, «La corruption internationale au tournant du siècle», *Revue stratégique internationale*, vol 43, automne 2001.

La Porta, Raphael, Lopez-de-Silanes FLorencio, Shleifer Andrei « The economics consequences of legal origins », *Journal of economic litterature*, Vol 46, june 2008.

Le Monde diplomatique, «L'Atlas du monde diplomatique : Pékin brise le tête- à-tête entre l'Europe et l'Afrique)», *Le monde*, hors-série (Mars 2011), Paris, 191 p.

Levine Ross, Beck Thorsten, Loayza Norman, « Finance and the sources of growth » *Journal of Financial Economics*, Vol 46, January 2000.

Nyoda Mathurin, « Commerce international et emplois informels en zone CEMAC », *Journal Statistique africain*, vol 13, 2011.

Tchokonté Sévérin, « Le projet géostratégique de la Chine en Afrique » *Journal of Géostratégie*, Vol 33, 4^{ème} trimestre 2011.

Sites web consultés :

1. Afrique plurielle, <http://afriquepluriel.Ruwenzori.net/> (page consulté le 17 avril 2014 à 17:10).

Cecmc, <http://cecmc.ehess.fr/>

Banque de France, «présentation de la Zone franc» <http://www.banque-france.fr/eurosystème-et-international/zone-franc/presentation-de-la-zone-franc.html> (page consultée le 31 octobre 2012 :15 :25).

Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/> (page consulté le 15 Avril 2014 à 20 :15)

CEMAC, traité révisé, T.R,

http://www.cemac.int/TextesOfficiels/traite_revise_cemac.pdf, 11h45min, p3. (page Consulté le 22 octobre 2013 à 12 :16).

Site de la zone franc, <http://www.izf.net/pages/schema/6097/>. (Consulté le 23 octobre)

Griffin Ondo Nzuey, Les faiblesses du système bancaire de la CEMAC, selon le FMI, (En ligne), 30 juillet 2013 à 4:55, <http://gabonreview.com/blog/les-faiblesses-du-systeme-bancaire-de-la-cemac-selon-le-fmi/>, (page consulté le 21 Aout).

PerspectiveMonde, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMListeStatSpecifique?codetheme=1> (page consulté) (le 16 Avril 2014 à 16 :30)

PNUD, <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/> (page consulté le 12 Avril)